

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Prévision et planification dans l'économie de marché, par le Prof. W. Krelle — Les budgets de 1968 et 1969 (suite) — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

PREVISION ET PLANIFICATION DANS L'ECONOMIE DE MARCHE

par le Professeur Wilhelm KRELLE,

*Directeur de l'Institut für Gesellschafts- und Wirtschaftswissenschaften
de l'Université de Bonn.*

I. ECONOMIE DE MARCHE ET PLANIFICATION.

1. Le libéralisme du laissez-faire.

L'économie de marché dans sa forme actuelle a pris naissance, sous l'impulsion des idées des économistes classiques et libéraux, dans la lutte menée contre le mercantilisme de l'Absolutisme plus ou moins éclairé. Les nombreuses mesures étatiques qui tenaient en lisière l'initiative privée et la libre détermination des particuliers, fussent-elles dictées par de bonnes intentions, apparaissaient comme autant d'entraves sur la voie du développement économique du pays. Libre formation des prix, liberté des échanges à l'intérieur et par-delà les frontières, lutte contre les restrictions commerciales de caractère monopolistique, telles étaient les paroles enflammées des classiques.

Écoutons *Adam Smith* (1723-1790) ⁽¹⁾ :

La politique économique qui règne en Europe donne lieu à une inégalité considérable dans la somme totale des avantages et désavantages des divers emplois du travail et des capitaux, en restreignant, dans certains endroits, la concurrence à un plus petit nombre d'individus que ceux qui s'y porteraient sans cela... La politique des pays de l'Europe, en gênant la libre circulation du travail et des capitaux, tant d'un emploi à un autre que d'un lieu à un autre, occasionne... une inégalité fort nuisible.

Tout le quatrième livre de l'ouvrage de *Smith* développe ensuite cette idée fondamentale; c'est un pamphlet contre le mercantilisme.

Le mot « laissez-nous faire » est devenu célèbre. Attribué au marchand Legendre, il

⁽¹⁾ Cf. A. Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, tome I, traduction de Germain Garnier, Paris, 1843, pp. 157 et 176.

aurait été la réponse à la question posée par Colbert (1619-1683) sur la manière dont l'Etat pourrait le mieux venir en aide aux marchands. Il a été repris sous différentes formulations, telles que « laissez-faire, laissez-passer; le monde va de lui-même », et il a désigné tout le courant de doctrine économique connu sous le nom de « libéralisme du laissez-faire ».

Au fond, il s'agit du bon vieux capitalisme, sauf que depuis « Le capital » de *Marx*, le terme n'a plus bonne réputation, notamment sur le continent, et que dès lors on se garde volontiers de le mentionner.

Walras (1834-1910) ⁽¹⁾ et *Pareto* (1848-1923) ⁽²⁾, en élaborant leurs célèbres systèmes micro-économiques de l'équilibre général, ont jeté les fondements théoriques d'un système d'économie libre de marché. Ils ont pu montrer que, dans des hypothèses bien déterminées, pareil système est supérieur aux autres parce qu'il permet à l'économie d'atteindre une situation optimale.

Ces hypothèses sont notamment :

1) la concurrence est parfaite sur tous les marchés (y compris le marché de l'emploi), de telle sorte que chaque agent économique doit accepter les prix du marché comme une donnée;

2) l'économie se trouve dans un état stationnaire : elle n'accuse pas de progrès technique, ni d'accroissement de la population, ni d'accumulation de capital;

3) un bien produit dans l'économie (l'or par exemple) sert de monnaie;

4) la société ne remet pas en question la répartition existante, forgée par le passé, des richesses, ni la répartition des revenus qui en découle lorsque les prix s'établissent sous un régime de concurrence.

Dans le contexte de ces hypothèses et de quelques autres de caractère plus technique (entre autres, les fonctions concaves d'utilité et de production), il apparaît que, si l'utilité des ménages et les profits des entreprises sont maximisés, la libre formation des prix conduit à une situation d'optimum économique au sens

que Pareto lui donne et dès lors aussi, à certains égards, à une situation optimale de l'économie tout entière. Toute modification de cet état de choses, que ce soit à cause d'un changement du programme de production ou des prix, lèse un agent économique au moins, tandis que, dans la situation d'optimum économique, tous les agents atteignent leur maximum d'utilité dans l'hypothèse des ressources initiales données en capital et en main-d'œuvre, ainsi que dans celle des prix découlant pour chaque personne de la demande et de l'offre globale. C'est précisément cela qui, d'après la quatrième hypothèse, correspond à la préférence sociale.

Malheureusement, on s'est aperçu très vite du caractère illusoire de ce beau schéma d'harmonie sociale et économique, qui apparaît de manière spontanée en l'absence d'intervention de l'Etat. Le phénomène du pouvoir du marché sur les marchés de l'emploi et des biens a révélé que la première hypothèse, la concurrence parfaite, n'était pas remplie. Le monopoleur était en mesure de modifier les prix à son avantage, les grandes entreprises absorbaient les petites, le travailleur individuel était confronté avec un patron omnipotent.

De même, il ne pouvait être question d'une économie stationnaire. La création de produits nouveaux et les améliorations des techniques de production se succédaient à un rythme effréné, des secteurs économiques entiers disparaissaient, tandis que d'autres naissaient, la population s'accroissait et se déplaçait vers les centres de l'industrialisation et vers les espaces libres des nouveaux continents; le capital s'accumulait sans arrêt. Les fluctuations conjoncturelles apparaissaient comme des éléments perturbateurs. La deuxième hypothèse n'était pas non plus remplie. La variabilité de la masse monétaire liée à l'existence de la monnaie fiduciaire et de la monnaie scripturale était en contradiction avec la troisième hypothèse.

Enfin, une partie croissante et de plus en plus puissante, politiquement, de la population n'acceptait plus comme loi naturelle et voulue par Dieu la répartition traditionnelle du capital et, partant, des revenus, si bien que la quatrième hypothèse n'était également plus de mise. Le modèle ne cadrait pas suffisamment avec la réalité économique, de sorte que ses enseignements devenaient sans valeur. L'économie libre de marché ne constituait réelle-

⁽¹⁾ Cf. L. Walras, *Eléments d'économie politique pure*, Lausanne, 1874-1877; *Théorie mathématique de la richesse sociale*, Lausanne, 1883, et autres travaux.

⁽²⁾ Cf. V. Pareto, *Cours d'économie politique*, Lausanne, 1896-1897; *Manuel d'économie politique*, 2^e édition, Paris, 1927.

ment une situation d'optimum économique que pour une faible minorité de contemporains : la misère de l'ouvrier, les incessantes crises économiques, l'écrasement des petites entités économiques par quelques grandes et l'enrichissement sans scrupules de ces dernières faisaient apparaître le système capitaliste sous un tout autre jour.

2. Le néo-libéralisme.

Nombreux furent évidemment ceux qui s'accordaient pour rejeter le libéralisme du laissez-faire, mais leurs vues sur le système qui devait le remplacer étaient diamétralement opposées. D'un côté, se trouvait le groupe des économistes plutôt romantiques, conservateurs, nationalistes et anticlassiques, qui voyaient le salut dans des interventions de l'Etat limitées, spécifiques et appropriées à chaque cas; ce furent notamment *Adam Müller* (1779-1829), *Friedrich List* (1789-1846) et, plus tard, l'école historique allemande dont *Gustav Schmoller* (1838-1917) était le plus représentatif. De l'autre côté, se trouvaient les différents groupes socialistes, communistes, anarchistes et partisans de la planification économique, avocats de transformations plus radicales, soit du régime de la propriété et de l'organisation sociale, soit du système économique; nous ne mentionnons que *Saint-Simon* (1760-1825), *Proudhon* (1809-1865), *Lassalle* (1825-1864) *Marx* (1818-1883), *Engels* (1820-1895). Ces divergences d'opinions du XIX^e siècle se retrouvent à présent au XX^e siècle — avec évidemment quelques variantes — dans la réalité de la scission Est-Ouest des systèmes sociaux. L'économie de marché contemporaine n'est cependant plus le capitalisme brutal du XIX^e siècle, tandis que le communisme de la Russie soviétique et de la Chine n'est pas davantage ce que ses pères spirituels du XIX^e siècle se l'étaient imaginé.

Nous nous proposons ici de traiter seulement du système actuel de l'économie de marché. Partout dans le monde tel qu'il existe actuellement, l'Etat intervient activement en tant que pouvoir organisateur et régulateur. Il n'y a plus aucune économie sans intervention de l'Etat, le libéralisme du laissez-faire est mort. On y a substitué, dans la plupart des pays occidentaux, un ordre dont les fondements idéologiques (du moins dans sa structure idéale) sont désignés en Allemagne le plus souvent par

l'*Ordo-Liberalismus* ou néo-libéralisme. La doctrine fondamentale en a été le plus clairement énoncée par *Eucken* (1891-1950) (1); elle a été ensuite explicitée et développée par tout un groupe d'économistes libéraux dans la revue « Ordo ». Cette revue, dénommée ainsi d'après la conception fondamentale de cette doctrine, a donné son nom à tout ce courant de pensée.

Le néo-libéralisme doit être considéré comme une tentative de redéfinir, à la lumière des théories de *Walras* et de *Pareto*, le champ d'activité de l'Etat dans le domaine économique, en sauvegardant dans la plus large mesure possible la conception fondamentale des vieux libéraux de la non-intervention de l'Etat, tout en tirant la leçon des aspects négatifs de l'économie capitaliste du XIX^e siècle. Dans cette conception, l'Etat a pour devoir d'établir un ordre à l'intérieur duquel la vie économique peut se dérouler librement. En d'autres termes : il incombe à l'Etat de fixer les règles générales du jeu auxquelles tous les citoyens doivent se conformer dans les échanges économiques. Dans le cadre de ces règles, chacun est libre de prendre ses décisions économiques. L'ordre économique qui doit en résulter, est essentiellement celui de la concurrence parfaite. On redoute (et le plus souvent à bon droit) que la libre activité économique ne conduise à des cartels, des holdings et des monopoles et, partant, à l'exploitation du faible par le puissant. Par sa législation, l'Etat a pour mission d'imposer la concurrence parfaite, qui est une condition pour arriver au rendement optimal, défini de manière précise, de l'économie libre de marché (première hypothèse du chapitre précédent); mais, dans le cadre de cet ordre, l'Etat laissera à chacun la complète liberté d'action économique.

Tous les libéraux, ralliés à « Ordo », sont unanimes sur ce point. En revanche, les opinions diffèrent sur la question de savoir dans quelle mesure l'Etat doit intervenir pour vérifier les autres hypothèses d'une situation d'optimum économique (deuxième, troisième et quatrième hypothèse du chapitre précédent). C'est ainsi que *Rueff* veut restaurer le vieil étalon or; toutefois, la plupart des néo-libéraux veulent maintenir le système monétaire actuel et préconisent seulement que

(1) Cf. W. Eucken, *Die Grundlagen der Nationalökonomie*, Iéna, 1^{re} édition, juin 1940; *Grundsätze der Wirtschaftspolitik*, Tübingen, 1952.

le niveau des prix soit l'objectif principal de la politique de la banque centrale : ce niveau doit être stabilisé le mieux possible par des mesures appropriées de politique monétaire. Ainsi, se trouve réalisée, sous une variante, la troisième hypothèse du chapitre précédent.

Aucun partisan de cette doctrine n'a certes encore recommandé de manière expresse de susciter artificiellement une économie stationnaire (selon la deuxième hypothèse du chapitre précédent). La plupart d'entre eux toutefois suspectent une politique de croissance menée par l'Etat; leur préférence va à un état stationnaire ou du moins à une croissance faible, qui ne touche pas aux modes de vie économique traditionnels des petits agriculteurs et des artisans, plutôt qu'à une croissance fiévreuse prenant appui sur la grosse industrie. *Röpke* l'exprime de la façon suivante ⁽¹⁾ : on ne peut se désintéresser des précieuses réserves de la société, entre autres une conscience aiguë de la valeur de la monnaie et celle de l'importance économique et sociale de la stabilité monétaire; les ressources morales de la société ne doivent pas être sacrifiées au mythe de la croissance. On voit ainsi remonter à la surface la source conservatrice et romantique de cette orientation.

On ne voit pas davantage clairement comment remédier aux conséquences du caractère non stationnaire de l'économie. Certes, tous les néo-libéraux sont partisans d'une politique monétaire anticyclique de la banque centrale et souvent aussi de l'Etat pour réduire les fluctuations conjoncturelles. Ils ne sont plus d'accord quant à la politique sociale que l'Etat doit suivre pour atténuer les injustices dont les travailleurs sont en particulier les victimes dans une économie dynamique. Nombre d'entre eux polémiquent contre le *Welfare State* et voudraient plutôt laisser à chacun le soin de prendre ses propres mesures de prévoyance et démanteler le régime des assurances sociales ou du moins le maintenir à un niveau déterminé. De même, le néo-libéralisme est tout aussi hostile aux subventions accordées par l'Etat aux entreprises individuelles ou à des secteurs économiques. L'Etat devrait tout au plus offrir une assistance limitée dans des cas extrêmement urgents, mais non s'immiscer dans le processus même de la vie économique. C'est là l'idée fondamentale.

Quant au problème de la répartition des richesses (quatrième hypothèse du chapitre précédent), l'école néo-libérale s'en tient au point de vue qu'après élimination des cartels, des trusts et des monopoles, il n'y a aucune raison de modifier quoi que ce soit à la répartition des richesses découlant de l'économie de marché. Cette répartition est « déterminée par le marché », ce qui veut dire une répartition optimale pour l'économie prise dans son ensemble. Des projets relatifs à la participation des travailleurs aux résultats de l'entreprise, au « salaire investi », ou à la promotion massive par l'Etat de l'épargne des personnes à revenus modestes apparaissent, aux yeux de la plupart des néo-libéraux, comme une immixtion de l'Etat dans le domaine autonome et sacro-saint de l'économie.

La doctrine de l'ordo-liberalismus constitue de toute évidence un progrès sensible par rapport au libéralisme du laissez-faire, en ce sens que la « situation vitale » de la plupart des citoyens, pour utiliser une expression d'*Alexander Rüstow*, est meilleure et que le produit national moyen est plus élevé dans une économie de marché soumise à une politique conjoncturelle que dans une économie figée par la tradition et livrée à elle-même. Mais une planification macro-économique est aussi peu indiquée dans cette conception que dans celle de l'économie du laissez-faire. L'Etat n'a pas à se préoccuper des prix, de la production, de l'emploi, des salaires et des profits dans les secteurs individuels et dans l'économie dans son ensemble dès que « l'ordre juste » (dans le sens indiqué plus haut) est établi. L'évolution de ces éléments ne peut ni ne doit être prévue. Ce qui se passe dans l'économie ne sera connu qu'après le déroulement des événements et celui-ci correspond à une situation d'optimum économique, puisque ces événements se produisent par le jeu de libres décisions des participants, et personne ne peut s'en plaindre. Une planification n'a de sens que pour l'entreprise; pour l'économie nationale, elle est soit superflue (notamment si elle n'est pas obligatoire), soit nuisible (si l'on tente de réaliser une évolution planifiée à l'encontre des forces libres du marché). On se souviendra du duel oratoire qui mit aux prises, au Parlement européen de Strasbourg, en novembre 1962, L. Erhard, alors ministre de l'Economie, et W. Hallstein, alors président de la Commission de la Communauté Economique

⁽¹⁾ Cf. W. Röpke, *Jenseits von Angebot und Nachfrage*, Erlenbach, Zurich et Stuttgart, 1958, p. 308.

Européenne, et au cours duquel Erhard repoussa sèchement toutes les propositions faites par la Commission de la C.E.E. en vue d'une programmation à moyen terme pour les pays de la C.E.E., la qualifiant de « dirigisme » et d'« économie planifiée » (1).

On s'en tiendra à ces grandes lignes de la « philosophie » néo-libérale. Elle a connu incontestablement une grande popularité, surtout dans la République fédérale d'Allemagne sous l'ère d'Erhard et, à l'époque, elle fut presque l'unique source d'inspiration de la politique économique du gouvernement fédéral. Il est vrai que les succès remportés initialement par cette politique plaidaient beaucoup en faveur de cette philosophie, d'autant plus qu'ils contrastaient avec les résultats obtenus en Allemagne jusqu'en 1949 par l'économie de guerre et par l'économie d'occupation, toutes deux tombées en déliquescence, ainsi qu'avec les résultats atteints dans les autres pays à politique interventionniste active. Après quelque temps, cependant, les faiblesses de la politique inspirée du néo-libéralisme se manifestèrent : la réalisation de tâches communautaires et légitimes à moyen et long terme, telles que l'instruction, la recherche scientifique pure et appliquée et l'expansion, les communications, était insuffisante. Des modifications structurelles importantes et urgentes, par exemple dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture, ne pouvaient, pour des raisons politiques et sociales, être laissées uniquement à l'économie de marché; il manquait à l'activité économiquement rationnelle, guidée par l'Etat, une charpente intellectuelle et un appareil administratif. La politique fiscale et budgétaire de l'Etat exerce sur l'évolution économique une influence tout aussi profonde que celle de la banque centrale, et on ne voit pas pourquoi on ne pourrait par recourir à ces moyens pour agir de manière délibérée sur l'évolution économique; la croissance, la conjoncture et la répartition des richesses et des revenus étaient considérées, par l'opinion publique, non pas comme des données naturelles réfractaires à toute influence ou constituant

(1) Il existe évidemment de nombreux pamphlets, articles de journaux et d'autres publications qui tous rejettent un « plan » parce qu'il est inconciliable avec l'économie de marché et la liberté. A cet égard, le titre de l'ouvrage de K. Albrecht, *Planifikateure beim Werk*, Düsseldorf/Vienne, 1964, est caractéristique, car il indique déjà dans le titre (à cause de sa consonance avec « saboteurs » et autres expressions similaires), le rejet de toute activité de planification.

une situation optimale comme on l'avait toujours admis, mais comme des résultats susceptibles d'être influencés par les décisions de l'Etat et des particuliers. Le gouvernement fut rendu responsable de l'évolution économique et il ne pouvait s'en tirer par l'argument que le déroulement de la vie économique n'est pas de son ressort, du moment qu'il veille à « l'ordre ». Même dans le domaine économique, l'homme veut fixer les grandes lignes de son destin et se refuse à les livrer à des forces anonymes et incontrôlables. Aussi le concept libéral de l'ordre est-il de plus en plus délaissé et l'on s'oriente vers un nouveau type d'organisation économique.

3. L'économie planifiée de marché.

Nous voudrions appeler ainsi ce nouveau type d'organisation économique qui est en train de s'imposer, mais qui n'a encore été réalisé nulle part. Ses fondements théoriques ont été jetés notamment par Tinbergen (1); l'élaboration des comptes nationaux (2), celle des techniques de programmation (3) et des tableaux input-output de Léontief (4) en sont d'importantes techniques auxiliaires. L'ouvrage *Planung ohne Planwirtschaft* de la List-Gesellschaft (5) décrit bien l'état d'avancement, il y a quatre ans, de la discussion sur l'économie planifiée de marché. Depuis lors, les recherches relatives à ces problèmes se sont poursuivies, comme le mettront en lumière les chapitres suivants du présent exposé.

(1) J. Tinbergen, *On the Theory of Economic Policy*, 2^e édition, Amsterdam, 1963; *Economic Policy, Principles and Design*, Amsterdam, 1956.

(2) Cf., à cet effet, notamment Adam, *Programmiertes Wirtschaften*, Vienne, Cologne, Stuttgart, Zurich, 1964; E. Schneider, *Einführung in die Wirtschaftstheorie*, 1^{re} partie, *Theorie des Wirtschaftskreislaufes*, 12^e édition, Tübingen, 1966; A. Stobbe, *Volkswirtschaftliches Rechnungswesen*, Berlin, Heidelberg, New York, 1966; J. Marchal, *Comptabilité nationale française*, Paris, 1959; W. Krelle, *Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung*, 2^e édition, Berlin, 1967.

(3) Dans l'abondante littérature, signalons : G.B. Dantzig, *Lineare Programmierung und Erweiterung*, Berlin, Heidelberg, New York, 1966; Künzi et W. Krelle, *Nichtlineare Programmierung*, Berlin, Göttingen, Heidelberg, 1962. L'application économique peut être trouvée notamment dans R. Dorfmann, P.A. Samuelson, R.M. Solow, *Linear Programming and Economic Analysis*, New York, 1958.

(4) Cf. surtout W. Léontief, *The Structure of American Economy, 1919-1939*, New York, 1951; W. Léontief e.a., *Studies in the Structure of the American Economy*, New York, 1955; M. Hatanaka, *The Workability of Input-Output Analysis*, Ludwigshafen a/Rhein, 1960.

(5) Plitzko (éditeur), *Planung ohne Planwirtschaft*, Frankfurter Gespräch der List-Gesellschaft, 7-9 juin 1963, Bâle et Tübingen, 1964.

L'idée centrale d'une économie planifiée de marché peut être esquissée comme suit : une société souhaitera que toutes les décisions économiques, celles de l'Etat ou celles des agents économiques privés, soient prises de manière que le meilleur développement possible puisse être obtenu dans des conditions données. La société agit par ses représentants élus constitutionnellement; ceux-ci décident s'il y a lieu de considérer une situation ou un développement *A* meilleur, égal ou moins favorable qu'une autre situation ou un autre développement *B*. Nous voulons admettre qu'institutionnellement, on soit assuré que les décisions de préférence soient cohérentes, ce qui veut dire, en substance, qu'au cas où *A* est jugé meilleur que *B*, et *B* meilleur que *C*, *A* est également meilleur que *C*. Lorsqu'on peut quantifier dans quelle mesure une situation ou un développement *A* est meilleur qu'une situation ou un développement *B*, il existe une fonction de préférence sociale. Dans le cas le plus simple, elle s'identifie en quelque sorte avec la consommation globale future, actualisée à son niveau présent, en supposant que le taux d'actualisation soit plus élevé que le taux de croissance de la consommation. Toutefois, la fonction de préférence sociale comprendra généralement de nombreuses autres variables, telles que le niveau et le rythme de croissance de la production, le niveau des prix, l'emploi, les salaires, les profits, la répartition des revenus, la consommation, l'investissement, l'exportation, l'importation, la balance des paiements de l'économie nationale, les balances régionales et sectorielles.

Bien que la fonction de préférence sociale ne comporte aucune hypothèse relative aux différentes pondérations à attribuer aux éléments précités, la société devra néanmoins attacher à la maximisation des satisfactions individuelles de ses membres et à l'efficacité de l'appareil de production une importance telle que l'orientation de la production par la demande ne soit jamais mise en question. Le mécanisme de l'économie de marché est de la sorte pleinement sauvegardé.

Toutefois, le résultat de l'économie de marché est influencé d'une façon substantielle par la politique fiscale, la politique budgétaire, la politique de gestion de la dette, la politique commerciale extérieure ainsi que par les lois et décrets généraux de l'Etat et par la politique monétaire de la banque centrale. Ce sont

les instruments de la politique économique. Il importe de modifier couramment ces instruments, de façon que l'économie de marché conduise à un développement économique optimal, exprimé par la fonction de préférence sociale, quelles que soient les contraintes inhérentes à la technique de la production et au comportement des agents économiques — et qui sont introduites dans les fonctions de production, de consommation, d'importation, d'exportation et autres.

Ceci paraît relativement abstrait et difficile, mais est au fond très simple. Supposons que l'on discute d'un relèvement des impôts indirects. Un office du plan (ou toute autre institution quelle que soit sa dénomination) serait chargé de supputer l'évolution probable dans un avenir prévisible (allant même de trois à six ans) de toutes les grandeurs qui entrent dans les décisions de préférence sociale, en admettant une fois le relèvement des impôts et une autre fois l'absence de relèvement. Ces calculs alternatifs seraient soumis à un comité qui prendrait des décisions et auquel il incomberait de choisir la solution lui paraissant la meilleure, ou de faire procéder à une supputation dans l'autre cas. De cette façon, on éviterait de prendre « à l'aveugle » des décisions qui pourraient peut-être se neutraliser, et il existerait toujours un « plan », c'est-à-dire un ensemble de projections dont les hypothèses fondamentales permettent une utilisation rationnelle des instruments de politique économique. Si l'évolution ne correspond pas aux projections, il faudra corriger les hypothèses démenties par les faits et adapter les instruments en conséquence. On mènera de la sorte une politique économique rationnelle, orientée vers les résultats probables de l'évolution du marché, tandis que, suivant la conception statique de l'ordre, on n'aurait pas recours aux instruments existants ou seulement au moment où des développements fondamentalement erronés et des difficultés politiques l'exigent impérieusement : on n'attend pas pour recouvrir le puits que l'enfant y soit tombé.

On peut imaginer également une notion plus élégante et plus directe d'une économie planifiée de marché. Si l'on connaît numériquement la fonction de préférence sociale de même que les fonctions de production, de consommation, d'investissement, d'exportation et d'importation (pour ne nommer que les principales), on peut se servir d'une programmation

et calculer l'emploi optimal des instruments de la politique économique en portant la fonction de préférence sociale au maximum, tout en tenant compte des contraintes imposées par la technologie, le comportement des agents économiques et autres. Jusqu'à présent, cette politique n'est pas, du moins jusqu'à ce jour, pratiquement réalisable dans des économies développées (1) : dans le présent article, nous ne nous arrêterons qu'à la première possibilité décrite ci-dessus.

Vues sous cet angle, la planification et l'économie de marché ne sont évidemment pas des notions contradictoires; au contraire, une économie de marché n'aura un rendement optimal pour la société que si elle est orientée en fonction des préférences sociales. Dans cet ordre d'idées, la planification n'est jamais qu'une planification des instruments de politique économique basée sur une projection de leur influence sur le déroulement économique et nullement une planification détaillée des prix et des quantités produites. Les instruments peuvent être très variés et on en élaborera toujours de meilleurs et de plus efficaces. Plus la gamme des instruments sera étendue, plus différenciées seront les possibilités d'action pour atteindre la fonction de préférence sociale la plus élevée. Dans l'ouvrage déjà cité, *Tinbergen* s'est livré à des considérations décisives sur ce sujet.

Dans le système de l'économie planifiée de marché, les prévisions et la planification sont donc étroitement liées : sans un système de prévisions qui estime, avec une précision suffisante, les répercussions éventuelles qu'un changement introduit dans la gamme des instruments pourrait avoir sur les facteurs stratégiques de l'évolution économique, il n'y a pas moyen d'élaborer une planification rationnelle dans le sens indiqué ci-dessus. Si l'on veut appliquer l'idée de l'économie planifiée de marché, il faut développer des systèmes de prévisions utilisables, dans lesquels seront repris les instruments les plus importants de la politique économique du pays concerné. Puisque l'on recherche des résultats quantitatifs et non pas seulement qualitatifs, ces instruments ne peuvent être que des modèles économétriques.

(1) Ragnar Frisch est d'un avis différent. Son système de planification développé pour la République Arabe Unie est basé sur ce concept.

Le chapitre suivant donnera un aperçu des systèmes de prévisions les plus importants de ce genre mis au point jusqu'à présent. Le dernier chapitre examinera plus en détail un système de prévisions élaboré à l'Université de Bonn.

II. MODELES DE PREVISIONS MACRO-ECONOMIQUES (1).

Nous ne traiterons ici que des systèmes de prévisions qui, par leur ampleur et leurs réalisations, peuvent entrer en ligne de compte pour être sérieusement mis en œuvre. Des systèmes de moins de 10 équations de comportement ne satisfont pas à ces exigences et sont dès lors éliminés. Pour chaque système de prévisions, on a indiqué les principes caractéristiques de leur construction et le mode d'estimation des paramètres. Nous ne pouvons donner plus de détails dans le cadre du présent article.

1. Modèles de prévisions macro-économiques pour les Etats-Unis.

En 1939, *Tinbergen* a publié le premier modèle économétrique complet pour les Etats-Unis (2). Il s'agit d'un système linéaire d'équations aux différences finies du quatrième ordre avec 18 équations de définition et 32 équations de comportement. La période de base est annuelle et les paramètres de structure sont estimés à l'aide de la méthode SELS (3) à partir de 13 observations de 1919 à 1932.

Le second modèle économétrique — plus réduit — de l'économie américaine est l'œuvre de *Klein* (4). Nous ne considérerons ici que sa troisième version, qui comprend 12 équations de comportement et 4 équations de définition. Elle est basée également sur des valeurs annuelles et les paramètres sont estimés à par-

(1) Ce chapitre reproduit sommairement une section d'un ouvrage actuellement en préparation, de Krelle, Beckerhoff, Fuss et Langer : *Ein Prognosesystem für die Bundesrepublik Deutschland*.

(2) Cf. J. Tinbergen, *Business Cycles in the United States of America, 1919-1932*, 2^e partie de *Statistical Testing of Business Cycle Theories*, Société des Nations, Genève, 1939; voir également K.A. Fox, « Econometric Models of the United States », *Journal of Political Economy*, Chicago, vol. LXIV, 1956.

(3) SELS : Single-Equation-Least-Squares.

(4) Cf. L.R. Klein, *Economic Fluctuations in the United States, 1921-1941*, New York, 1950; aux pages 84-122, le modèle est représenté comme la « troisième version ».

tir de 21 observations de 1921 à 1941 ou de 20 observations de 1922 à 1941. Pour les estimations, on a recouru aussi bien à la méthode SELS qu'à la méthode LI ⁽¹⁾. Le modèle est un système non linéaire d'équations aux différences finies du deuxième ordre dans lequel les dépenses de l'Etat et les impôts, de même que les exportations nettes, apparaissent comme des grandeurs exogènes. Un niveau général des prix est déterminé par des facteurs endogènes et la plupart des équations de structure sont estimées à prix constants. En partant de ce modèle, *Christ* a publié en 1951 également un système non linéaire d'équations aux différences finies du deuxième ordre qui correspond, dans tous ses éléments essentiels, au modèle réduit de Klein décrit ci-dessus ⁽²⁾. Il s'est servi également de périodes annuelles et il a choisi l'époque 1922-1947 comme période d'observation, les données relatives aux années 1942-1945 n'étant pas prises en considération.

Klein a élaboré en collaboration avec Goldberger le modèle appelé *Klein-Goldberger* ⁽³⁾. Ce modèle a servi de prototype à beaucoup d'autres et, à cet égard, il revêt une importance spéciale. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du cinquième ordre. Les estimations des paramètres ont été effectuées à partir de 20 données annuelles de 1929 à 1941 et de 1946 à 1950 à l'aide de la méthode LI. Fox a démontré que, dans la plupart des cas, il n'y a pas de différence essentielle si, contrairement à Klein-Goldberger, on utilise pour l'estimation des paramètres la méthode SELS ⁽⁴⁾.

Pour déterminer les 20 grandeurs endogènes du modèle, on s'est servi de 15 équations de comportement et de 5 équations de définition. En outre, on a tenu compte de 18 variables exogènes, c'est-à-dire des grandeurs qui exercent une influence sur les résultats du système sans qu'elles soient elles-mêmes influencées par celui-ci. Il s'agit, entre autres, des achats de biens et de services par l'Etat ainsi que de divers impôts directs et indirects. Les exportations sont également considérées comme des données exogènes, tandis que, dans

ce modèle, les importations des Etats-Unis sont pour la première fois déterminés par des facteurs endogènes. Une importance relativement grande est attachée au secteur agricole pour lequel on a établi par exemple des fonctions particulières de prix et de revenus. Du reste, la liaison entre les grandeurs exprimées à prix constants et celles qui sont exprimées à prix courants, est faite à l'aide d'un niveau général de prix déterminé par des facteurs endogènes. Au moyen de ce modèle, on a calculé des prévisions pour les années 1953 à 1954.

La même année que Klein et Goldberger, *Valavanis* a publié son modèle pour les Etats-Unis ⁽¹⁾, mais celui-ci ne sera pas décrit ici.

Le modèle DEF, mis au point par *Duesenberry*, *Eckstein* et *Fromm*, a pour but de rechercher dans quelle mesure des forces stabilisatrices sont intégrées dans l'évolution de l'économie américaine ⁽²⁾. Le modèle ne cadre donc pas entièrement avec le sujet du présent article; c'est pourquoi nous ne pouvons entrer dans ces détails. Il comprend 10 équations de comportement, 13 équations de définition et 5 équations de tendance. Le degré d'agrégation correspond dans une large mesure avec les comptes nationaux des Etats-Unis.

Klein et *Popkin* utilisent uniquement des données trimestrielles dans leur modèle paru en 1961 ⁽³⁾. Ce modèle se compose de 29 équations de comportement, 3 équations de tendance, 5 équations de définition; il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du premier ordre. Les paramètres ont été estimés à l'aide de 44 observations de 1948 à 1958, partiellement par la méthode LI et partiellement par la méthode TSLS ⁽⁴⁾.

Le modèle *Fromm* publié dans le même ouvrage est basé également sur des données trimestrielles ⁽⁵⁾. Il s'agit d'un système non

(1) LI = Limited-Information-Maximum-Likelihood.

(2) Cf. C.F. Christ, *A Test of an Econometric Model for the United States, 1921-1947*, in *Universities National Bureau Committee, Conference on Business Cycles*, New York, 1951.

(3) Cf. L.R. Klein & A.S. Goldberger, *An Econometric Model of the United States, 1929-1952*, Amsterdam, 1955.

(4) Cf. K.A. Fox, *op cit.*, pp. 128 et ss.

(1) Cf. S. Valavanis, « An Econometric Model of Growth : U.S.A., 1869-1953 », *American Economic Review*, Papers and Proceedings, Menasha, Wisc., vol. XLV, 1955.

(2) Cf. J.S. Duesenberry, O. Eckstein & G.A. Fromm, « A Simulation of the United States Economy in Recession », *Econometrica*, New Haven, vol. 28, 1960.

(3) Cf. L.R. Klein & J. Popkin, *An Econometric Analysis of the Postwar-Relationship between Inventory Fluctuations and Changes in Aggregate Economic Activity*, in *Inventory Fluctuations and Economic Stabilization*, partie III, Joint Economic Committee, Washington, 1961.

(4) TSLS = Two-Stage-Least-Squares.

(5) Cf. G.A. Fromm, *Business Cycles and Economic Stabilization*, in *Inventory Fluctuations and Economic Stabilization*.

linéaire d'équations aux différences finies du deuxième ordre, qui comprend 23 équations de comportement et 10 équations de définition. Les paramètres de structure sont estimés à l'aide de la méthode SELS à partir de 24 observations de 1953 à 1960. Pour estimer une fonction, des données annuelles ont été utilisées, ce qui était possible puisqu'il s'agit, tout comme dans le modèle DEF, d'un système récursif. Les impôts, les importations et le niveau général des prix sont déterminés de façon endogène; les achats de biens et services par l'Etat ainsi que les exportations sont, par contre, déterminées de façon exogène. Le secteur monétaire n'est pas pris en considération. Des sous-modèles spéciaux servent au calcul des impôts et des investissements en stocks. La plupart des équations de définition et de comportement ont été élaborées à prix courants.

Suits, par contre, ne tient compte, dans son modèle, que de grandeurs réelles ⁽¹⁾. La période de base est annuelle et les paramètres des 16 équations de structure sont estimés à partir de 13 observations (différences annuelles) de 1947 à 1960 par la méthode SELS. Une des 5 équations de définition est, à l'origine, non linéaire, mais elle est « linéarisée » par la suite, de sorte qu'il ne reste plus que des équations linéaires. Le degré d'agrégation correspond dans une large mesure aux comptes nationaux globaux des Etats-Unis. Les importations sont déterminées de façon endogène et les exportations, de façon exogène. Pour calculer les recettes fiscales, le modèle utilise 5 fonctions d'impôts, qui sont estimées « by eye through a few relevant points ». Le secteur de la monnaie et du crédit n'apparaît pas dans le modèle. Une prévision a été faite pour l'année 1962 et on a simulé les effets de la variation de certains paramètres d'interventions de l'Etat. Ce modèle *Suits* a été élargi entre-temps en un système non linéaire d'équations comprenant 90 équations, qui, toutefois, ont été linéarisées en vue des prévisions. L'élargissement a été achevé et le modèle est utilisé couramment pour l'établissement de prévisions annuelles. Jusqu'à présent, on ne connaît pas de publications qui s'y rapportent.

Le modèle *Liu*, paru en 1963, est basé sur un nombre relativement élevé de valeurs observées ⁽¹⁾. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du deuxième ordre, basé sur des périodes trimestrielles. Les paramètres sont estimés à partir de 50 observations du troisième trimestre de 1947 au quatrième trimestre de 1959, partiellement par la méthode TSLs et partiellement par la méthode SELS. Le système comprend 16 équations de comportement, 3 équations de tendance et 15 équations de définition. Il n'inclut pas les 7 équations du sous-modèle qui sert à calculer l'investissement en stocks, mais 4 d'entre elles apparaissent sous une forme partiellement réduite dans le modèle principal. Une importance relativement grande est accordée au secteur monétaire pour lequel 7 variables ont été prises en considération. Un niveau général des prix est déterminé de façon endogène, tandis que les exportations nettes sont des données exogènes. Les impôts et les achats de biens et services par l'Etat apparaissent comme des variables exogènes. L'ensemble de la production est déterminé exclusivement par la demande. On dispose de prévisions pour deux périodes trimestrielles, ainsi que de quelques simulations visant à juger des instruments de la politique monétaire et financière.

Le système de prévisions sans doute le plus ambitieux qui ait jamais été élaboré est le modèle *Brookings* développé actuellement aux Etats-Unis. Le système complet comprend 359 équations et est basé sur des valeurs trimestrielles. Les premières publications ont révélé le plan du modèle ainsi que les estimations obtenues par la méthode SELS, sans toutefois donner la solution elle-même ⁽²⁾. Cependant, on a réussi entre-temps à établir une version réduite comprenant au total 177 équations donnant des prévisions *ex post* pour 8 périodes trimestrielles ⁽³⁾. Le résultat en a été très satisfaisant. L'écart entre le produit national brut réalisé et celui qui a été prévu s'élève à environ 0,6 p.c. après deux ans

(1) Cf. T.C. Liu, « An Exploratory Quarterly Econometric Model of Effective Demand in the Postwar U.S. Economy », *Econometrica*, New Haven, vol. 31, 1963.

(2) Cf. J.S. Duesenberry, G.A. Fromm, L.R. Klein & E. Kuh (éditeurs), *The Brookings Quarterly Econometric Model of the United States*, Chicago et Amsterdam, 1965; G.A. Fromm & L.R. Klein, « The New National Econometric Model : Its Application », *American Economic Review*, Menasha, Wisc., vol. 55, 1965.

(3) Cf. G.A. Fromm & P. Taubmann, *Policy Simulations with an Econometric Model*, The Brookings Institute, Washington, 1968.

(1) Cf. D. B. Suits, « Forecasting and Analysing with an Econometric Model », *American Economic Review*, Menasha, Wisc., vol. LII, 1962.

(8 périodes de prévisions du premier trimestre de 1961 au quatrième trimestre de 1962). Les estimations actuelles des paramètres sont basées sur 50 observations du troisième trimestre de 1947 au quatrième trimestre de 1959, mais on envisage cette année d'estimer à nouveau tous les paramètres en tenant compte des données les plus récentes. En outre, on a prévu une estimation simultanée des paramètres, de sorte que l'élaboration de ce système nécessitera encore un certain délai.

Finalement, il convient de mentionner encore deux modèles au sujet desquels il n'y a pas encore de publications. Le premier est le modèle *Wharton-School* de L.R. Klein, qui a été élaboré à l'Université de Pennsylvanie. Le système comprend au total 34 équations, dont la période de base est le trimestre; il donne des estimations très valables pour une année. Le second, le modèle du *Federal Reserve Board*, est une variante du modèle *Wharton-School*, qui a été mise au point par F. De Leeuw. Il est axé par priorité sur l'étude du secteur monétaire. On ne connaît pas d'indications plus détaillées sur ces deux modèles.

2. Modèles de prévisions macro-économiques pour le Canada.

Rhomberg tente, avec son modèle publié en 1964, de représenter la dépendance de l'économie canadienne vis-à-vis de l'évolution économique aux Etats-Unis ⁽¹⁾. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du quatrième ordre, avec 17 équations de comportement et 2 équations de définition. Les paramètres de structure sont estimés à partir de 32 données trimestrielles de 1952 à 1959, partiellement par la méthode SELS et partiellement par la méthode TSLS.

Outre le modèle Rhomberg, Bakony, Brown, Caves et Holton ont conçu des systèmes plus réduits se rapportant à l'économie canadienne ⁽²⁾.

(1) Cf. R.R. Rhomberg, « A Model of the Canadian Economy under Fixed and Fluctuating Exchange Rates », *Journal of Political Economy*, Chicago, vol. LXXII, 1964.

(2) Cf. L.I. Bakony, « A Quarterly Econometric Model of the Canadian Economy », *Econometrica*, New Haven, vol. 27, 1959; T.M. Brown, *A Forecast Determination of National Product, Employment and Price Level in Canada from an Econometric Model*, in *Models of Income Determination, Studies in Income and Wealth*, XXVIII, Princeton, 1964; R.E. Caves & R.H. Holton, *The Canadian Economy : Prospect and Retrospect*, Harvard University Press, Cambridge, 1959.

3. Modèles de prévisions macro-économiques pour le Japon.

Basé sur les modèles de Klein et de Klein-Goldberger décrits plus haut le modèle *Klein-Shinkai* pour l'économie japonaise a paru en 1963 ⁽¹⁾. La période de base est annuelle. Le modèle est un système non linéaire d'équations aux différences finies du premier ordre comprenant 15 équations de comportement et 7 équations de définition. Les paramètres ont été estimés à partir de 15 observations de 1930 à 1936 et de 1950 à 1958 par la méthode TSLS. Des prévisions ont été faites pour les années 1960 et 1961.

Egalement en 1961, Ueno a publié son modèle pour l'économie japonaise ⁽²⁾. Il a aussi utilisé des périodes annuelles. Son système non linéaire d'équations aux différences finies du premier ordre comporte 22 équations de structure et 16 équations de définition. Pour estimer les paramètres, il s'est servi de 24 observations de 1920 à 1936 et de 1952 à 1958. L'estimation a été faite à l'aide de la méthode TSLS. Toute l'économie est subdivisée en trois secteurs : l'industrie lourde, l'industrie textile et le secteur alimentaire. L'Etat est explicitement exclu. Une prévision tirée de ce modèle existe pour l'année 1962.

Le système de prévisions le plus important pour l'économie japonaise est le modèle *Osaka* ⁽³⁾. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du quatrième ordre, qui comprend 100 équations de comportement et 88 équations de définition. Pour résoudre ce modèle, il faut connaître les valeurs de 75 variables exogènes. La période de base est le trimestre et, pour estimer les paramètres, on a utilisé 32 observations allant du premier trimestre de 1952 au quatrième trimestre de 1959. L'estimation a été faite partiellement par la méthode SELS et partiellement par la méthode TSLS. Etant donné l'importance des industries lourde et textile au Japon, la production a été subdivisée en huit secteurs.

(1) Cf. L.R. Klein & Y. Shinkai « An Econometric Model of Japan, 1930-59 », *International Economic Review*, Osaka, vol. IV, n° 1, 1963.

(2) Cf. H. Ueno, « A Long-Term Model of the Japanese Economy, 1920-1958 », *International Economic Review*, Osaka, vol. IV, n° 1, 1963.

(3) Cf. S. Ichimura, R.L. Klein, S. Koizumi, K. Sato, Y. Shinkai, « A Quarterly Econometric Model of Japan, 1952-1959 », *Osaka Economic Papers*, Osaka, vol. XII, 1964.

Vu l'importance des investissements et des échanges extérieurs, leur subdivision a également été très poussée. Le secteur monétaire est, de même, représenté de manière très détaillée. Les achats de biens et services par l'Etat, les paiements de transferts, les subventions et les impôts apparaissent comme des grandeurs exogènes.

4. Modèles de prévisions macro-économiques pour l'Angleterre.

C'est également *Tinbergen* qui fut l'auteur du premier modèle économétrique complet pour l'Angleterre ⁽¹⁾. Le système linéaire d'équations aux différences finies du deuxième ordre comprend 32 équations de structure et 12 équations de définition. La période de base est annuelle. Les données servant de base aux estimations des paramètres sont les 44 écarts par rapport à la moyenne mobile de 9 ans couvrant la période 1871-1914. La méthode SELS a servi à l'estimation. Les échanges extérieurs de même que le secteur monétaire sont exposés de façon très détaillée. L'encaisse or, déterminée de façon endogène, établit la liaison entre les deux secteurs. Au total, on a calculé six niveaux de prix différents, de façon endogène. L'Etat est explicitement exclu.

Dans l'étude publiée en 1961 par *Klein, Ball et autres*, on trouve un modèle basé sur une période annuelle et un autre, sur une période trimestrielle ⁽²⁾. Nous ne nous occuperons ici que du second. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du huitième ordre, qui comprend 30 équations de comportement et 7 équations de définition. Les paramètres sont estimés à l'aide de la méthode LI à partir de 36 observations, en grande partie non dessaisonnalisées, qui s'étendent de 1948 à 1956. La consommation est subdivisée en quatre, les importations en trois et les exportations en sept sous-secteurs. Des indices de prix endogènes, au nombre de huit, relient les quantités aux valeurs. Abstraction faite du taux d'intérêt déterminé de façon endogène, le secteur monétaire est représenté uniquement par des grandeurs exogènes. Les

impôts et les achats de biens et de services par l'Etat sont traités comme des variables exogènes. Alors que les équations de définition portent sur des grandeurs exprimées à prix courants, la plupart des équations de comportement concernent des grandeurs exprimées à prix constants.

5. Modèles de prévisions macro-économiques pour les Pays-Bas.

Tinbergen a établi son premier modèle pour les Pays-Bas ⁽¹⁾. Il s'agit d'un système linéaire d'équations aux différences finies du premier ordre, qui comprend 22 équations; la période de base est annuelle. Pour estimer les paramètres par la méthode SELS, il s'est servi de 13 observations portant sur la période 1923-1935. Il tient compte des quantités aussi bien que des valeurs. Alors que le commerce extérieur est déterminé de façon endogène, l'activité économique de l'Etat apparaît dans quelques grandeurs exogènes pour lesquelles on a établi également des variations. C'est ainsi qu'il a simulé les effets d'un accroissement des investissements publics que le parti néerlandais du travail avait proposé à l'époque. De plus, la structure du modèle doit être examinée dans le contexte de la dépression économique de la fin des années 1920 et des premières années 1930.

Depuis 1947, le Centraal Planbureau (C.P.B.) établit régulièrement aux Pays-Bas des prévisions économiques annuelles à l'aide d'un modèle revu à plusieurs reprises et simule les effets de certaines mesures de politique économique. Pour des prévisions à plus long terme, on utilise un modèle CPB remanié par *van den Beld et autres*, dont la caractéristique essentielle est l'introduction d'une fonction de production ⁽²⁾. Nous nous limiterons ici à la version à court terme ⁽³⁾. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du deuxième ordre qui comprend 13

(1) Cf. J. Tinbergen, *An Econometric Approach to Business Cycle Problems*, Paris, 1937.

(2) Cf. C.A. van den Beld, J.H. van de Pas & H.S. Tjan, *A Medium-Term Macro Model for the Netherlands*, in G. Parenti (éditeur), *Modelli Econometrici per la Programmazione*, Florence, 1965.

(3) Cf. P.J. Verdoorn, *The Short-Term Model of the Central Planning Bureau and its Forecasting Performance, (1953-1963)* in *Reprint Series of the Central Planning Bureau*, n° 108, La Haye (s.d.).

(1) Cf. J. Tinbergen, *Business Cycles in the United Kingdom, 1870-1914*, Amsterdam, 1951.

(2) Cf. L.R. Klein, R.J. Ball, A. Hazlewood & P. Vandome, *An Econometric Model of the United Kingdom*, Oxford, 1961.

équations de comportement et 26 équations de définition. Pour chacune des différentes variables, les données de base consistent en 26 différences annuelles relatives pour la période 1923-1938 et pour la période 1949-1960. Pour estimer les prévisions, les auteurs ont utilisé partiellement la méthode TSLS et partiellement la méthode LI. La liaison entre les quantités et les valeurs est faite à l'aide de 4 indices de prix déterminés de façon endogène. Pour calculer le commerce extérieur, on utilise une fonction d'exportation et une fonction d'importation. L'activité économique de l'Etat est représentée par quelques variables exogènes. Le secteur monétaire n'est pas pris en considération. Les prévisions annuelles ont été publiées jusques et y compris l'année 1963.

6. Modèles de prévisions macro-économiques pour la France et la Belgique.

On ne connaît pas de modèles achevés de prévisions macro-économiques d'une ampleur relativement importante pour la France et la Belgique. En revanche, il existe pour ces deux pays des modèles décisionnels sous forme de systèmes input-output qui doivent aider à établir le budget annuel ⁽¹⁾.

Le premier modèle de prévision économétrique est actuellement mis au point à Namur, sous la direction de Paelinck ⁽²⁾. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du premier ordre, qui comprend 14 équations de comportement. La période de base est annuelle et les paramètres sont estimés par la méthode SELS. Une estimation simultanée est prévue pour plus tard. Les dépenses de l'Etat et les exportations nettes apparaissent ensemble dans une des 6 variables exogènes. Le système monétaire et du crédit n'est pas pris en considération. L'élaboration de ce modèle n'est pas encore terminée ⁽³⁾.

(1) Cf. A. Nataf, *Variante marginale d'un plan. Problèmes d'ajustement*, in G. Parenti (éditeur), *Modelli Econometrici per la Programmazione*, Florence, 1965; J. Paelinck, *Le modèle économétrique d'exploration utilisé par le Bureau de Programmation économique belge*, in G. Parenti (éditeur), *op cit.*

(2) Cf. l'article de Paelinck qui paraîtra prochainement in *Revista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali*.

(3) Après avoir écrit cet article, j'ai reçu une première version d'un modèle de Waelbroeck et Van Pelterssen pour l'économie belge (Université Libre de Bruxelles).

7. Modèles de prévisions macro-économiques pour la République fédérale d'Allemagne.

Le premier « grand » modèle de prévisions macro-économiques pour la République fédérale d'Allemagne a été publié en 1962 par König et Timmermann ⁽¹⁾. Le système non linéaire d'équations aux différences finies du deuxième ordre comprend 14 équations de comportement et 5 équations de définition. La période de base est semestrielle: Pour estimer les paramètres, par la méthode TSLS, on s'est servi de 22 observations non dessaisonnalisées, pour la période 1950-1960. Les exportations sont subdivisées en trois zones géographiques, de sorte que le commerce extérieur est déterminé par 4 fonctions (1 fonction d'importation et 3 fonctions d'exportation). Les impôts indirects de même que les achats de biens et de services par l'Etat apparaissent comme des variables exogènes. Les quantités et les valeurs sont reliées par 5 indices de prix déterminés de façon endogène. Le secteur monétaire n'est pas repris dans le modèle. Il y a des prévisions pour les deux semestres de 1961; elles ont été calculées à l'aide des valeurs réellement observées des 19 grandeurs exogènes.

Un modèle de prévisions macro-économiques sur une base trimestrielle doit être publié au printemps de 1969 par l'Institut de Recherches économiques appliquées de Tübingen ⁽²⁾. Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du huitième ordre, qui comprend 40 équations de comportement et 10 équations de définition. En attendant, deux estimations des paramètres ont été calculées. La première englobe les observations pour la période 1952-1960 et la seconde, la période 1960-1964. Les estimations sont faites à l'aide de la méthode TSLS. Le modèle comporte une série de variables se rapportant aux instruments de la politique économique. Les importations et les exportations sont déterminées de façon endogène. Pour représenter le secteur monétaire, on élabore, à l'heure actuelle, un sous-modèle qui comprend au total 28 équations et qui sera relié plus tard au modèle principal. Le système distingue les quantités et

(1) Cf. H. König & V. Timmermann, « Ein ökonomisches Modell für die Bundesrepublik Deutschland, 1950-1960 », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Tübingen, 118, 1962, p. 598 et ss.

(2) Cf. D. Lüdeke, H. Enke & R. Wiegert, *Ein ökonomisches Vierteljahresmodell für die Bundesrepublik Deutschland* (en préparation).

les valeurs. Pour les huit périodes allant du premier trimestre de 1967 au quatrième trimestre de 1968, le modèle a servi à formuler des prévisions sur base de la seconde estimation des paramètres. Il a parfaitement prévu le ralentissement conjoncturel de l'année 1967, comme il ressort d'une comparaison avec les statistiques publiées depuis lors.

Finalement, un système de prévisions a été élaboré à l'Université de Bonn; il comprend 35 équations de définition, 27 équations de comportement et 7 équations d'extrapolation; un système non linéaire d'équations aux différences finies du sixième ordre a été développé. La période de base est annuelle.

Le chapitre suivant est consacré à un exposé détaillé de ce système de prévisions.

III. UN SYSTEME DE PREVISIONS POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (1).

Il s'agit d'un système non linéaire d'équations aux différences finies du sixième ordre qui permet d'estimer, de manière prévisionnelle pour une période moyenne de 4 à 6 ans, l'évolution des principales grandeurs macro-économiques de la République fédérale d'Allemagne, telles que le produit national, le niveau des prix, l'emploi, l'exportation, l'importation etc., ainsi que les variables exogènes qui exercent une influence sur ces grandeurs, au total 69 variables. Cette évolution est liée, d'une part, aux mesures économiques du Gouvernement et de la Bundesbank et, d'autre part, à des influences exogènes (comme l'évolution des revenus et du niveau des prix à l'étranger), qui sont des données pour la politique économique. Il s'agit donc toujours de prévisions conditionnelles.

Selon les principes expliqués au premier chapitre, le système doit être utilisé comme suit. En cas de mise en discussion de plusieurs mesures économiques (par exemple,

des relèvements d'impôts ou des majorations de salaires), on choisira celles qui donneront lieu à l'évolution globale la plus favorable pour la période prévisible de 4 à 6 ans. On entend par évolution globale le développement des principales grandeurs macro-économiques, telles que le produit national, l'emploi, la répartition des revenus, le niveau des prix, la balance des paiements, etc. Au total, des estimations prévisionnelles sont faites pour 62 grandeurs endogènes de ce genre. Le système donne une estimation prévisionnelle pour chaque combinaison de mesures considérée. Il appartient alors au pouvoir constitutionnel (Gouvernement et Parlement) de comparer ces différentes possibilités de développement et, après avoir pesé tous les avantages et tous les inconvénients, de choisir celle qui est considérée comme « la plus favorable ». La décision ne sera pas facile à prendre, car à certains égards une possibilité de développement est presque toujours meilleure, alors qu'à d'autres, elle est plus mauvaise; par exemple, une croissance élevée s'accompagnera généralement d'une hausse plus ou moins accusée du niveau des prix et probablement aussi d'une balance des paiements passive. Mais, dans la pratique, pareils embarras sont inhérents à toute prise de décision.

La situation se complique encore du fait que toutes les possibilités de développement dépendent également des grandeurs exogènes (notamment de l'évolution de la demande extérieure d'investissement et de consommation), de sorte que chaque estimation ne reflète qu'une seule possibilité de développement. Si l'on fait varier les grandeurs exogènes et que l'on pondère chaque variation d'une probabilité déterminée — qui, dans le cas des grandeurs exogènes au sens propre, ne peut faire l'objet que d'une estimation pure, encore que l'on puisse trouver dans l'évolution antérieure certains points de repère —, on obtient une distribution de probabilités pour chaque possibilité de développement. Il incombe maintenant aux autorités responsables de comparer et de juger ces distributions de probabilités. Dès lors, chaque décision tient compte des éléments d'incertitude et de risque.

Pour que le système de prévisions puisse, de cette façon, servir de base à des décisions rationnelles de politique économique, deux conditions doivent encore être remplies. D'abord, il doit tirer parti de toutes les connaissances économiques et statistiques disponibles et utili-

(1) Différentes versions de ce système de prévisions ont été présentées au Congrès de l'Econometric Society à Varsovie, du 31 août au 3 septembre 1966, au Congrès de l'Econometric Society à Bonn, du 30 août au 1^{er} septembre 1967, et à la conférence de la C.E.I.R. à Londres du 25 au 27 juin 1968. Une version abrégée a déjà été publiée. (W. Krelle, « Ein gesamtwirtschaftliches Prognosesystem als Mittel einer rationalen Wirtschaftspolitik », *Kyklos*, Bâle, XX, 1967, pp. 166-182.) Un ouvrage exposant la version complète sera publié prochainement. Les développements qui suivent reprennent en partie ceux de l'article paru dans *Kyklos*.

sables dans un système de ce genre; il doit donc être « provisoirement le meilleur »; on ne peut exiger davantage; toute décision rationnelle ne l'est qu'en rapport avec le degré de compréhension scientifique du monde physique et de l'organisation sociale. Ensuite, les résultats du système doivent être rapidement disponibles de façon qu'ils puissent effectivement être intégrés dans le calcul décisionnel.

Le système a été programmé à l'Université de Bonn pour l'I.B.M. 7090. Une solution qui donne des prévisions des 69 grandeurs, par exemple pour une période de 30 ans — bien qu'elle ne soit significative que pour quatre à six ans —, nécessite 40 secondes de calcul. Il en ressort donc nettement qu'en tenant compte de tous les travaux préparatoires, chaque problème économique qui peut être traité par ce système ⁽¹⁾ peut trouver une solution, dans des cas graves, en l'espace d'un ou de deux jours, ou dans celui des problèmes compliqués, en une ou deux semaines, ce qui est satisfaisant.

1. Caractères généraux du système.

Le système est basé sur des valeurs annuelles; s'il s'agit de flux, on a pris les valeurs réellement observées de grandeurs économiques pendant cette année (par exemple, le produit national, les exportations); s'il s'agit de stocks qui résultent de l'agrégation de flux, on a pris les valeurs au début de l'année considérée (par exemple, le stock du capital); s'il s'agit de grandeurs soumises à des fluctuations au cours de l'année, on a pris la valeur moyenne (par exemple, le niveau des prix, le cours moyen de change). La valeur d'une des 69 grandeurs économiques considérées comme variables du système est liée maintenant aux valeurs d'autres grandeurs économiques de la même année ou des années précédentes. Cette dépendance peut résulter de la définition même des grandeurs (par exemple, le stock du capital au début d'une année est égal au stock au début de l'année précédente diminué des amortissements correspondant à l'usure de l'équipement et augmenté des investissements bruts

⁽¹⁾ Il ne nous a pas été possible de traiter jusqu'à présent tous les problèmes structurels intérieurs de l'économie. Outre l'étranger, le système ne distingue que les secteurs privé et public ainsi que les salaires et les profits de ces deux secteurs. Des travaux sont poursuivis pour « désagréger » le système. Toutefois, ils débordent largement le cadre des possibilités d'un institut universitaire normal.

en capital fixe de cette même année). Ce sont les équations de définition du système. Toutefois, cette dépendance peut découler également du comportement des agents économiques (par exemple, les exportations réelles d'une année dépendent du niveau des revenus réels à l'étranger et du rapport entre le niveau des prix à l'intérieur et à l'étranger, ces derniers étant convertis en unités monétaires nationales au cours de change en vigueur). Ce sont les équations de comportement qui constituent la pièce maîtresse du système prévisionnel. La forme des équations et les valeurs estimées des paramètres doivent représenter avec une précision suffisante le comportement réellement observé de l'ensemble des agents économiques pris en considération. Cette représentation doit être faite sous une forme telle qu'on puisse la considérer comme valable pendant une certaine période, disons de 4 à 6 ans. Sinon, les résultats des prévisions seront évidemment entachés d'un biais systématique. Le bon fonctionnement du système prévisionnel peut être vérifié à l'aide de prévisions basées sur des données *ex post*. La période de référence 1957-1965 sert de base au calcul des paramètres. On peut donc obtenir des prévisions à partir de 1966.

Le système comprend également une série de grandeurs exogènes; ce sont celles qui ne dépendent pas sensiblement des autres grandeurs économiques constituant les variables du système, mais qui, au contraire, agissent sur ces dernières. Dans le système prévisionnel, ce sont : le niveau des salaires nominaux (il dépend dans une large mesure du rapport des forces entre les syndicats et les fédérations patronales, ainsi que d'autres facteurs sociologiques et politiques), l'évolution démographique (pendant la courte période de 4 à 6 ans, elle n'est pas liée à des grandeurs économiques), les exportations et les importations dans les Etats en voie de développement et dans les Etats du bloc soviétique (problème politique), le revenu national à prix constants et le niveau des prix réels dans les pays hautement industrialisés (ils ne dépendent pas sensiblement de l'évolution intérieure en République fédérale d'Allemagne) et, finalement, le taux d'amortissement des capitaux physiques privés.

Le calcul prévisionnel demande naturellement que l'on connaisse aussi au préalable les valeurs de ces 7 grandeurs exogènes. C'est dire que le système comprend également

des équations d'extrapolation qui figurent parmi les 69 équations du système.

Toutes les prévisions sont dès lors conditionnelles, car elles dépendent, d'une part, des valeurs de ces 7 variables exogènes et, d'autre part, des valeurs des instruments de la politique économique de l'Etat (taux d'impôts et montant des dépenses, paiements de transferts, etc.). Ces derniers apparaissent comme des paramètres dans le système. Une partie des paramètres doivent, en conséquence, être considérés comme des variables de décision. Leur variation indique les différentes voies de développement que les autorités sont amenées à comparer.

Ce serait certes un pur hasard si les prévisions coïncidaient exactement avec les faits observés. Toutes les équations de comportement sont des équations stochastiques : un impondérable vient toujours s'y ajouter, qui tient compte de l'incertitude du comportement humain ou, autrement dit, de la liberté de décision de chaque individu. Un calcul prévisionnel ne pourra donc jamais qu'« approcher » les valeurs réellement observées. Le degré d'approximation sera le critère déterminant de la validité du système de prévisions.

2. Les équations de définition.

Le système des équations de définition reflète la répartition en secteurs et le réseau de distribution des flux entre les secteurs. On ne distingue que six secteurs intérieurs et deux secteurs extérieurs : l'économie privée, le secteur public (y compris les assurances sociales), les salariés et les bénéficiaires de profits, en faisant chaque fois une distinction selon que le salaire ou le profit a été reçu de l'économie privée ou de l'Etat; les quinze principaux pays industrialisés de l'Occident dont le commerce extérieur s'effectue selon des critères commerciaux, et le reste du monde (le plus souvent des pays en voie de développement et les Etats du bloc soviétique) dont le commerce extérieur pose un problème politique. Il y a, entre ces groupes, un grand nombre de rapports relatifs aux livraisons, aux importations, aux impôts et aux transferts qui sont repris par le système. On arrive au total à 35 équations de définition. Il serait superflu de les exposer toutes, mais deux d'entre elles seront retenues, à titre d'exemple.

a) La masse nette des salaires consiste en la somme des salaires plus les transferts de l'Etat aux salariés (surtout les paiements au titre des assurances sociales), déduction faite des impôts directs prélevés sur le salaire (y compris les cotisations aux assurances sociales) et des paiements nets de salaires à l'étranger.

b) La capacité de production d'une année déterminée, mesurée en unités physiques de production, consiste en celle de l'année précédente dont on a soustrait les amortissements correspondant à l'usure de l'équipement et à laquelle on a ajouté la nouvelle capacité constituée par les investissements bruts en capital fixe de cette année. Cette nouvelle capacité est obtenue en prenant la valeur des investissements bruts en capital fixe de l'année précédente en la divisant par le niveau des prix de cette année (on arrive ainsi à l'investissement brut réel en capital fixe) et en multipliant la valeur obtenue par le coefficient marginal du capital également de la même année. Ce dernier permet de mesurer le pourcentage d'accroissement de la capacité de production résultant de l'investissement brut réel en capital fixe.

3. Les équations de comportement.

Alors que les équations de définition indiquent le système des notions que l'on veut mettre en application, les équations de comportement décrivent les comportements économiques d'ensembles, tels que les entreprises privées, les salariés, les bénéficiaires de profits, les exportateurs, etc. Il s'agit de trouver des fonctions qui, en premier lieu, sont assez simples, en second lieu, décrivent avec une précision suffisante le comportement réel enregistré jusqu'à présent, avec ses facteurs déterminants, et, enfin, peuvent être considérées comme suffisamment constantes, du moins pour une période de 4 à 6 ans. Au total, on compte 27 équations de comportement dont la forme de la fonction est établie à partir des observations du passé et dont les paramètres ont été estimés. Trois d'entre elles seront exposées ici, également à titre d'exemple.

a) La fonction de consommation. La consommation réelle par habitant pendant une année est expliquée par celle de l'année précédente (en effet, une fois atteint, un certain niveau réel de consommation, tend à se main-

tenir pour différentes raisons évidentes), par la modification du revenu salarial réel net et par celle du profit réel net par habitant (c'est-à-dire la différence d'une année à l'autre). Ces modifications corrigent pour ainsi dire le niveau réel de consommation de l'année précédente en fonction de l'évolution du revenu réel. La fonction proprement dite est linéaire dans ces grandeurs; cela signifie que les influences se superposent en s'additionnant. Le coefficient d'élasticité de la consommation réelle par habitant de l'année précédente était environ égal à un; c'est dire que le niveau de consommation de l'année précédente est déterminant pour la consommation de l'année en cours. Quelque 75 p.c. d'une majoration du salaire net et environ 15 p.c. de celle du profit net sont affectés à la consommation.

b) La fonction d'investissement. L'agrandissement de la capacité physique résultant de l'investissement brut en capital fixe d'une année s'explique par les profits réels de l'année précédente (les bénéfiques de l'année précédente étant en majeure partie investis) et par la différence entre la production et la capacité de production, cette dernière étant corrigée pour tenir compte des amortissements correspondant à l'usure de l'équipement. On tient ainsi compte du fait que les investissements sont fonction des profits et de la croissance, pour cette dernière sous la forme d'un principe spécial de l'accélérateur. L'investissement brut en capital fixe à prix courants est obtenu en multipliant l'agrandissement des capacités physiques par le niveau des prix et par le coefficient de capital. Celui-ci est une fonction de la relation capital-travail et n'est pas constant. La fonction d'investissement est également linéaire : le motif du profit et celui de la croissance se superposent.

c) La fonction d'exportation relative aux exportations vers les quinze plus grandes puissances commerçantes du monde occidental n'est pas linéaire. Exprimées à prix constants, les exportations vers ces puissances dépendent du niveau de leurs revenus réels et des disparités de prix entre la République fédérale d'Allemagne et ses partenaires commerciaux pour les produits d'exportation. Les calculs ont révélé qu'un accroissement de 1 p.c. du niveau des revenus réels dans ces pays augmente les exportations d'environ 1,1 p.c., alors qu'une hausse de 1 p.c. du niveau des prix à l'étranger

par rapport à celui de la République fédérale d'Allemagne (pour les produits d'exportation) entraîne un accroissement des exportations d'environ 1,7 p.c. En d'autres termes, l'élasticité des exportations allemandes par rapport au revenu de ces pays est de 1,1 et l'élasticité par rapport aux prix, de 1,7.

4. Extrapolations simples de grandeurs exogènes.

Comme nous l'avons exposé au début, les valeurs des calculs prévisionnels dépendent de 7 grandeurs exogènes. Celles-ci doivent être prédéterminées pour la période de prévision, sous la forme de simples fonctions de croissance. En elles-mêmes, celles-ci offrent peu d'intérêt, mais revêtent beaucoup d'importance pour le calcul prévisionnel même.

5. Prévisions du système.

Entre-temps, de nombreux essais de calculs prévisionnels ont été effectués. Ils ne peuvent être reproduits dans le cadre de cet article, mais ils paraîtront prochainement dans un ouvrage. Toutefois, les tableaux et graphiques qui suivent donnent une idée du fonctionnement du système et des renseignements que les autorités responsables peuvent en tirer.

Les tableaux I à VI donnent les valeurs observées de quelques grandeurs macro-économiques importantes et, en regard, les valeurs des calculs prévisionnels *ex post* du modèle. Ceux-ci doivent être compris en ce sens que le modèle donne chaque fois des prévisions pour l'année prochaine en partant des valeurs observées de l'année précédente. On peut, de cette façon, juger de l'exactitude d'une suite de prévisions annuelles.

Les graphiques 1 à 8 retracent, pour les années 1957-1965, les résultats des calculs prévisionnels *ex post* pour d'autres grandeurs macro-économiques importantes. Les lignes continues sont les valeurs observées, les lignes interrompues, les valeurs tirées des calculs prévisionnels *ex post*. On constate que les deux courbes, même là où elles accusent des variations considérables, sont suffisamment proches l'une de l'autre (cf. graphiques 4, 7 et 8). Les changements de tendance sont, dans la quasi-totalité des cas (mais pas toujours), rendus correctement.

Les courbes des graphiques 1 à 8 représentent, pour la période 1966-1972, également les résultats de calculs prévisionnels conditionnels. Les lignes marquées du pourcentage 8 reproduisent l'évolution hypothétique des grandeurs considérées selon le système de prévisions si le taux des salaires nominaux haussait de 8 p.c. chaque année. Les lignes marquées du pourcentage 6 retracent l'évolution hypothétique de ces mêmes grandeurs si le taux des salaires nominaux ne haussait que de 6 p.c. par an. Il était à prévoir que le niveau des prix serait plus élevé si le taux d'accroissement des salaires était plus grand (graphique 2) et que, dans ce cas, la consommation privée le serait également, tandis que les investissements privés en capital fixe seraient moins élevés (graphique 3). La comparaison met en lumière le fait assez paradoxal que le produit national brut à prix courants serait, en définitive, plus élevé (graphique 3) dans le cas d'un taux d'accroissement moindre des salaires nominaux. L'effet négatif d'un taux d'accroissement plus élevé des salaires sur les exportations (graphique 7) et sur les investissements (graphique 3) est même plus important que son effet positif sur la consommation. Aussi, le produit national brut, exprimé à prix constants et échéant au secteur privé, est-il sensiblement plus élevé dans le cas d'un taux d'accroissement moindre des salaires nominaux (graphique 4). Il n'est certes pas étonnant que la masse des salaires, en cas de taux salariaux plus élevés, augmente également et que les bénéficiaires en soient affectés (graphique 5). Par contre, on sera surpris de la faiblesse relative de l'augmentation de la masse des salaires.

Comme il fallait s'y attendre, la répartition des revenus s'améliore à l'avantage des salariés lorsque le salaire nominal est plus élevé (graphique 6).

Il est surprenant de voir que les exportations sont relativement peu touchées par les taux de salaires plus élevés (graphique 7), mais cela s'explique par le fait que les prix à l'exportation haussent en même temps que le niveau des prix intérieur et cette hausse com-

pense à peu près la baisse des recettes provoquée par la diminution des quantités exportées (qui ne sont pas représentées ici). Le recul des valeurs importées lorsque les salaires augmentent plus fortement, s'explique par un niveau moins élevé de la production réelle. En conséquence, la balance des paiements n'accuse pas de modifications importantes par suite de ces différents taux d'augmentation des salaires (graphique 8). Il s'agit là d'un exemple intéressant illustrant le fait que certaines conclusions bien connues de la théorie économique, reposant sur la clause toutes choses égales d'ailleurs, ne peuvent être transposées telles quelles à la réalité.

Supposons que les grandeurs représentées par les graphiques 1 à 8 soient des éléments importants pour décider si l'on doit tendre vers une progression annuelle du salaire nominal de 6 p.c. ou de 8 p.c., ou que, comme nous l'avons vu au premier chapitre, elles figurent comme arguments dans la fonction de préférence sociale. Ces graphiques seraient par conséquent soumis aussi aux autorités responsables et, après avoir pesé les avantages et inconvénients des deux développements possibles, une décision serait prise dans l'un ou l'autre sens.

D'une façon identique, cette procédure devrait être adoptée dans les décisions se rapportant aux modifications des impôts et des dépenses de l'Etat, aux réévaluations et dévaluations monétaires ainsi qu'aux autres mesures de politique commerciale et monétaire (toutefois, les instruments de la politique monétaire ne sont pas compris explicitement dans la version du système de prévisions qui est commentée ici, mais bien dans la version élargie du système mis au point actuellement à Bonn). Il apparaît ainsi que les calculs prévisionnels se rapportant à toutes les grandeurs macro-économiques importantes ainsi que la planification des instruments de la politique économique, d'une part, et l'économie de marché, d'autre part, ne s'opposent pas, mais sont, bien au contraire, étroitement liés lorsqu'il importe d'arriver à des prises de décisions optimales pour la communauté.

Tableau I.

Produit national brut à prix courants

(millions de Deutsche Mark)

Années	Valeurs observées	Prévisions <i>ex post</i>
1957	229.730	232.079
1958	245.460	245.623
1959	266.200	260.379
1960	296.640	294.621
1961	326.600	327.850
1962	354.880	354.086
1963	377.960	385.835
1964	414.600	419.342
1965	449.860	445.958

Tableau IV.

Exportations à prix constants

(millions de Deutsche Mark)

Années	Valeurs observées	Prévisions <i>ex post</i>
1957	23.129	23.719
1958	23.845	24.522
1959	28.114	28.473
1960	33.254	31.885
1961	36.319	34.471
1962	38.832	38.263
1963	43.927	42.841
1964	46.979	49.066
1965	50.047	51.189

Tableau II.

Investissements privés en capital fixe

(millions de Deutsche Mark)

Années	Valeurs observées	Prévisions <i>ex post</i>
1957	43.920	44.941
1958	47.230	48.100
1959	53.670	51.095
1960	62.090	61.296
1961	70.620	71.246
1962	77.510	76.187
1963	80.390	82.945
1964	91.670	92.383
1965	100.840	101.297

Tableau V.

Importations à prix constants

(millions de Deutsche Mark)

Années	Valeurs observées	Prévisions <i>ex post</i>
1957	18.878	18.317
1958	19.590	20.674
1959	23.922	24.221
1960	29.483	27.803
1961	32.420	31.403
1962	36.937	37.232
1963	38.711	41.946
1964	42.413	43.798
1965	50.790	47.665

Tableau III.

Consommation privée

(millions de Deutsche Mark)

Années	Valeurs observées	Prévisions <i>ex post</i>
1957	136.960	138.104
1958	147.140	146.263
1959	156.480	152.988
1960	169.690	168.456
1961	186.450	186.730
1962	203.680	204.659
1963	215.560	221.550
1964	232.500	235.643
1965	254.630	251.040

Tableau VI.

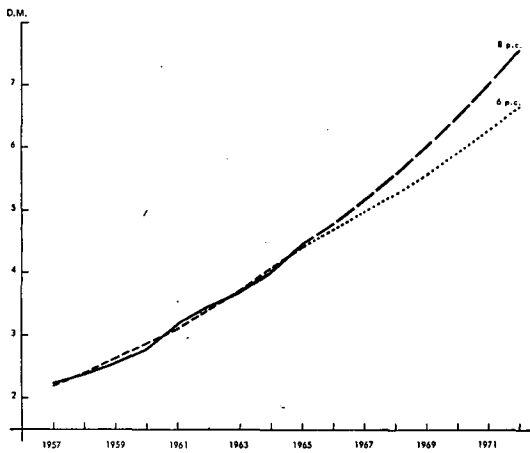
Niveau général des prix

(en Deutsche Mark)

Années	Valeurs observées	Prévisions <i>ex post</i>
1957	1,074	1,095
1958	1,111	1,118
1959	1,127	1,114
1960	1,153	1,144
1961	1,198	1,190
1962	1,251	1,255
1963	1,285	1,294
1964	1,318	1,298
1965	1,362	1,371

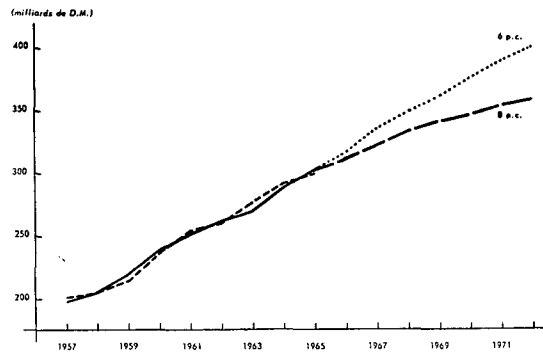
Graphique 1.

Niveau des salaires



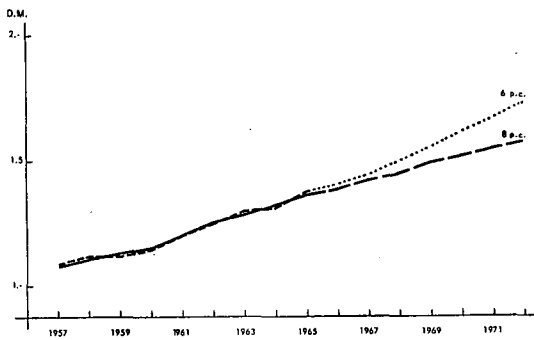
Graphique 4.

Produit national brut privé à prix constants



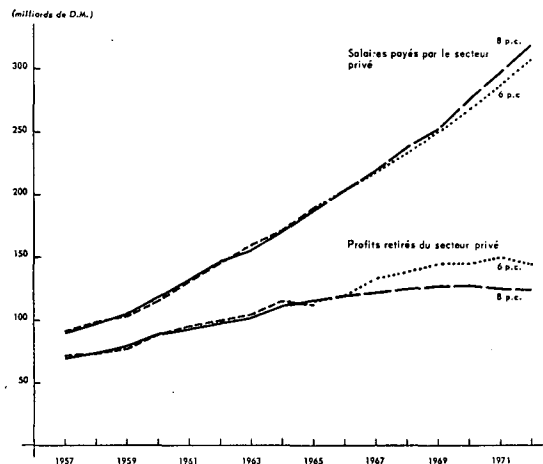
Graphique 2.

Niveau des prix



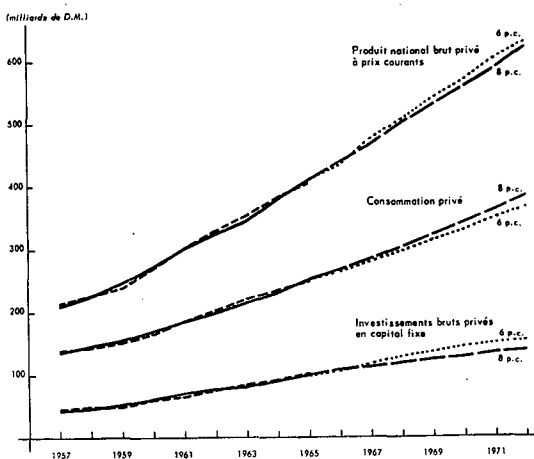
Graphique 5.

Salaires payés par le secteur privé et profits tirés du secteur privé



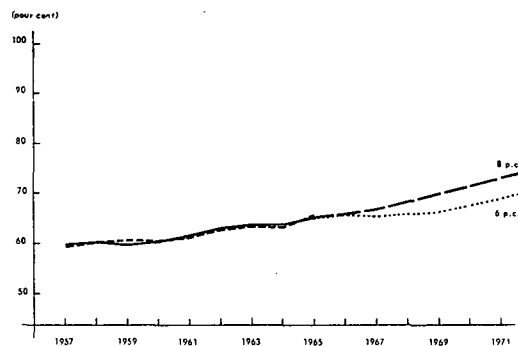
Graphique 3.

Produit national brut privé à prix courants, consommation privée et investissements bruts privés en capital fixe



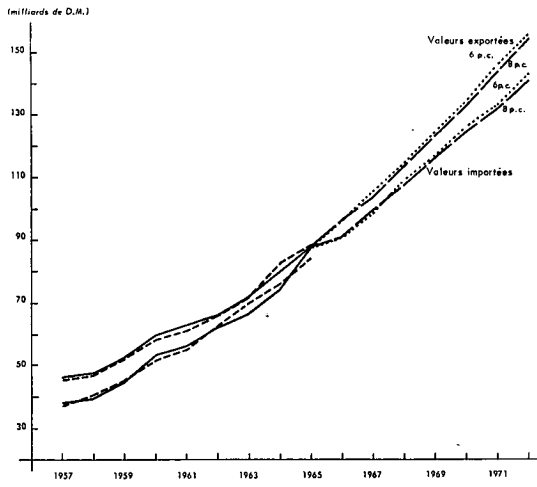
Graphique 6.

Répartition des revenus



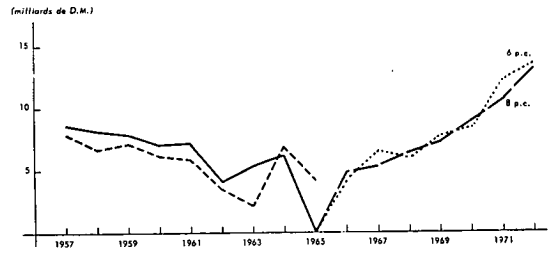
Graphique 7.

Valeurs exportées et valeurs importées



Graphique 8.

Balance des paiements



LES BUDGETS DE 1968 ET 1969 (suite)

Le présent article constitue la suite de celui qui a paru sous le même titre dans le *Bulletin* de novembre et qui résumait les principaux développements de l' « Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1969 ». Il est basé sur la quatrième partie de l'Exposé général et présente une analyse des opérations budgétaires du pouvoir central pour les années 1967, 1968 et 1969, selon les critères de classification économique et fonctionnelle recommandés par diverses institutions internationales et appliqués uniformément par les trois pays de Benelux.

L'importance du regroupement économique et fonctionnel des opérations budgétaires a été commentée suffisamment dans des documents budgétaires antérieurs. Rappelons ici les divers objectifs qui sont à la base de cette classification : en premier lieu, elle fournit une présentation économiquement justifiée de la gestion de l'Etat; en second lieu, elle permet de réaliser sans difficultés l'intégration de ces opérations dans les comptes nationaux et dans le budget national; en troisième lieu, elle rend possible la comparaison sur le plan international de données budgétaires, tant économiquement que fonctionnellement, avec un degré relativement élevé d'exactitude.

Les opérations du pouvoir central traitées dans le regroupement économique et fonctionnel couvrent un terrain plus vaste que celui des budgets de l'Etat. Certaines de ces opérations, qui devraient figurer au budget mais qui, pour divers motifs, sont effectuées par l'intermédiaires de fonds spéciaux, ou d'institutions autonomes, sont reprises ici et consolidées avec celles de l'Etat. La plupart de ces fonds et de ces institutions sont financés par des crédits transférés à partir des budgets de l'Etat. D'autres disposent de moyens de financement mixtes, c'est-à-dire de crédits provenant en partie de budgets de l'Etat et en partie d'impôts à affectation spéciale (par exemple, le Fonds agricole et le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale). Enfin,

certaines institutions autonomes font appel au marché des capitaux, entièrement ou partiellement, par voie d'emprunts (par exemple, le Fonds des Routes). Le service financier de ceux-ci est finalement supporté par le budget de l'Etat. La liste des fonds et des institutions autonomes dont les opérations sont consolidées avec celles de l'Etat a été donnée *in extenso* antérieurement. A partir de 1968, il y a lieu d'y ajouter les associations intercommunales pour les autoroutes E5 et E39.

A. REGROUPEMENT ECONOMIQUE

Le regroupement économique comprend deux comptes :

1. le compte des opérations courantes;
2. le compte des opérations de capital.

Le solde du compte des opérations courantes doit indiquer l'épargne ou la désépargne et déterminer dans quelle mesure le pouvoir central a employé ou emploiera des ressources courantes en vue d'investissements et autres opérations de capital, ou s'il s'est trouvé ou se trouvera dans l'obligation de contracter des emprunts afin de couvrir une partie de ses dépenses courantes.

Il ressort du tableau ci-après que, pour les trois années considérées, le solde d'épargne varie fortement.

	Total des dépenses courantes	Total des recettes courantes	Solde du regrou- pement
(milliards de francs)			
1967	210,5	216,8	+ 6,3
1968	236,5	235,7	- 0,8
1969	250,6	259,0	+ 8,4

Les soldes de 1967 et 1969 sont positifs. Le solde de 1968 est légèrement négatif.

Dans l'appréciation de ces résultats, on ne peut perdre de vue qu'il y a lieu normalement d'ajouter $\pm 1,5$ milliard de dépenses à titre d'amortissement des immeubles et du maté-

riel. Cette imputation n'a été mentionnée dans les comptes que pour mémoire.

Le solde négatif constaté en 1968 requiert également un jugement nuancé. On peut normalement s'attendre que ce solde, compte tenu des annulations de crédits prévues ($\pm 2,5$ milliards), se transforme en un solde légèrement positif.

La différence en 1969 entre le solde des opérations courantes du regroupement économique et l'équilibre atteint pour le budget ordinaire s'élève à 8,4 milliards. Cet écart résulte principalement du fait que la répartition des budgets de l'Etat entre les titres « Dépenses ordinaires » et « Dépenses extraordinaires » ne correspond pas à la répartition du regroupement économique en opérations courantes et opérations de capital. L'incorporation des opérations d'un certain nombre de fonds et institutions à financement autonome (par exemple, le Fonds des Routes) explique également en partie cette différence.

Les ajustements nécessaires pour passer du solde budgétaire à celui du compte « opérations

courantes » du regroupement économique sont résumés dans le tableau ci-après :

Opérations qui influencent le solde d'épargne en 1969

	en dimi- nution	en augmen- tation
	(milliards de francs)	
Dépenses du budget extraordinaire reprises dans le compte des opérations courantes (principalement des investissements militaires)	8,6	—
Dépenses du budget ordinaire reprises dans le compte de capital (principalement des amortissements de la dette directe et indirecte, dépenses d'équipement et transferts de capitaux)	—	25,8
Recettes ordinaires reprises dans le compte de capital (principalement des droits de succession) ..	4,6	—
Dépenses courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds)	11,8	—
Recettes courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds)	—	7,6
Total ...	25,0	33,4
Différence ...	8,4	

Tableau I.

Regroupement économique des opérations budgétaires du pouvoir central

(millions de francs)

	1967 1	1968 2	1969 3
1. Compte « Opérations courantes » :			
a) Dépenses et recettes courantes pour biens et services	— 68.714	— 75.176	— 82.289
b) Intérêts, pertes et profits d'entreprises ...	— 28.142	— 32.228	— 35.764
c) Transferts de revenus à destination et en provenance d'autres secteurs	+ 178.038	+ 188.961	+ 211.243
d) Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	— 74.916	— 82.397	— 85.395
Divers	+ 76	+ 25	+ 580
Solde des opérations courantes ...	+ 6.342	— 815	+ 8.375
2. Compte « Opérations de capital » :			
Solde des opérations courantes ...	+ 6.342	— 815	+ 8.375
e) Transferts de capitaux à destination et en provenance d'autres secteurs	+ 711	+ 806	— 861
f) Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	— 1.996	— 2.576	— 2.853
g) Investissements (civils)	— 23.604	— 27.892	— 34.939
h) Octrois de crédits et participations	— 8.038	— 10.171	— 10.269
i) Dette publique	— 17.911	— 20.537	— 22.820
Divers	—	+ 30	+ 1
Solde des opérations de capital ...	— 50.838	— 60.340	— 71.741
Solde total ...	— 44.496	— 61.155	— 63.366

1 Réalisations.
2 Budget ajusté.
3 Prévisions.

1. Opérations courantes.

On distingue parmi les opérations courantes les groupes suivants :

a) Consommation.

Les salaires, pensions et autres charges sociales du personnel des services publics forment le poste le plus important des dépenses de consommation. Ils passent de 47,2 milliards en 1967 à 54,2 milliards en 1969, soit une augmentation de 7 milliards ou 15 p.c. Celle-ci s'explique par :

— l'incidence des hausses successives de l'index;

— les engagements contractés en application des accords de programmation sociale : 1,4 milliard en 1968 et 2,6 milliards en 1969;

— l'augmentation normale des salaires inhérente au statut pécuniaire;

— un accroissement modéré des effectifs du personnel.

En second lieu, les achats de biens et de services passent de 16,7 milliards en 1967 à 20,2 milliards en 1969, soit une augmentation de 21 p.c. L'augmentation est parallèle à celle des salaires (+ 15 p.c.) en ce qui concerne les budgets départementaux. Elle est plus accentuée pour les installations autonomes, notamment le Fonds des Routes (+ 60 p.c.).

Viennent en troisième position, les dépenses courantes pour travaux et équipements, parmi lesquelles les investissements militaires considérés comme des dépenses de consommation, les contributions à l'O.T.A.N., la réparation et l'entretien des routes, canaux, etc. Les achats de biens militaires durables atteignent 5,6 milliards en 1969, contre 3,8 milliards en 1967. L'achat de chars et d'avions de combat exerce ici son influence.

Compte tenu des recettes correspondantes — 1,1 milliard en 1967, 1,4 milliard en 1968 et 1,2 milliard en 1969 —, la consommation du pouvoir central croît de 13,6 milliards entre 1967 et 1969, soit 20 p.c.

b) Intérêts, pertes et profits.

Les charges d'intérêt de la Dette publique, y compris les primes d'émission et de remboursement, passent de 23,4 milliards en 1967 à 27,6 milliards en 1969, soit un accroissement

de 18 p.c. Cette augmentation se situe principalement dans les fonds et institutions autonomes (Fonds des Routes, E3 et autres) dont la dette a été consolidée avec la Dette publique directe. Au cours de la période considérée, les charges d'intérêt de cette dernière ont augmenté de 10 p.c.

Les contributions aux pertes d'exploitation passent de 8,6 milliards en 1967 à 10 milliards en 1968 et à 11,1 milliards en 1969. Les interventions dans le déficit d'exploitation des sociétés de transports urbains (+ 53 p.c.), de la Société Nationale des Chemins de fer belges (+ 32 p.c.) et des Postes (+ 25 p.c.) constituent ici les postes principaux.

Les participations aux bénéfices d'exploitation et les intérêts reçus en 1969 (2,9 milliards) accusent une diminution de 31 p.c. par rapport à 1967. Au cours de cette année, en application des nouvelles règles d'imputation contenues dans la loi du 28 juin 1963, des perceptions exceptionnellement élevées ont été effectuées qui, dans le système antérieur, auraient encore été imputées à l'année précédente.

c) Transferts directs de revenus.

Il s'agit des transferts de revenus qui s'opèrent entre l'Etat, d'une part, et les entreprises privées, les entreprises publiques, les ménages et l'étranger, d'autre part.

Le montant des sommes ainsi transférées par le pouvoir central à ces autres secteurs atteint en 1969 42,9 milliards, contre 33,6 milliards en 1967.

Du côté des recettes (254,1 milliards en 1969), ce chapitre comprend les impôts, à l'exception des droits de succession qui sont enregistrés comme transferts de capitaux; sont également reprises dans ce chapitre, les recettes propres du Fonds agricole (prélèvements) ainsi que les impositions destinées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

d) Transferts de revenus entre secteurs publics.

Ce chapitre comprend principalement les transferts de revenus entre le pouvoir central et les autres secteurs des pouvoirs publics, c'est-à-dire les institutions de la sécurité sociale, les provinces et les communes ainsi que l'enseignement libre.

Le tableau ci-après donne un aperçu de leur évolution :

	1967	1969
	(milliards de francs)	
Sécurité sociale	30,3	33,4
Maladie et invalidité ...	15,3	17,6
Pensions de vieillesse ...	9,3	10,2
Chômage	3,1	2,7
Allocations familiales ...	1,5	1,7
Autres	1,1	1,2
Communes et provinces ...	23,8	27,9
Subventions à l'enseigne- ment	9,4	10,4
Autres objectifs	14,4	17,5
Enseignement libre	20,9	24,2
Total ...	75,0	85,5

2. Opérations de capital.

Le compte des opérations de capital comporte, outre la reprise du solde du compte des opérations courantes, les rubriques ci-après :

e) Transferts directs de capitaux.

Les transferts directs de capitaux de l'Etat aux entreprises, aux ménages et à l'étranger s'élèvent à 5,4 milliards en 1969, contre 3,1 milliards en 1967. Cette augmentation s'explique par des interventions accrues en capital en faveur des entreprises dans le cadre de l'expansion économique et de la reconversion régionale. D'autre part, les transferts de capitaux à l'étranger ont augmenté pendant la période considérée de plus de 500 millions en faveur de l'assistance technique à l'étranger.

Les droits de succession et de donation constituent l'essentiel des recettes de cette rubrique (4,6 milliards en 1969).

f) Transferts de capitaux entre secteur publics.

Cette rubrique comprend les contributions de l'Etat dans les investissements effectifs des pouvoirs publics subordonnés. Ces contributions passent de 2,1 milliards en 1967 à 2,5 milliards en 1968 et à 2,9 milliards en 1969. Les principales dépenses concernent les amortissements (pris en charge par l'Etat) des emprunts contractés par les communes auprès du Crédit Communal de Belgique, les activités du Fonds des constructions scolaires provinciales et communales et les crédits pour le remembrement rural.

g) Investissements directs.

Les investissements du pouvoir central s'élèvent au total à 23,8 milliards en 1967; pour 1968 et 1969, les crédits de paiement atteignent respectivement 28,3 et 35,3 milliards. Le taux d'augmentation est de 48 p.c. pour la période considérée. Ces investissements comprennent, outre ceux de l'Etat, ceux du Fonds des Routes, des Intercommunales E3, E5 et E39 et ceux du Fonds des constructions scolaires.

h) Crédits et participations.

Les octrois de crédits et participations au secteur des entreprises et à l'étranger constituent les principaux postes de cette rubrique.

Les interventions financières en faveur des entreprises passent de 8,6 milliards en 1967 à 10,3 milliards en 1969 (\pm 20 p.c.). Il s'agit notamment de la promotion et de la modernisation des transports en commun dans les grandes villes, des investissements de la Société Nationale des Chemins de fer belges et de la construction navale. Pour l'étranger, des crédits d'un montant de 1,3 milliard, contre 0,9 milliard en 1967, sont prévus en 1969, principalement dans le cadre de l'aide aux pays en voie de développement.

i) Dette publique.

Sont repris ici les amortissements de la Dette publique directe et des autres emprunts assimilés.

B. REGROUPEMENT FONCTIONNEL

Dans le regroupement fonctionnel, les dépenses sont classées suivant les objectifs importants de la politique gouvernementale. Ce regroupement permet de se faire une idée de la portée exacte de l'évolution des tâches confiées à l'Etat.

L'Etat consacre en moyenne 20 p.c. de ses dépenses totales à la fonction *Enseignement, Culture et Cultes*. La légère diminution du pourcentage par rapport à 1967 illustre l'effort du Gouvernement pour maintenir l'augmentation des dépenses afférentes à cette fonction dans certaines limites. En chiffres absolus, les interventions s'élèvent en 1969 à 62,9 mil-

liards, contre 59,7 milliards en 1968 et 53,4 milliards en 1967. L'accroissement entre 1967 et 1968 était de 12 p.c. Entre 1968 et 1969, l'augmentation a été ramenée à 5 p.c. Pour l'appréciation de cette fonction, il y a lieu de tenir compte également des autres éléments qui en font partie et dont les principaux sont :

- 1) les constructions scolaires, pour lesquelles des paiements d'un montant de 4,2 milliards sont prévus en 1969, contre 4 milliards en 1968 et 3,6 milliards en 1967;
- 2) les pensions, qui passent de 3,8 milliards en 1967 à 4,5 milliards en 1969;
- 3) les dépenses de la Culture.

La fonction *Communications* qui occupe la deuxième place par ordre d'importance représente en 1969 18 p.c. des dépenses totales. Celles-ci augmentent de manière particulièrement rapide pendant la période considérée (+ 44 p.c.), principalement sous l'influence des éléments suivants :

1) Les communications routières.

— Les dépenses totales pour l'infrastructure routière, y compris les frais de fonctionnement, s'élèvent en 1969 à 26,2 milliards, contre 20,2 milliards en 1968 et 16,2 milliards en 1967. Ces dépenses comprennent, outre les opérations du Fonds des Routes, celles des Intercommunales E3, E5 et E39.

— L'extension du réseau routier a sa répercussion sur le gros entretien des routes.

— La participation de l'Etat dans les investissements des sociétés intercommunales de transport, principalement la construction de prémétros, passe de 1 milliard en 1967 à 1,7 milliard en 1968 et à 1,8 milliard en 1969.

2) Les communications ferroviaires.

Il s'agit principalement d'interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer belges figurant aux budgets des Communications et de la Dette publique. Elles s'élèvent à 9,6 milliards en 1967, 10,7 milliards en 1968 et 11,7 milliards en 1969.

3) Les communications par eau.

Cette rubrique comprend principalement les dépenses d'investissement pour les ports et les cours d'eau, les interventions en faveur de la

construction navale ainsi que le gros entretien des voies d'eau. Le tableau ci-dessous fait apparaître l'évolution de cette sous-fonction :

	1967	1968	1969
	(milliards de francs)		
Travaux d'infrastructure (Voies hydrauliques, ports, etc.)	5,1	4,5	6,0
Gros entretien	0,9	1,0	1,2
Constructions navales	1,0	1,2	1,2
Autres	1,0	1,1	1,2
Total ...	8,0	7,8	9,6

4) Les Postes.

Le déficit de l'Administration des Postes s'accroît de 25 p.c. pendant la période considérée. L'augmentation des dépenses d'exploitation (+ 14 p.c.) n'a été compensée que dans une mesure insuffisante par des recettes proportionnelles.

La fonction *Interventions sociales* occupe, par ordre d'importance, la troisième place avec \pm 13 p.c. des dépenses totales. L'accroissement par rapport à 1967 s'élève à 11 p.c., et affecte principalement le secteur maladie-invalidité, le secteur des pensions et l'assurance des maladies professionnelles.

Les dépenses de *Défense nationale* passent de 27,6 milliards en 1967 à 28,9 milliards en 1968 et à 31,2 milliards en 1969. L'augmentation en 1969 est provoquée par l'exécution du programme de remplacement des avions et des chars de combat.

Les dépenses relatives à la fonction *Industrie, Commerce et Classes moyennes* augmentent de 25 p.c. au cours des années considérées; elles passent de 9,1 milliards en 1967 à 11,2 milliards en 1968 et à 11,5 milliards en 1969. Les subventions à l'industrie charbonnière atteignent en 1969 4,2 milliards, soit le même niveau qu'en 1967. Elles reflètent les résultats moins favorables des charbonnages depuis 1965. La plus grande partie des dépenses pour l'expansion économique et la reconversion régionale appartient à cette fonction. Elles s'élevaient à 1,6 milliard en 1967; pour 1968 et 1969, on prévoit respectivement 2,7 et 3,1 milliards. Ces opérations sont effectuées, depuis juillet 1967, par l'intermédiaire du Fonds d'expansion économique et de recon-

Tableau II.

Regroupement fonctionnel des dépenses de l'Etat

Fonctions	1967	1968	1969	1967	1968	1969
	(millions de francs)			(en pour cent du total)		
Administration générale	10.227	11.175	12.435	3,8	3,7	3,8
Défense nationale	27.560	28.890	31.223	10,3	9,5	9,5
Relations avec l'étranger	5.361	6.397	7.033	2,0	2,1	2,1
Justice et Police	6.764	7.484	8.028	2,5	2,5	2,4
Communications	40.316	48.132	58.669	15,1	15,9	17,8
Industrie, Commerce et Classes moyennes	9.132	11.231	11.451	3,4	3,7	3,5
Agriculture et Ravitaillement	8.395	12.217	13.973	3,2	4,0	4,3
Enseignement, Culture et Cultes	53.448	59.724	62.890	20,0	19,7	19,1
Interventions sociales	37.208	41.391	41.233	13,9	13,6	12,5
Santé publique	4.055	6.106	6.522	1,5	2,0	2,0
Logement	3.802	3.852	4.154	1,4	1,3	1,3
Domages de guerre et Calamités	10.034	10.800	10.873	3,8	3,6	3,3
Dette publique	37.768	41.697	45.022	14,2	13,8	13,7
Relations avec les pouvoirs publics subordonnés	12.996	14.008	15.356	4,9	4,6	4,7
Divers	10	11	11	—	—	—
Total du regroupement fonctionnel ...	267.076	303.115	328.873	100,0	100,0	100,0
Rapprochement avec les données budgétaires ...	-10.872	-20.724	-25.936			
Total officiel du budget ...	256.204 ¹	282.391 ²	302.937 ³			

1 Réalisations.

2 Crédits ajustés.

3 Crédits sollicités.

version régionale, alimenté tant par des crédits transférés du budget de l'Etat que par le produit de recettes fiscales y affectées.

La fonction *Agriculture et Ravitaillement* comprend, outre les dépenses figurant au budget de l'Agriculture, celles de quelques fonds et organismes publics importants, tels que le Fonds agricole, le Fonds d'investissement agricole, le Fonds d'assainissement pour l'agriculture, l'Office national du lait et de ses dérivés, l'Office national des débouchés agricoles et horticoles ainsi que le Fonds destiné au remembrement légal des biens ruraux. L'augmentation considérable des dépenses afférentes à cette fonction entre 1967 et 1969 se rapporte presque entièrement au Fonds agricole dont les dépenses ont évolué comme suit :

	1967	1968	1969
	(milliards de francs)		
Restitutions à l'exportation	2,6	4,0	4,4
Subventions aux entreprises	2,1	3,7	3,4
Contributions au F.E.O.G.A.	0,8	1,4	2,5
Total ...	5,5	9,1	10,3

D'autre part, les recettes propres du Fonds agricole — principalement les prélèvements et le produit de la taxe d'abatage — atteignent 3,5, 3,9 et 4,1 milliards pour les années 1967, 1968 et 1969.

Pour la fonction *Relations avec l'étranger*, on constate une augmentation de 31 p.c. entre 1967 et 1969. Elle s'explique par l'accroissement des charges de représentation diplomatique et par l'augmentation de la contribution aux budgets des diverses organisations internationales. Pour ce qui concerne la coopération au développement, les dépenses sont passées de 3,2 milliards en 1967 à 4 milliards en 1968 et à 4,4 milliards en 1969.

La fonction *Logement* présente l'évolution suivante : 3,8 milliards en 1967, 3,9 milliards en 1968 et 4,2 milliards en 1969. Cette augmentation résulte de l'accroissement des crédits en matière d'urbanisme (loi Brunfaut) ainsi que des subsides accordés aux sociétés nationales de construction, à titre d'intervention dans leurs charges d'intérêt.

L'accroissement des dépenses pour la fonction *Santé publique* concerne surtout les interventions dans la gestion des hôpitaux, ainsi que dans les charges d'amortissement des emprunts contractés par les administrations locales auprès du Crédit Communal de Belgique pour le financement de constructions et de travaux en matière d'hôpitaux et d'hygiène publique.

Dans la fonction *Administration générale* qui représente en moyenne 4 p.c. des dépenses

totales sont comprises les dépenses à charge des budgets des Dotations, des Finances et de l'Intérieur. Le facteur salaires et l'augmentation des effectifs de personnel déterminent principalement l'augmentation des dépenses.

Justice et Police est également une fonction d'ordre collectif général. Les dépenses concernent les services judiciaires, la police d'Etat (y compris la Gendarmerie, mais à l'exclusion de la police communale), les établissements pénitentiaires, la sûreté nationale, la protection civile et la protection de l'enfance.

Les pensions de guerre constituent le poste principal de la fonction *Dommages de guerre et Calamités*. Pour 1969, on prévoit à ce titre une dépense de 5,5 milliards, contre 5,2 milliards en 1967. Cette légère augmentation (+ 5 p.c.) est la conséquence des nouveaux

avantages octroyés aux victimes de la guerre ainsi que des hausses successives de l'index qui compensent le taux de mortalité relativement élevé des ayants droit.

Dans la série des dépenses non réparties fonctionnellement, la *Dettes publiques* constitue le poste principal. Le pourcentage de celle-ci par rapport au total des dépenses se maintient au niveau assez constant de 14 p.c. Outre le service financier des emprunts de l'Etat, ce poste comprend également celui du Fonds des Routes, de l'Intercommunale E3, du Fonds de dotation des pensions de guerre et de la Caisse autonome des dommages de guerre.

Les dépenses relatives aux *Pouvoirs publics subordonnés* ne sont pas non plus réparties fonctionnellement. Elles augmentent de 18 p.c. Il s'agit surtout ici des transferts au Fonds des communes et au Fonds des provinces.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de novembre 1968. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

COPIN A., Les monnaies communales en Belgique pendant la guerre 1914-1918. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 6, 1968, pp. 492-516.*)

The Belgian Franc and the Dutch Guilder. (*World Financial Markets, New York, 17 octobre 1968, pp. 6-17.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONE- TAIRES

DUBUCQ A.E., La Caisse publique de prêts de Bruxelles : 1618-1968. (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXII, n° 86, octobre 1968, pp. 215-221.*)

L'assurance en Belgique en 1967-1968. (*Union professionnelle des Entreprises d'Assurances opérant en Belgique, Bruxelles, 1968, 62 p.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

BAUDHUIN F., Précis de finances publiques. 1. Budget, dépenses, organisation financière. (*Bruylant, Bruxelles, 4^e édition, 1968, 324 p.*)

GOETHALS M., Analyse approfondie des comptes communaux pour 1965. Service ordinaire. (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXII, n° 86, octobre 1968, pp. 186-196.*)

GOETHALS M., Une étape nouvelle dans l'assainissement des finances communales ? (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXII, n° 86, octobre 1968, pp. 183-185.*)

La T.V.A. en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 41, 2 novembre 1968, pp. 397-402.*)

Les finances de l'Etat en 1967. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9, septembre 1968, pp. 5-43.*)

Les finances publiques en Belgique : une rétrospective. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 40, 26 octobre 1968, pp. 389-393.*)

Réflexions économiques suscitées par l'instauration de la T.V.A. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXII, n° 11, novembre 1968, pp. 16-24.*)

SPREUTELS M., Het stelsel van de Belgische staatsbegroting. (*Story-Scienta, Gand, 1968, XVIII+541 p.*)

TIBERGHIE A., De metode van belasting volgens « tekenen en indiciën ». (*Algemeen Fiscaal Tijdschrift, Bruxelles, n° 10-11-12, juin-juillet-août 1968, pp. 289-299.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

BAUDHUIN F., Prix, consommation et revenu en 1967. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 3, août 1968, pp. 235-266.*)

DE KINDER R., Waarom vreemde investeringen ? (Discours prononcé le 1^{er} octobre 1968 à la séance d'ouverture de la session ordinaire du Provinciale Raad, 1968-1969.) (*Provinciale Raad van Oost-Vlaanderen, Gand, 1968, 32 p.*)

WANTY J., Produit national brut et emploi. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXVI, n° 4, octobre 1968, pp. 405-441.*)

7. PRIX ET SALAIRES

Les salaires dans l'industrie d'octobre 1966 à avril 1968. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIV, n° 10, octobre 1968, pp. 887-906.*)

PAELINCK J. & MATHIEU P., Un modèle compact pour l'étude de l'évolution du niveau des prix accompagnant une croissance en volume et son application à la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 3, août 1968, pp. 297-328.*)

VANDEVONDELE W., L'indice des prix à la consommation et méthodes de conversion. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, XIII, n° 1, 1968, pp. 157-181.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

Evolution du chômage de 1958 à 1968. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIV, n° 10, octobre 1968, pp. 907-912.*)

GARCIN W., Cogestion et participation dans les entreprises des pays du Marché commun. Législations et études comparatives. (*Jupiter, Paris, 1968, 837 p.*)

9. SECURITE SOCIALE

BASYN J., Age de la pension. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, X, n° 8, août 1968, pp. 1128-1172.*)

BASYN J., Instauration en Belgique d'un régime de pension de base. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, X, n° 8, août 1968, pp. 1086-1098.*)

GAIGNAUX F., Cumul d'une pension de retraite et de survie avec les revenus d'une activité lucrative. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, X, n° 8, août 1968, pp. 1099-1118.*)

GAIGNAUX F., Harmonisation et simplification des régimes de pension. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, X, n° 8, août 1968, pp. 1119-1127.*)

SPITAELS G. & KLARIC D., Le salaire indirect et la couverture des besoins sociaux. 1. Le dossier : Vingt ans de sécurité sociale en Belgique. (*Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 392 p.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

Aides sélectives de l'Etat aux investissements. Recueil des principales dispositions légales et réglementaires, novembre 1968. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, n° 27, 1^{er} novembre 1968, supplément, 125 p.*)

BAUVIR L., Economie wallonne. (*Bulletin d'Information de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 49-60.*)

DE BREUKER R., La politique belge d'économie régionale dans le cadre général de la conjoncture 1957-1968. (*Bulletin d'Information de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 39-47.*)

DE BRUYNE E.L., Aspects structurels de l'économie régionale. (*Bulletin d'Information de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 33-38.*)

FAERMAN M., Quelques considérations sur l'économie régionale et ses caractéristiques dans la situation belge. (*Bulletin d'Information de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 15-31.*)

KIRSCHEN E.S. & MORISSENS L., Grandeur et décadence des objectifs de la politique économique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 3, août 1968, pp. 267-284.*)

La conjoncture belge après les vacances. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 75, octobre 1968, pp. 4-7.*)

L'évolution conjoncturelle en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 44, 23 novembre 1968, p. 425-434.*)

ROMUS, P., La Wallonie dans la Communauté Européenne. (*Presses universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 1967, 40 p.*)

ROMUS, P., L'évolution économique régionale en Belgique depuis la création du Marché commun (1958-1968). (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIII, n° 155, septembre 1968, pp. 131-174.*)

SCHEYVEN R., La seconde révolution industrielle et la Wallonie. La réanimation de l'économie wallonne dans un cadre général. (Rassemblement de l'aile wallonne du P.C.S., Charleroi, 20 mai 1967.) (*Bruxelles, 1967, 123 p.*)

STEVERLYNCK A., Pour une politique P.M.E. en matière d'économie régionale. (*Bulletin d'Information de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 5-14.*)

VAN WATERSCHOOT J., L'économie flamande face aux crédits anciens et nouveaux (*Bulletin d'Information de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1968, pp. 61-70.*)

VERECKEN M., Regionale welvaartsverschillen in België. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIX, n° 10, octobre 1968, pp. 947-949.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BAECKER M., La place du textile dans l'industrie manufacturière et dans l'économie belge. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, X, n° 10, octobre 1968, pp. 23-35.*)

DE HOVRE C., La localisation industrielle. (*Industrie, Bruxelles, XXII, n° 10, octobre 1968, pp. 581-582.*)

La chimie inorganique de base en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 42, 9 novembre 1968, pp. 409-413.*)

L'industrie de la bière en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 39, 19 octobre 1968, pp. 381-385.*)

Situation et développement de l'industrie chimique belge. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 75, octobre 1968, pp. 1-4.*)

VAES E., Le Hainaut agricole. (Discours prononcé à la séance d'ouverture de la session ordinaire de 1968 du Conseil provincial du Hainaut, le 1^{er} octobre 1968.) (*Mons, 1968, 87 p.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VAN WATERSCHOOT J., Recherche scientifique et croissance économique. A la recherche d'une stratégie belge. (*Meunerie belge, Bruxelles, LXIV, n° 67, octobre 1968, pp. 7-11; 13.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BAREAU P., Sterling after Basle. (*The Banker, Londres, CXVIII, n° 512, octobre 1968, pp. 869-873.*)

- CAMPOLONGO A., The International Monetary Fund, Twenty Years on - A Comment. (*Economia Internazionale*, Gênes, XXI, n° 3, août 1968, pp. 483-485.)
- GERSSSEN D., De kredietverstrekking door de Wereldbank. (I). (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam*, XVII, n° 3, octobre 1968, pp. 11-14.)
- La crise monétaire. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain*, Louvain, XXII, n° 11, novembre 1968, pp. 1-6.)
- La progression continue des opérations en euro-dollars. (*Bulletin mensuel économique de la First National City Bank, New York*, octobre 1968, pp. 11-14.)
- Les euro-capitaux et le marché financier international. (*Revue économique de la Banque Nationale de Paris*, Paris, n° 8, octobre 1968, pp. 21-33.)
- LEVY L., L'accord « swap » conclu entre la Federal Reserve Bank of New York et la Banque Nationale de Belgique. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXII, n° 6, 1968, pp. 483-490.)
- ROUSSEAU R., L'or aujourd'hui. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers*, XXII, n° 5, octobre 1968, pp. 405-420.)
- The Basle Facility of the Sterling Area. (*White papers, Cmnd. 3787, H.M.S.O., Londres*, 1968, 7 p.)
- VON HABERLER G. & WILLETT Th., Presidential Measures on Balance of Payments Controls. Special Analysis. (*American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington*, 1968, VII+63 p.)
- WIJNHOLDS H.W.J., Gold Price, Gold Value and Gold Function. (*Bureau of Business and Economic Research, San Diego*, 1968, 46 p.)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- ARMAND L. & DRANCOURT M., Le pari européen. (*Fayard, Paris*, 1968, 311 p.)
- DE VIRIEU F.H., Les « six » à la recherche d'une nouvelle politique agricole. (*Problèmes économiques, Paris*, n° 1086, 24 octobre 1968, pp. 2-4.)
- Dix ans de Marché commun en tableaux, 1958-1967. (*Communautés européennes, Bruxelles*, 1968, 109 p.)
- EMANUEL H., De ontwikkeling der loonkostenniveaus in de verwerkende industrie der EEG-landen, 1950-1966. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam*, LIII, n° 2665, 9 octobre 1968, pp. 939-943.)
- Evolution de la population rurale active dans la C.E.E. (*Problèmes économiques, Paris*, n° 1086, 24 octobre 1968, pp. 5-9.)
- LECERF J., Pourquoi une monnaie de l'Europe ? (*Communauté Européenne, Paris*, n° 123, octobre 1968, pp. 7-10.)
- LEMAITRE Ph., Le problème anglais et la poursuite des travaux communautaires. (*Revue du Marché commun, Paris*, n° 116, octobre 1968, pp. 895-898.)
- Le Marché commun des produits laitiers. (*Revue du Marché commun, Paris*, n° 116, octobre 1968, pp. 910-918.)
- Les oléoducs dans la C.E.E. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, XXIII, n° 43, 16 novembre 1968, pp. 417-422)
- 18. DIVERS**
- HENRION R., Certains aspects récents du droit économique en Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain*, XXXIV, n° 3, août 1968, pp. 285-295.)
- L'aménagement du territoire en Belgique. (*Documents-CEPESS, Bruxelles*, VII, n° 4, juillet-août 1968, pp. 5-143.)
- STASSENS H., Conception et méthodologie des fusions et absorptions d'entreprises. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain*, XXVI, n° 4, octobre 1968, pp. 447-474.)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 17 octobre 1968

portant approbation des modifications aux statuts de la Société Nationale d'Investissement (Moniteur du 13 novembre 1968, p. 11150).

Article 1^{er}. — Les modifications aux statuts de la Société Nationale d'Investissement, dont le texte est annexé au présent arrêté, sont approuvées.

..*..

Les articles 6 et 18 des statuts de la Société Nationale d'Investissement sont modifiés comme suit :

Article 6. Le premier alinéa de l'article 6 des statuts doit désormais se lire comme suit :

« Le capital social est fixé à 3 milliards de francs, représenté par 3 millions d'actions de 1.000 francs. »

Article 18. La nouvelle rédaction du cinquième alinéa de l'article 18 est la suivante :

« La direction et la gestion journalière sont confiées à un comité de direction qui comprend, outre le président du conseil, le directeur général, un administrateur représentant les institutions publiques de crédit et un administrateur choisi parmi les administrateurs

représentant les actionnaires du secteur privé ainsi que trois membres désignés par le conseil d'administration. Les décisions du comité de direction sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Aucun membre ne peut en représenter plus d'un autre. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Le directeur général est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration et du comité de direction. Celui-ci peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au directeur général. Dans ce cas, ce dernier doit périodiquement rendre compte de l'exercice de cette délégation. »

Arrêté royal du 21 octobre 1968

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société Nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts levées durant l'année 1968 (Moniteur du 7 novembre 1968, p. 11024).

Article 1^{er}. — Sur les tranches de ses emprunts levées durant l'année 1968, le taux de l'intérêt simple à supporter par la Société Nationale du Logement est fixé à 1,50 p.c. l'an et ce dès la levée des fonds.

A partir du 1^{er} janvier 1970, la Société Nationale supportera de ce chef une annuité au taux de 2,40 p.c. l'an, comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en soixante-six ans.

Arrêté royal du 7 novembre 1968

portant affectation d'une somme de 211 millions de francs prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique (Moniteur du 20 novembre 1968, p. 11317).

Arrêté royal du 21 novembre 1968

fixant les conditions de prêts que la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite est tenue à consentir à l'Etat en 1968 en vertu de la loi du 12 février 1963, relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 26 novembre 1968, p. 11569).

Arrêté royal du 22 novembre 1968

modifiant l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes d'encouragement à l'achat d'habitations construites ou à construire pour compte : a) de la Société Nationale du Logement ou de ses sociétés agréées; b) de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ou de ses sociétés agréées; c) de communes, d'associations intercommunales ou de commissions d'assistance publique (Moniteur du 27 novembre 1968, p. 11610).

Arrêté royal du 22 novembre 1968

modifiant l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, de logements sociaux et de petites propriétés terriennes (Moniteur du 27 novembre 1968, p. 11613).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 20 juillet 1968

contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 20 novembre 1968, p. 11303).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au budget des Postes, Télégraphes et Téléphones (...) des crédits s'élevant à la somme de 7.676.761.000 francs.

Art. 5. — Est approuvé le budget de la Régie des Télégraphes et Téléphones pour l'année 1968 (...).

Ce budget s'élève pour les recettes à 20.731.537.000 francs et pour les dépenses à 20.679.574.000 francs.

Arrêté royal du 21 octobre 1968

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 1^{er} novembre 1968, p. 10845).

Arrêté royal du 30 octobre 1968

modifiant l'arrêté royal du 22 mai 1923 relatif à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur (Moniteur du 15 novembre 1968, p. 11225).

Arrêté royal du 30 octobre 1968

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 15 novembre 1968, p. 11226).

Arrêté royal du 22 novembre 1968

relatif à l'émission de l'emprunt 6,75 p.c. 1968-1983 du Fonds des Routes (Moniteur du 27 novembre 1968, p. 11605).

Article 1^{er}. — Le Fonds des Routes est autorisé à émettre, aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur, dénommé « Emprunt 6,75 p.c. 1968-1983 », dont le capital nominal est limité à 8 milliards de francs.

Art. 2. — (...) Ces obligations portent intérêt au taux de 6,75 p.c. l'an à partir du 9 décembre 1968.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la troisième année.

Art. 8. — Le Fonds des Routes se réserve la faculté de rembourser par anticipation, au pair, le 9 décembre 1978 ou à toute échéance d'intérêt suivante.

Art. 10. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 15. — Le prix d'émission, fixé à 990 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 16. — Il est alloué aux banques et aux agents de change établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 2 octobre 1968

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 15 novembre 1968, p. 11220).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 20 novembre 1968

modifiant la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 28 novembre 1968, p. 11639).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 4 octobre 1968

modifiant l'arrêté royal du 7 février 1968 fixant les conditions spéciales dans lesquelles les bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale sont admis au bénéfice de la pension de retraite anticipée en qualité de travailleur indépendant (Moniteur du 15 novembre 1968, p. 11227).

Arrêté royal du 21 novembre 1968

fixant les conditions de prêts que la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite est tenue à consentir à l'Etat en 1968 en vertu de la loi du 12 février 1963, relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 26 novembre 1968, p. 11569).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision de la Commission

du 21 octobre 1968

(68/394/CEE)

autorisant la France et la Belgique à accorder des aides au stockage privé de certains fromages (Journal Officiel du 20 novembre 1968, n° L 281, p. 13).

**Règlement de la Commission
du 6 novembre 1968
(1769/68/CEE)**

relatif aux frais de transport aérien à incorporer dans la valeur en douane (Journal Officiel du 25 novembre 1968, n° L 285, p. 1).

**Règlement de la Commission
du 21 novembre 1968
(1852/68/CEE)**

portant fixation des primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt (Journal Officiel du 22 novembre 1968, n° L 283, p. 2).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1966	1967
		(milliers)		(milliers)		
Population totale	I.N.S.	(à fin d'année)		(à fin d'année)		
		8.512	9.499	9.499	9.556	9.606
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.039	
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.007	
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.032	
Population active ² :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.705	3.692	3.698
dont : Agriculture	»	423	206	230	216	209
Industries extractives	»	191	97	95	84	74
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.253	1.219
Bâtiments et construction	»	197	286	293	296	304
Transports	»	243	243	266	267	263
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.476	1.445	1.454	1.484
Chômeurs complets	»	92	61	59 ³	62 ³	92 ³
Ouvriers frontaliers ⁴	»			61	60	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

1 - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsidés	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

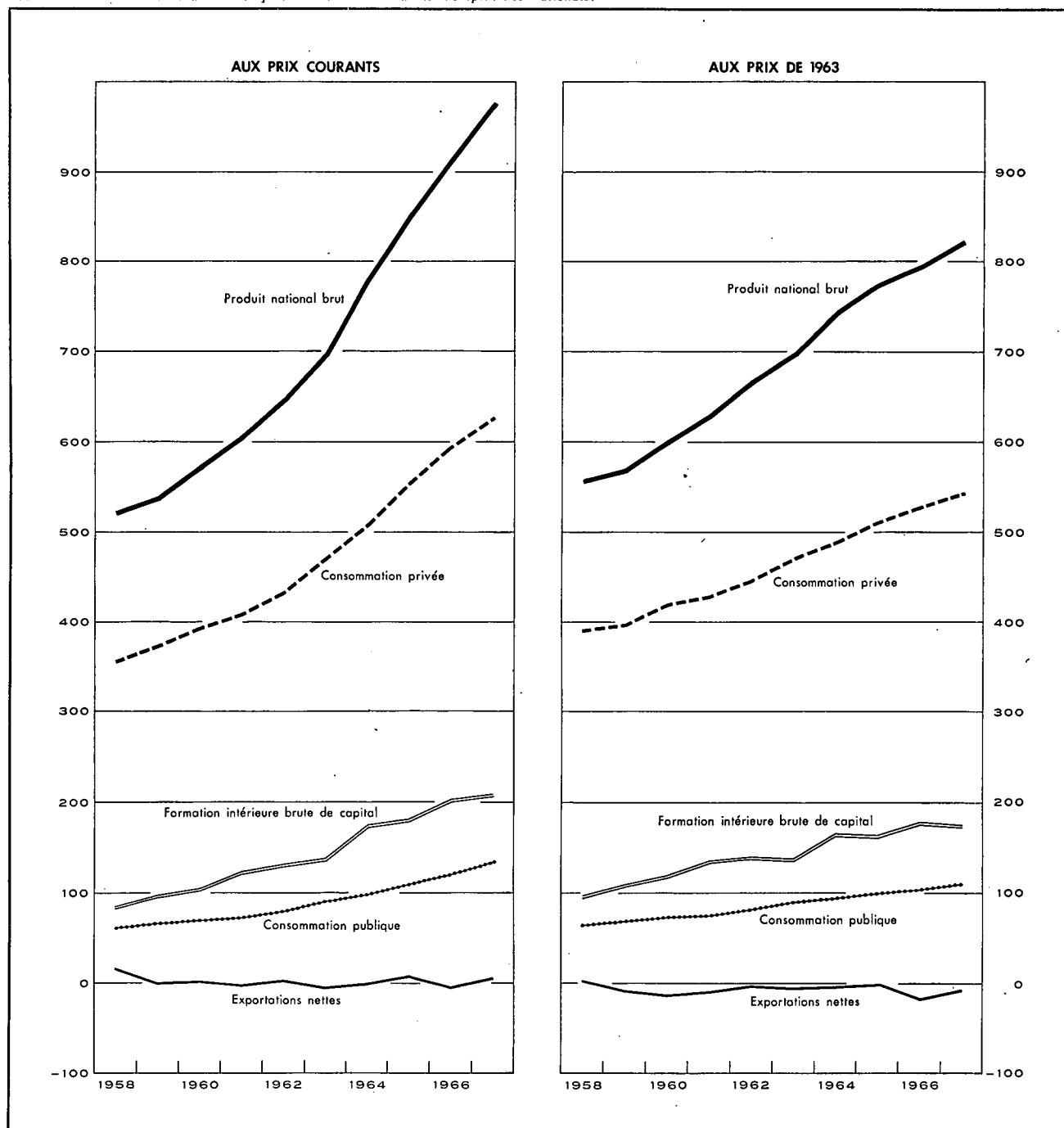
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Agriculture, sylviculture et pêche	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	46,9	45,6	47,2
2. Industries extractives	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,5	13,7	13,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	51,5	56,0	60,8
b) Textiles	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,0	23,9	21,4
c) Vêtements et chaussures	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,8	12,7	12,5
d) Bois et meubles	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	12,9	13,7
e) Papier, impression, édition	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,2	14,6	15,4
f) Industries chimiques et activités connexes	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,9	22,3	24,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	21,5	22,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,4
j) Industries non dénommées ailleurs ..	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,7	25,9	27,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>258,8</i>	<i>278,2</i>	<i>287,6</i>
4. Construction	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	59,1	63,8	69,2
5. Electricité, gaz et eau	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	15,6	17,1	18,6
6. Commerce, banques, assurances immeubles d'habitation :										
a) Commerce	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	132,0	147,3	160,5
b) Services financiers et assurances ...	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	27,6	31,2	34,5
c) Immeubles d'habitation	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,2	54,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>207,7</i>	<i>229,7</i>	<i>249,3</i>
7. Transports et communications	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	62,1	65,6
8. Services	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	181,7	197,7	215,8
9. Corrections	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	3,9	1,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	846,0	909,5	970,2
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	6,9
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
<i>Total ...</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>553,7</i>	<i>595,9</i>	<i>627,9</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
<i>Total ...</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>109,2</i>	<i>119,7</i>	<i>133,1</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
<i>Total ...</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>181,8</i>	<i>204,1</i>	<i>209,1</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91	89	93	95	98	100	101	103	106	111
b) Boissons	83	87	89	92	93	100	106	110	107	112
c) Tabac	88	89	93	95	100	100	105	112	116	117
d) Vêtements et autres effets personnels	77	80	85	89	93	100	104	110	112	110
e) Loyers, taxes, eau	95	96	96	97	99	100	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	68	69	74	77	92	100	90	98	99	104
g) Articles ménagers durables	69	72	82	87	91	100	112	120	126	127
h) Entretien de la maison	90	92	94	96	100	100	103	106	108	110
i) Soins personnels et hygiène ...	79	82	87	90	96	100	102	111	113	116
j) Transports	68	70	77	79	84	100	110	121	126	132
k) Communications P.T.T.	81	81	83	87	93	100	108	114	123	132
l) Loisirs	90	89	89	93	96	100	105	109	111	116
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>108</i>	<i>112</i>	<i>115</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	76	79	83	86	91	100	105	112	118	124
b) Biens et services	65	73	76	74	86	100	102	104	112	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	69	71	74	80	90	100	109	117	119	129
<i>Total ...</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>122</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	106	111	93	104	97	100	110	116	126	112
b) Industries extractives	152	105	86	113	81	100	96	93	78	75
c) Industries manufacturières	50	52	73	89	100	100	99	110	126	132
d) Construction	35	44	48	62	105	100	89	94	109	115
e) Electricité, gaz et eau	80	99	80	75	119	100	108	126	147	177
f) Commerce, banques, assurances	66	75	82	90	93	100	99	97	110	112
g) Immeubles d'habitation	92	99	117	125	107	100	146	149	131	127
h) Transports et communications	87	83	89	90	96	100	101	118	125	134
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	67	82	75	77	84	100	139	112	132	151
j) Enseignement	29	64	76	94	105	100	88	85	107	106
k) Autres services	72	80	84	94	96	100	99	99	117	126
<i>Total ...</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>118</i>	<i>129</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	68	73	80	87	93	100	111	120	124	132
b) Importations totales	66	74	83	89	93	100	111	118	128	133
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,0	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	111,0	114,1	118,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières						Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				Construction de matériel de transport
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0
1966 2 ^e trimestre .	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1
3 ^e trimestre .	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4
4 ^e trimestre .	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4
1967 1 ^{er} trimestre .	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8
2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2
4 ^e trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3
1966 Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOIS ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés			Total	Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite			ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1960	66,5		47,8	114,3	9,8	4,5		19,5	7,9
1961	37,1		52,0	89,1	7,1	3,9		20,8	13,0
1962	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6		18,9	15,0
1963	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7		15,9	17,1
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1967 1 ^{er} trimestre	5,1	40,0	39,1	84,2	5,5	1,9	7,0	12,7	4,4
2 ^e trimestre	4,6	38,4	38,2	81,2	7,2	1,6	5,2	13,6	4,9
3 ^e trimestre	4,4	36,8	37,9	79,1	7,6	3,8	5,8	11,3	4,8
4 ^e trimestre	7,0	49,3	40,4	96,7	6,5	3,9	7,1	10,1	3,4
1968 1 ^{er} trimestre	6,7	62,9	43,2	112,8	5,7	2,1	7,3	13,4	3,8
2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2	4,8
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
1967 Novembre	6,8	48,8	40,4	96,0	6,6	3,8	7,2	10,1	3,3
Décembre	8,5	56,5	41,7	106,7	5,8	3,4	6,9	7,8	3,2
1968 Janvier	7,2	64,4	42,9	114,5	5,3	2,3	7,6	13,6	3,5
Février	6,8	63,7	43,2	113,7	5,6	2,1	7,5	12,3	3,8
Mars	6,0	60,8	43,5	110,3	6,3	1,9	6,8	14,3	4,2
Avril	5,3	57,4	43,7	106,4	7,2	1,6	6,4	14,8	4,4
Mai	4,3	53,6	43,6	101,5	7,6	1,5	5,9	14,5	4,9
Juin	3,6	48,5	43,2	95,3	7,7	1,8	5,3	13,3	5,2
Juillet	3,9	48,7	43,9	96,5	7,9	2,7	5,3	10,6	4,9
Août	3,8	46,0	43,7	93,5	7,8	3,6	5,8	12,9	5,6
Septembre	4,0	45,9	44,0	93,9	8,1	4,4	6,7	15,1	5,7
Octobre	5,0	47,3	44,8	97,1	7,5	3,6	7,0	15,5	5,4
Novembre	5,6	49,9	45,8	101,3	6,9	3,0	6,7	12,4	5,7

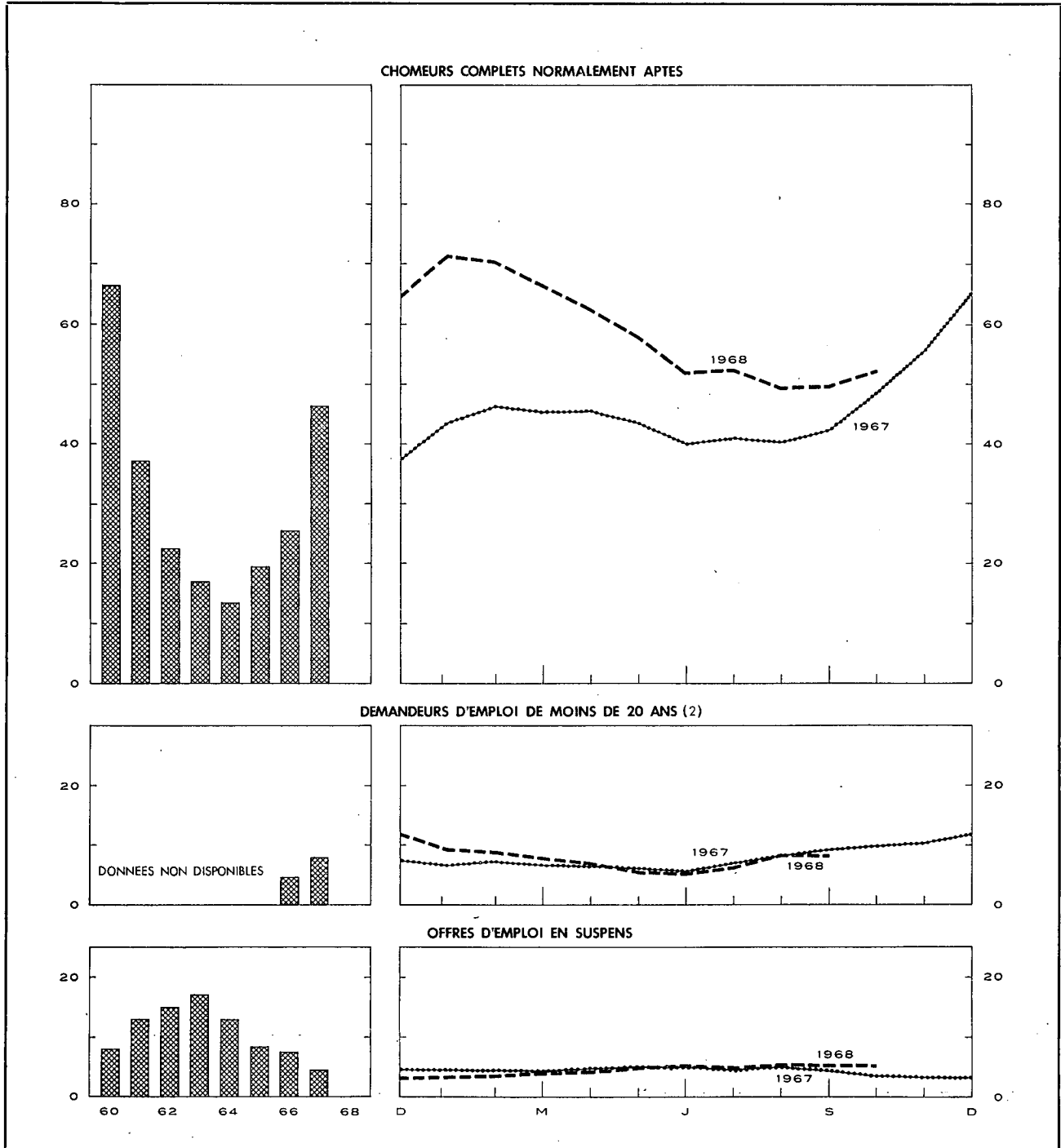
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 p
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	273	256	252	246	262	266	247	232	235
dont : froment	203	206	209	200	216	227	212	199	203
seigle	63	44	39	41	42	34	30	27	27
Céréales non panifiables	252	263	260	255	239	254	260	259	251
Plantes industrielles	96	92	93	94	106	95	92	95	108
Plantes racines et tuberculifères	131	120	116	114	103	98	98	99	90
Légumes cultivés pour la graine	11	11	10	10	11	10	9	8	8
Prés et prairies	819	821	829	825	815	810	810	810	807
Divers	129	136	129	135	129	119	124	123	114
Total ...	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.613
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	773	722	835	759	900	854	650	828	
Autres céréales	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	
Betteraves sucrières	3.370	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	4.000	
Lin (graines et paille)	214	196	231	240	283	190	167	105	
Chicorée à café	55	60	37	47	68	46	29	32	
Pommes de terre	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	159	148	141	132	120	108	95	86	71
Total des bovidés	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805
dont : vaches laitières	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067
Porcs	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	441	429	462	458	429	461	500	548	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

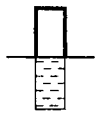
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Aiglefin	232	262	285	300	221	281	233	141	130
Cabillaud	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322
Plie	381	390	291	346	424	322	294	442	516
Sole	257	350	314	347	631	201	263	329	412
Raie	342	323	328	310	298	319	280	182	178
Hareng	260	528	409	273	153	134	112	61	30
Crevettes	89	39	80	48	76	75	72	80	104

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

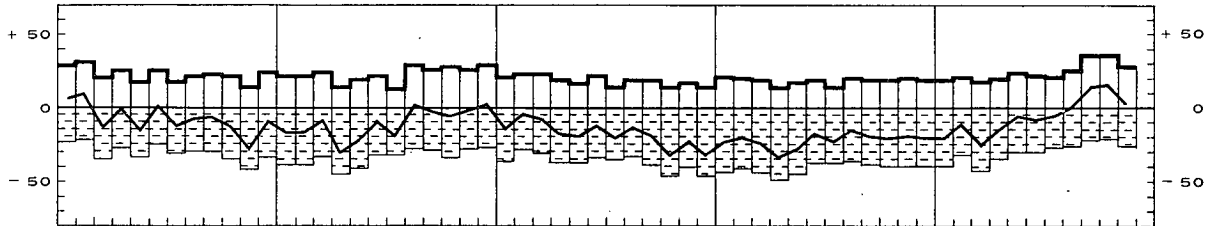
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



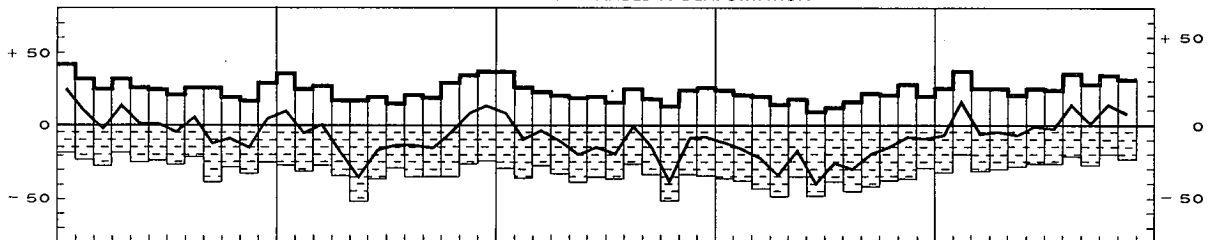
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A,B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

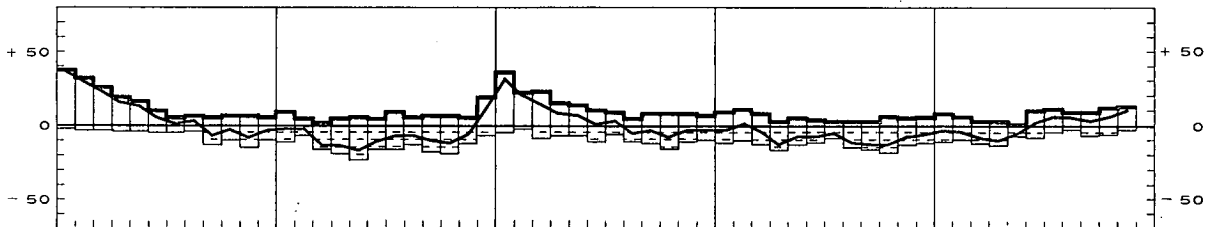
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



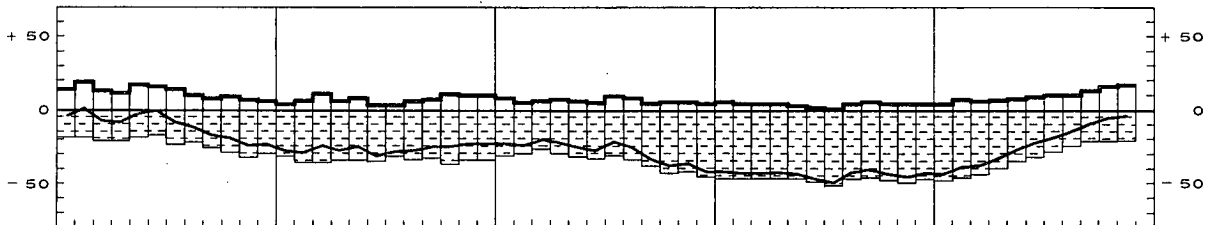
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



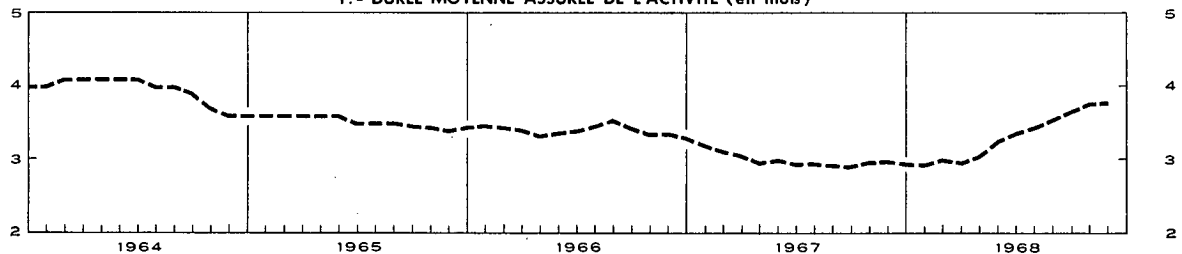
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économiques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1962	125	132	120	130	125
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	148
1966	150	162	148	150	150
1967	p 152	p 165	p 149	152	p 153
1967 2 ^e trimestre	153	165	152	154	151
3 ^e trimestre	143	155	136	148	152
4 ^e trimestre	p 162	p 176	p 157	156	p 155
1968 1 ^{er} trimestre	p 160	p 173	p 154	162	p 160
2 ^e trimestre	p 162	p 176	p 161	162	p 163
3 ^e trimestre	p 153	p 166		p 164	p 159
1967 Octobre	167	181	156	158	152
Novembre	162	176	p 161	156	p 152
Décembre	p 156	p 170	p 155	155	p 162
1968 Janvier	p 157	p 169	p 150	160	p 158
Février	p 156	p 169	p 155	160	p 159
Mars	p 166	p 181	p 156	168	p 163
Avril	p 162	p 177	p 162	163	p 159
Mai	p 164	p 178	p 162	160	p 160
Juin	p 160	p 174	p 160	164	p 169
Juillet	p 132	p 144	128 ^a	p 153	p 150
Août	p 154	p 168	144 ^a	p 166	p 159
Septembre	p 172	p 187		p 173	p 168
Octobre	p 187	p 204		p 180	
Novembre				168 ^a	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

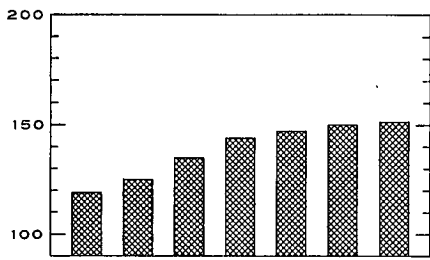
source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole		
									Total	Filatures	Tissage			Bonneterie	
Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)														
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	p 152	73	p 165	149	162	171	p 174	142	134	121	141	150	189	270	267
1967 2 ^e trimestre	153	78	165	161	166	164	171	138	134	120	139	154	191	276	259
3 ^e trimestre	143	65	155	151	148	162	164	145	115	104	122	130	176	244	258
4 ^e trimestre	p 162	74	p 176	147	173	181	p 186	157	147	137	157	159	200	299	283
1968 1 ^{er} trimestre	p 160	70	p 173	137	185	183	p 182	129	144	136	149	157	212	310	313
2 ^e trimestre	p 162	70	p 176	160	187	190	p 184	p 139	145	137	151	157	p210	313	314
3 ^e trimestre	p 153	60		150	174	178	169	141	124	111	133	133	202		376
1967 Octobre	167	78	181	162	175	177	189	167	149	134	157	176	205	316	264
Novembre	162	76	176	149	171	181	186	167	144	132	156	157	200	297	270
Décembre	p 156	68	p 170	129	172	184	p 183	137	147	144	157	144	195	284	314
1968 Janvier	p 157	72	p 169	124	185	181	p 178	125	143	138	146	157	214	317	299
Février	p 156	68	p 169	133	181	180	p 178	124	140	134	145	151	208	296	308
Mars	p 166	69	p 181	153	190	187	p 188	139	147	137	155	164	215	317	331
Avril	p 162	70	p 177	161	187	185	p 183	p 134	146	134	149	169	216	311	322
Mai	p 164	73	p 178	160	188	192	p 186	p 142	145	134	151	156	p212	316	283
Juin	p 160	66	p 174	161	184	191	p 183	p 140	146	142	151	148	p201	312	335
Juillet	p 132	51	144	132	154	162	146	138	88	82	123	89	188		355
Août	p 154	60	168	159	176	184	169	144	127	115	116	147	199		392
Septembre	p 172	69	187	160	192	188	192	140	156	137	161	177	220		381
Octobre	p 187		204	170	209		203	173	175				233		391

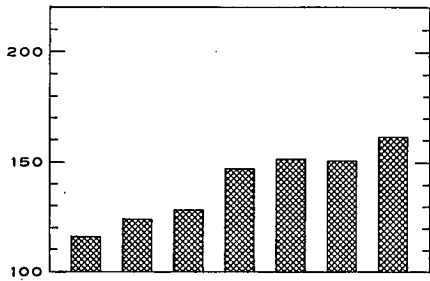
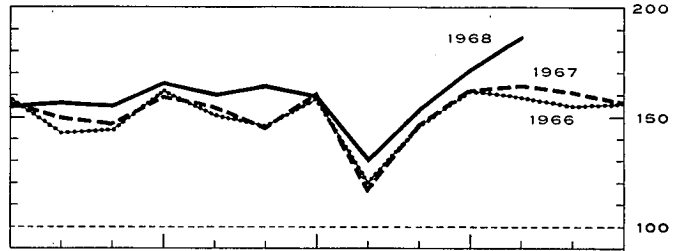
* Non compris la construction.

IV · 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

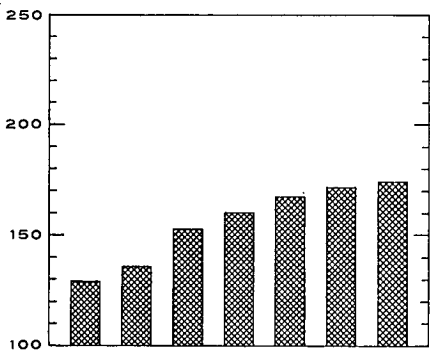
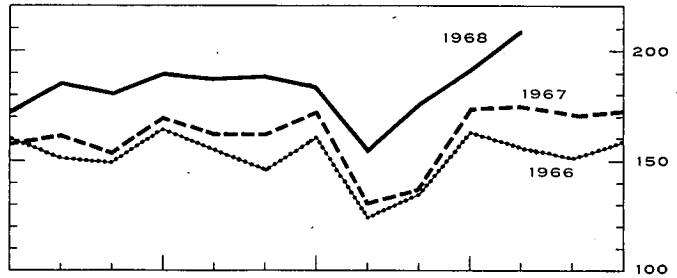
Base 1958 = 100



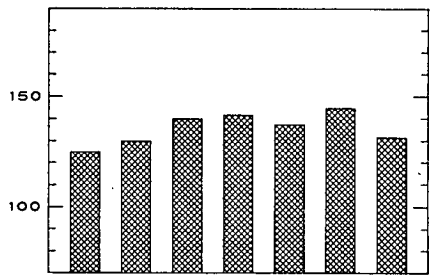
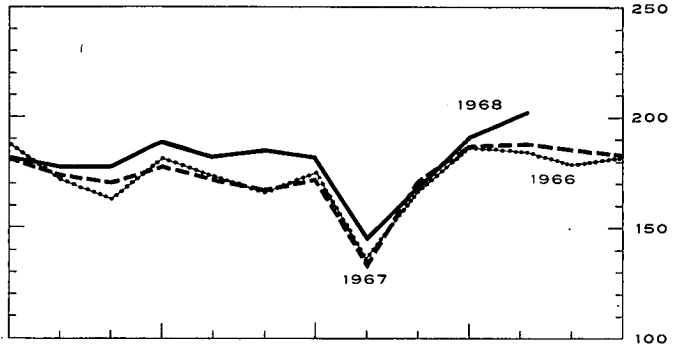
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



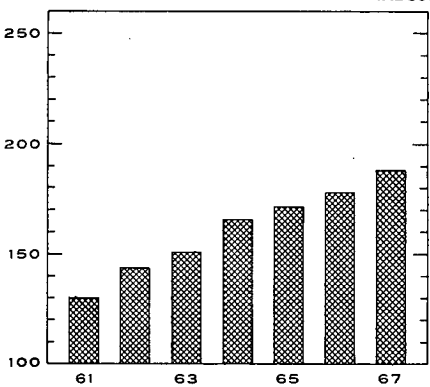
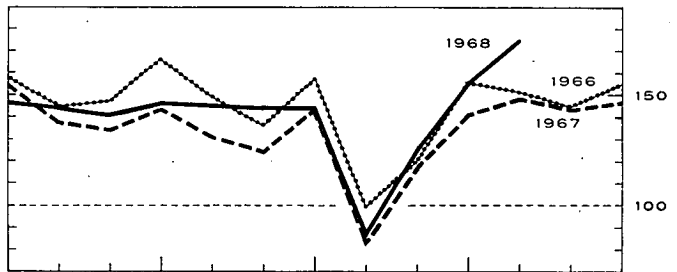
SIDERURGIE



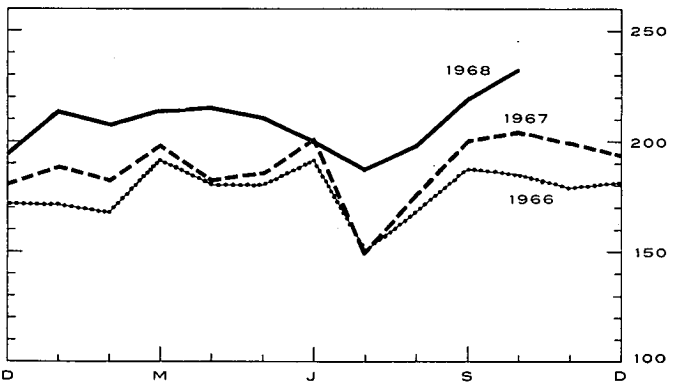
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Imports- tions nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	254
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1966 4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	1.472	3.094	309	2.139	1.314	1.945	1.440	102	321
2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401	100	255
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	1.903	1.314	1.688	1.394	90	233
4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	1.372	2.089	1.527	101	375
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923			
1967 Septembre	1.340	2.889	393	2.165	1.336	1.857	1.381	98	273
Octobre	1.405	2.851	405	2.162	1.348	2.017	1.426	100	321
Novembre	1.431	2.849	380	2.282	1.392	2.067	1.458	99	389
Décembre	1.314	2.644	399	2.385	1.376	2.184	1.696	103	415
1968 Janvier	1.448	2.561	445	2.362	1.407	2.219	1.616	106	449
Février	1.324	2.571	495	2.270	1.415	2.076	1.658	102	430
Mars	1.311	2.544	527	2.308	1.391	2.140	1.787	109	413
Avril	1.336	2.554	440	2.224	1.430	1.995	1.740	103	345
Mai	1.366	2.548	428	2.246	1.432	2.025	1.530	108	243
Juin	1.187	2.493	519	2.199	1.402	1.868	1.810	99	365
Juillet	971	2.429	370	1.827	1.410	1.779	1.917	98	329
Août	1.050	2.286	518	2.200	1.350	1.945	2.119		
Septembre	1.203	2.218	437	2.205	1.413	2.044			
Octobre	p 1.274	p 2.101			p 1.440	2.267			
Novembre	p 1.164	p 1.916			p 1.440				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1966 4 ^e trimestre	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 ^{er} trimestre	788	632	6,89	6,90	13,79	13,42
2 ^e trimestre	829	650	6,74	6,74	13,48	14,20
3 ^e trimestre	743	557	6,15	5,77	11,92	12,17
4 ^e trimestre	879	664	7,09	7,39	14,48	14,95
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	p 7,04	p 8,12	p 15,16	p 14,32
2 ^e trimestre	958	728	p 7,06	p 8,07	p 15,13	p 14,77
3 ^e trimestre	914	658				
1967 Septembre	867	684	6,88	7,17	14,05	14,41
Octobre	882	673	7,06	7,42	14,48	14,43
Novembre	885	648	6,60	6,85	13,45	14,51
Décembre	869	671	7,62	7,90	15,52	15,92
1968 Janvier	954	724	p 6,79	p 7,97	p 14,76	p 13,61
Février	931	715	p 6,81	p 8,30	p 15,11	p 13,71
Mars	973	740	p 7,51	p 8,09	p 15,60	p 15,64
Avril	963	739	p 6,96	p 8,11	p 15,07	p 15,30
Mai	964	746	p 7,80	p 8,90	p 16,70	p 14,75
Juin	947	698	p 6,41	p 7,21	p 13,62	p 14,27
Juillet	812	565	p 7,10	p 6,24	p 13,34	p 11,73
Août	922	656				
Septembre	1.009	754				
Octobre	p 1.076	841				
Novembre	967 ¹					

¹ Estimation de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.693	6.016	20.797	3.280	4.602	5.179
1964	44.232	34.575	14.389	1.653	35.748	6.583	20.661	3.826	5.402	7.248
1965	<i>p</i> 39.252	28.120			39.780	1	2	1	2	9.377
1966	<i>p</i> 42.648	35.727			32.702	1	2	1	2	10.143
1967	<i>p</i> 37.125	32.943			29.645	1	2	1	2	9.304

¹ En 1965, 1966 et 1967, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778, 13.908 et 13.186.

² En 1965, 1966 et 1967, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 27.000, 25.507 et 26.136 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)
1966 4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	2.033	1.011	616
2 ^e trimestre	3.605	2.365	1.295	653
3 ^e trimestre	3.028	2.653	1.194	719
4 ^e trimestre	2.713	2.830	896	1.113
1968 1 ^{er} trimestre	2.979		775	
2 ^e trimestre	3.301		1.038	
1967 Août	2.954	2.661	1.193	753
Septembre	2.671	3.022	1.105	968
Octobre	2.726	2.437	997	1.015
Novembre	2.425	2.519	873	888
Décembre	2.989	3.535	817	1.437
1968 Janvier	2.486		701	
Février	2.168		731	
Mars	4.283		892	
Avril	3.026		1.084	
Mai	3.583		917	
Juin	3.293		1.112	
Juillet	3.424		1.209	
Août	2.961		1.070	

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	116	117	+ 0,9	111	113	+ 1,7	118	111	- 5,9
2 ^e trimestre	117	116	- 0,9	110	111	+ 0,9	118	110	- 6,8
3 ^e trimestre	118	119	+ 0,8	111	112	+ 1,1	116	114	- 1,7
4 ^e trimestre	117	123	+ 5,1	111	114	+ 3,2	114	120	+ 5,3
1 ^{er} trimestre	117	124	+ 6,0	113	118	+ 4,3	111	119	+ 7,2
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	111	120	+ 7,5	110	126	+ 14,5
3 ^e trimestre	119	(e)130	(e) + 9,2	112	117	+ 4,7	114	130	+ 14,0
4 ^e trimestre	123			114			120		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	114	119	+ 4,4	114	126	+ 10,5	120	126	+ 5,0
2 ^e trimestre	116	118	+ 1,7	116	128	+ 10,3	122	127	+ 4,1
3 ^e trimestre	119	120	+ 0,8	121	127	+ 5,0	123	130	+ 5,7
4 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	121	131	+ 8,3	126	134	+ 6,3
1 ^{er} trimestre	119	126	+ 5,9	126	133	+ 5,6	126	138	+ 9,5
2 ^e trimestre	118	106	-10,2	128	136	+ 6,3	127	140	+ 10,2
3 ^e trimestre	120	128	+ 6,7	127			130	142	+ 9,2
4 ^e trimestre	123			131			134		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

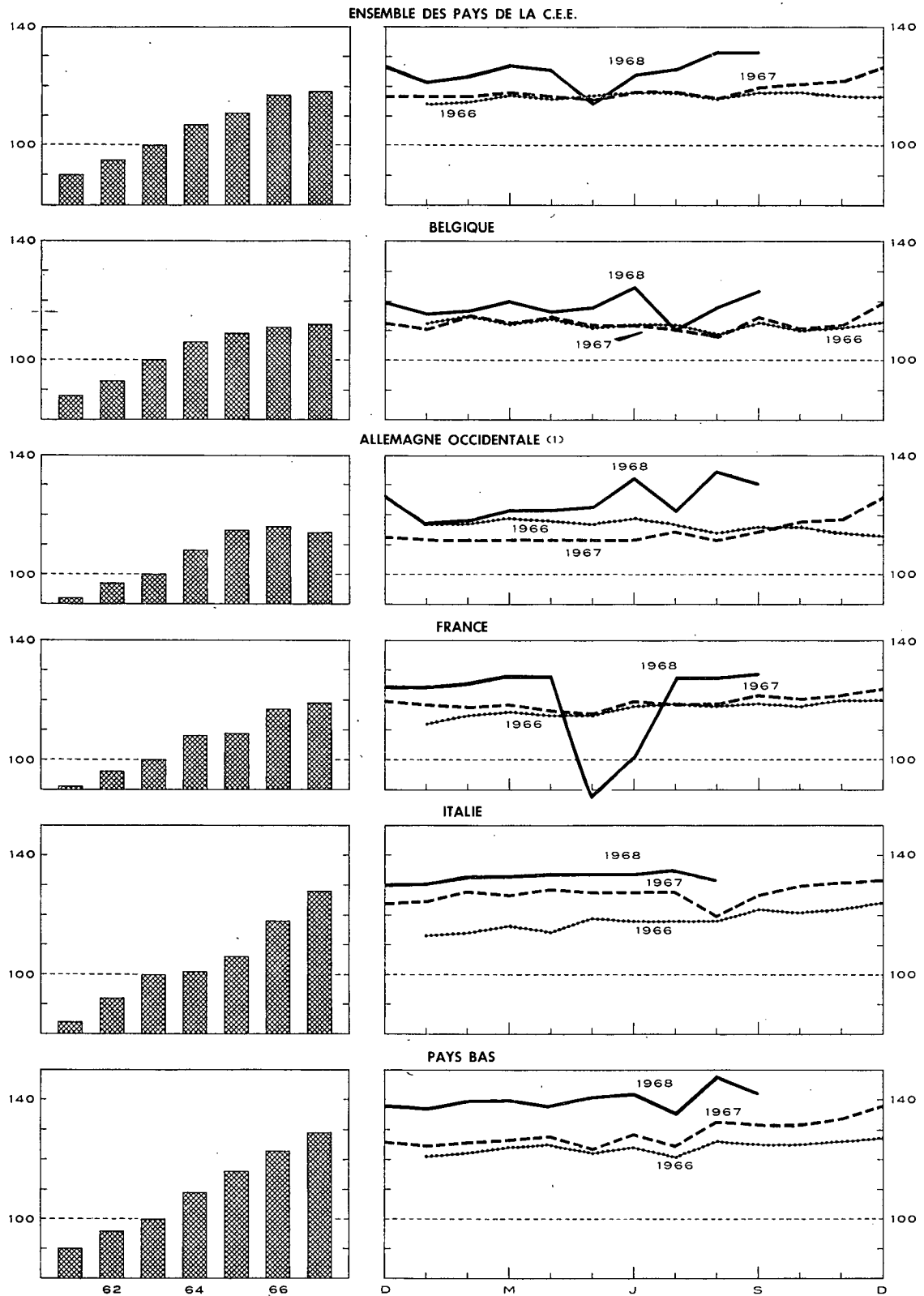
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrîmétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 A partir de 1963, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES
1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total			dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				minerais			
	(millions)			(milliers de tonnes)		(milliers)		
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8
1967 1 ^{er} trimestre	723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 ^e trimestre	714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
3 ^e trimestre	695	466	4.576	1.450	1.198	39	256,0	31,0
4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5
1968 1 ^{er} trimestre	p 685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9
2 ^e trimestre	p 689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7
3 ^e trimestre	p 660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2
1967 Octobre	724	548	5.321	1.570	1.361	47	171,8	25,3
Novembre	695	533	5.104	1.563	1.273	38	96,4	19,0
Décembre	718	550	5.242	1.626	1.323	26	116,6	20,2
1968 Janvier	p 692	542	5.221	1.711	1.322	32	106,8	17,8
Février	p 668	529	5.037	1.477	1.330	31	90,4	17,0
Mars	p 696	542	5.178	1.500	1.400	32	101,8	18,9
Avril	p 694	533	5.176	1.553	1.345	39	133,9	21,2
Mai	p 683	488	4.837	1.584	1.142	34	164,7	24,8
Juin	p 690	532	5.030	1.556	1.218	35	224,4	31,0
Juillet	p 662	513	4.757	1.434	1.201	18	290,1	36,1
Août	p 654	524	4.947	1.486	1.275	31	256,6	32,6
Septembre	p 664	527	5.136	1.478	1.334	67	221,9	30,8
Octobre	p 699	677	6.297	1.956	1.462	39	154,6	26,2

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation
intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	433
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	6.633	497
1967	4.872	3.510 2	1.679 2	125	136	74	7.111	522
1967 1 ^{er} trimestre ..	4.916	3.597	1.562	141	143	94	6.705	493
2 ^e trimestre	5.029	3.350	1.312	111	128	60	7.635	557
3 ^e trimestre	4.713	2.390	1.447	125	126	67	7.048	517
4 ^e trimestre	4.829	4.435	1.455	125	146	75	7.055	518
1968 1 ^{er} trimestre ..	5.080	4.197	1.790	110	102	86	7.321	511
2 ^e trimestre	5.136	3.934	2.103	110	95	78	7.859	556
3 ^e trimestre	5.064			135				
1967 Septembre ...	4.560	1.836	1.314	118	137	108	7.299	547
Octobre	4.907	3.413	1.863	121	187	51	7.531	562
Novembre	4.522	5.884	1.238	139	125	84	6.767	491
Décembre	5.057	4.008	1.264	114	127	90	6.867	500
1968 Janvier	4.952	3.597	1.297	125	123	102	6.434	446
Février	4.801	4.556	1.796	113	104	93	7.460	522
Mars	5.487	4.439	2.278	92	80	63	8.069	564
Avril	4.820	3.777	2.368	104	77	83	7.702	559
Mai	5.362	4.227	2.031	119	120	65	7.737	563
Juin	5.226	3.799	1.911	107	89	85	8.139	545
Juillet	5.076	4.114	1.815	111			6.771	529
Août	5.155	3.736	2.326	140			9.151	630
Septembre ...	4.889			155				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

2 Source : Administration du port d'Anvers.

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1967	1.706	1.257	101	50	92	67	38
1966 4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
3 ^e trimestre	4.271	3.370	231	99	214	146	61
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.652	1.169	104	52	110	69	41
1967 Juillet	5.599	4.685	196	167	248	94	64
Août	5.676	4.437	352	82	277	271	62
Septembre	1.537	987	144	49	118	73	56
Octobre	582	300	44	32	34	37	43
Novembre	509	283	41	27	20	28	34
Décembre	478	293	33	27	19	21	19
1968 Janvier	381	205	29	21	16	25	23
Février	372	199	32	21	16	24	20
Mars	423	225	36	23	20	29	21
Avril	1.553	1.114	134	37	104	50	26
Mai	1.057	675	79	41	71	47	45
Juin	2.345	1.719	99	78	156	111	52
Juillet	5.793	4.793	178	187	222	216	56

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 2				Indice général	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	226	322	174	143	172
2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
1967 Septembre	231	233	218	210	244	192	236	341			
Octobre	229	229	232	190	240	186	246	337			
Novembre	257	235	234	181	230	193	251	341			
Décembre	327	303	300	227	344	235	272	440			
1968 Janvier	208	231	182	203	212	200	237	378			
Février	202	233	164	192	234	188	232	381			
Mars	231	259	204	212	246	203	244	427			
Avril	239	241	246	205	236	195	252	405			
Mai	243	237	242	214	262	207	270	427			
Juin	235	220	244	199	246	193	252	409			
Juillet	245	218	250	214	270	183	246	403			
Août	229	235	196	185	248	193	264	440			
Septembre	227	222	208	203	258	181	258	400			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^o semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^o semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 2 ^o semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^o semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^o semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6

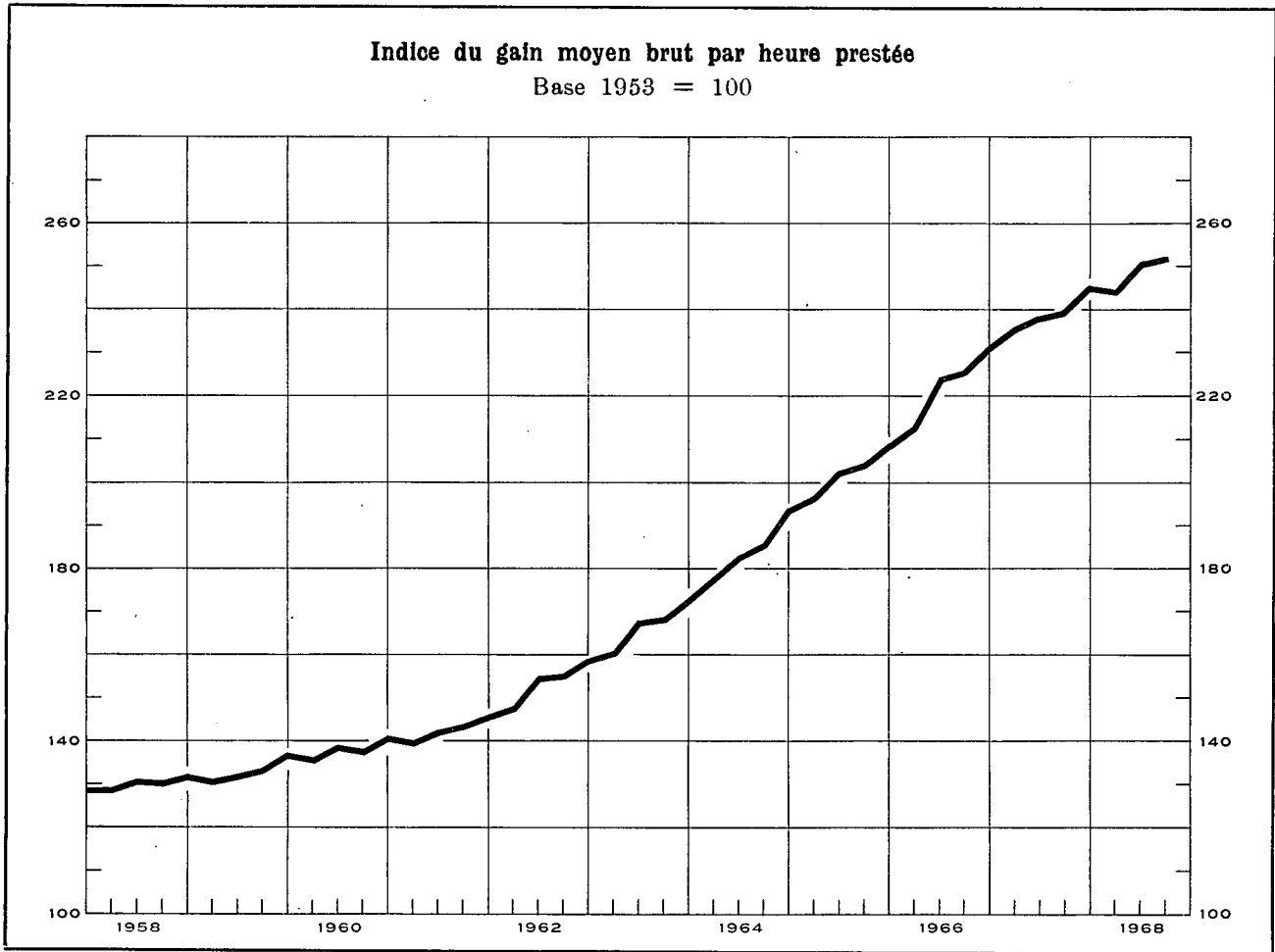
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^o semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^o semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^o semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.037	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^o semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^o semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^o semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1967 Juin	238	222	230		265
Sept.	239	224	234		267
Déc.	246	228	237		274
1968 Mars ... p	244	230	239		274
Juin ... p	251	232	242		282
Sept. ... p	252	237	246		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	83,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	88,6	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,2	82,0	79,6
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	89,6	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,5	82,7	80,2
Sept.-Octobre p	77,09	99,4	80,6	89,0	82,2	79,8
1968 Juillet ... (e)	83,65	94,4	67,6	85,7	85,2	76,8

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIIIe Rapport annuel O.N.S.S., p. 247.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	45,70	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64
Carrières ¹	37,58	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19
Total des industries extractives ¹	45,10	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	29,41	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67
Boissons	32,30	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14
Tabac	26,12	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33
Industries textiles	27,55	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37
Chaussures, habillement	23,16	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18
Bois (sauf meubles)	30,47	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73
Industrie du meuble	31,38	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50
Papier, articles en papier	33,39	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09
Impressions et reliures	37,02	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90
Cuir (sauf chaussures, habillement)	27,82	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	34,16	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85
Industries chimiques	35,08	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30
Industrie du pétrole	53,33	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37
Produits minéraux non métalliques	34,43	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58
Industries métallurgiques de base	45,11	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	35,92	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	37,70	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72
Industrie électrotechnique	33,57	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73
Construction de matériel de transport ...	42,06	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32
Total des industries manufacturières	33,26	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86
dont : hommes	37,13	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51
femmes	22,78	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94
Construction ¹	36,21	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	35,00	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24
dont : hommes	37,99	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne. Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	38,4	102	24,7	16	418	1.223	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 ^e trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
4 ^e trimestre	209	37,5	95	25,6	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre			107		17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre			106		18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^e trimestre			104		19	454	1.300		
1967 Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
Décembre	207	37,2	103	25,3	17	560	1.351	30,0	2,88
1968 Janvier	210	p 37,2	104	23,0	17	596	1.323	33,0	2,88
Février			108		16	727	1.317	34,0	2,88
Mars			107		17	719	1.317	31,0	2,88
Avril			106		17	531	1.315	28,5	2,88
Mai			106		18	464	1.306	26,0	2,91
Juin			106		19	481	1.306	24,0	2,91
Juillet			105		19	446	1.302	24,0	2,91
Août			103		19	447	1.297	24,0	2,91
Septembre			104		19	470	1.300		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
3 ^e trimestre	86	89	100	104	90	120
4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
1967 Novembre	92	88	101	106	91	140
Décembre	101	88	101	107	90	140
1968 Janvier	102	88	101	107	90	129
Février	103	89	102	109	91	117
Mars	103	88	103	109	91	126
Avril	99	88	101	106	90	118
Mai	99	88	100	105	90	108
Juin	99	89	100	106	89	121
Juillet	97	89	99	105	88	114
Août	97	87	99	105	87	118
Septembre	97	88	99	106	87	114
Octobre	99	87	100	106	87	
Novembre	102	89				

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1959	101,4	95,0	95,9	94,1	103,0	105,9	97,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1967 1 ^{er} trimestre	114,2	119,5	136,4	105,4	112,9	115,0	106,6	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
2 ^e trimestre	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
3 ^e trimestre	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
3 ^e trimestre	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
1966 Décembre	114,0	118,8	137,5	103,4	112,8	114,9	107,2	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,0	135,8	103,3	112,8	114,9	107,1	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
Septembre	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
Novembre	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	118,1	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3

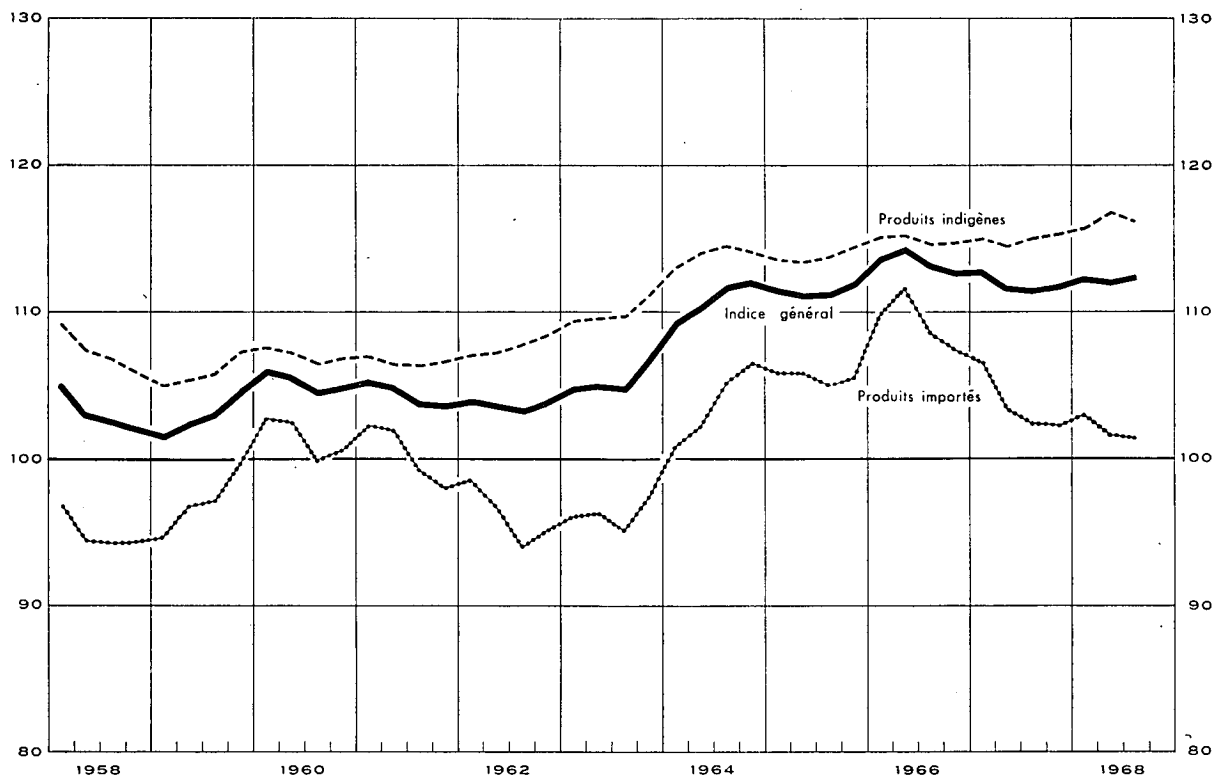
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1958 = 100

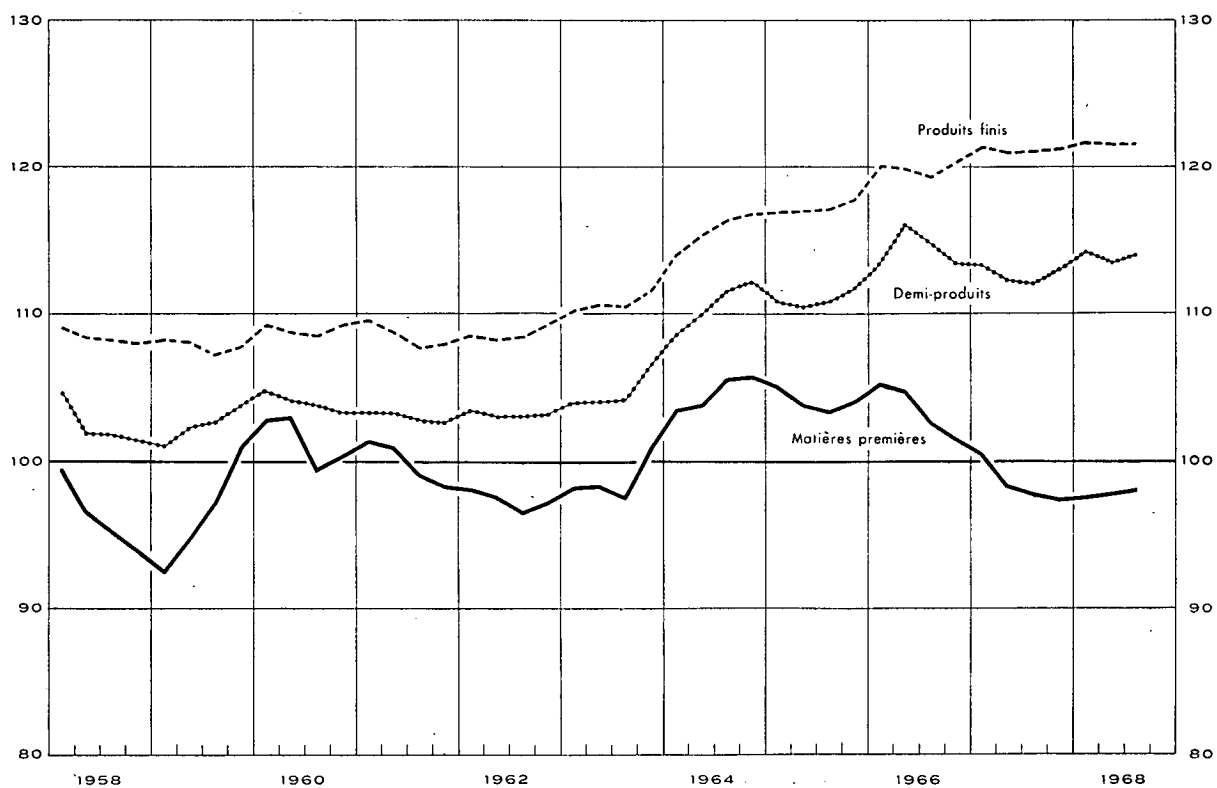
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

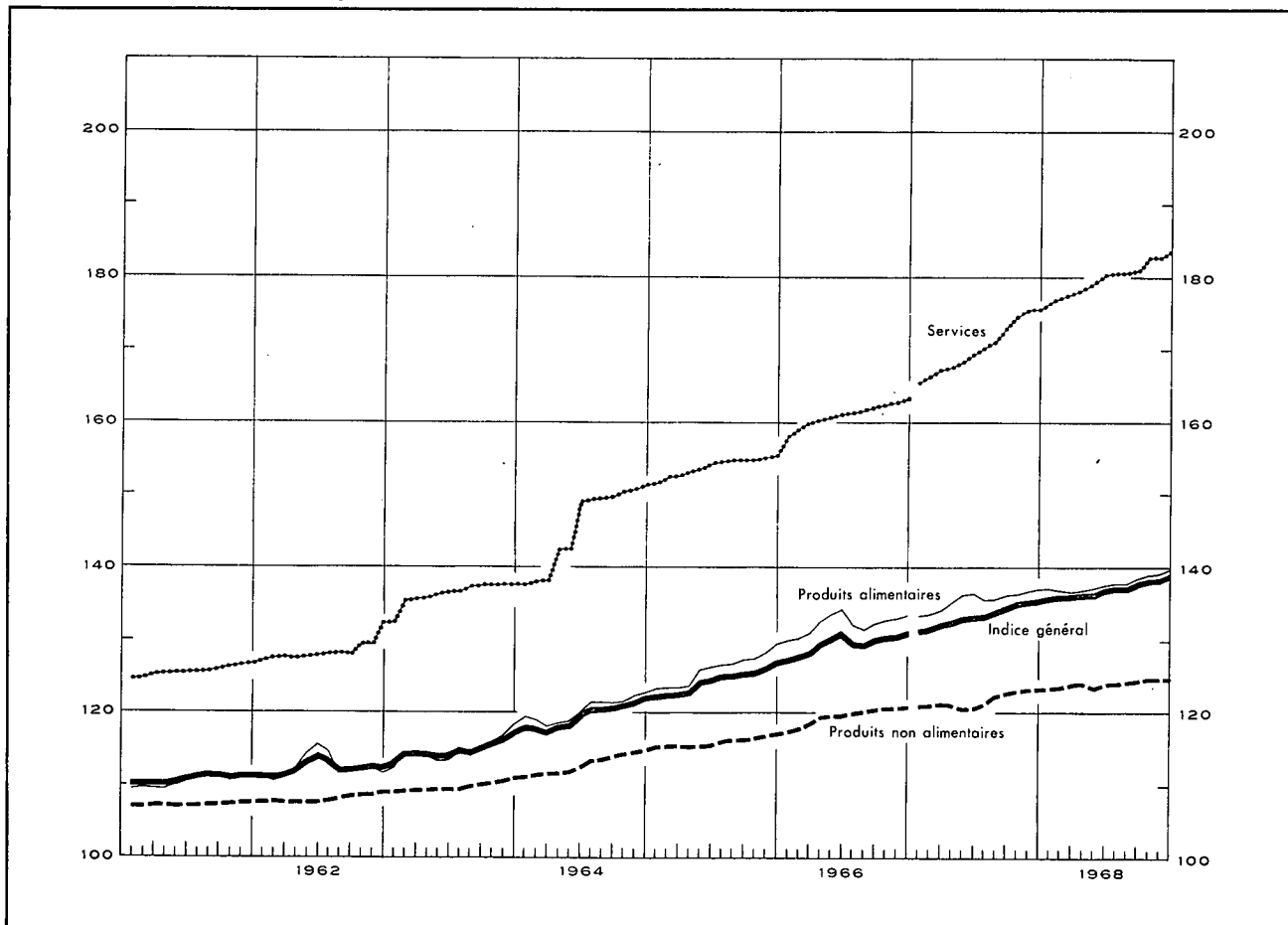
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL ET DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1953 = 100¹

Source : Ministère des Affaires Economiques.



¹ A partir de janvier 1967, les données servant à établir le graphique ci-dessus, ne sont plus calculées directement, mais résultent de la conversion sur la base 1953 = 100 de l'indice des prix à la consommation (cf. tableau 4 b.) qui remplace depuis janvier 1968 l'indice des prix de détail. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 1,2992 pour l'indice général.

VII - 4 a. — INDICES DES PRIX DE DETAIL

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 68 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1967	133,62		135,5		122,6		172,1	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1 ^{er} trimestre	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 ^e trimestre	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 ^e trimestre	130,06	133,99	131,9	135,5	120,3	123,2	161,7	173,6
4 ^e trimestre	130,96	135,09	133,0	136,2	120,9	123,6	162,9	180,8
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre	130,38	134,49	132,3	135,7	120,6	123,7	162,2	175,8
Octobre	130,80	134,76	132,8	135,8	120,9	123,5	162,5	179,8
Novembre	130,88	135,16	132,9	136,3	120,9	123,6	162,9	181,2
Décembre	131,19	135,35	133,4	136,6	121,0	123,7	163,3	181,4

¹ L'indice des prix de détail, base 1953 = 100, repris dans le présent tableau a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Il est remplacé par un nouvel indice, base 1966 = 100, dénommé « Indices des prix à la consommation » et repris au tableau VII - 4b ci-après.

VII - 4 b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Années 1967 et 1968

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 147 produits		Produits alimentaires 60 produits		Produits non alimentaires 48 produits		Services 89 services	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1 ^{er} trimestre	101,59	104,74	101,13	103,53	101,25	103,41	103,34	109,94
2 ^e trimestre	102,48	105,25	102,78	103,77	101,07	103,57	104,66	111,27
3 ^e trimestre	103,29	105,95	102,78	104,43	102,12	103,95	106,55	112,21
4 ^e trimestre	104,27	106,81	103,41	105,37	102,94	104,32	108,76	113,73
Janvier	101,34	104,67	100,86	103,71	101,09	103,27	102,84	109,59
Février	101,57	104,73	101,05	103,54	101,19	103,41	103,32	109,88
Mars	101,87	104,83	101,47	103,35	101,46	103,56	103,85	110,36
Avril	102,21	105,05	102,22	103,56	101,35	103,66	104,16	110,66
Mai	102,52	105,16	103,02	103,69	100,90	103,37	104,54	111,24
Juin	102,71	105,54	103,11	104,06	100,95	103,67	105,29	111,91
Juillet	102,83	105,74	102,55	104,29	101,42	103,77	105,92	112,09
Août	103,23	105,84	102,67	104,24	102,29	103,92	106,21	112,18
Septembre	103,80	106,26	103,12	104,75	102,65	104,17	107,52	112,37
Octobre	104,04	106,67	103,09	105,12	102,81	104,32	108,44	113,55
Novembre	104,33	106,69	103,49	105,25	102,98	104,32	108,89	113,57
Décembre	104,44	107,07	103,64	105,75	103,04	104,32	108,96	114,06

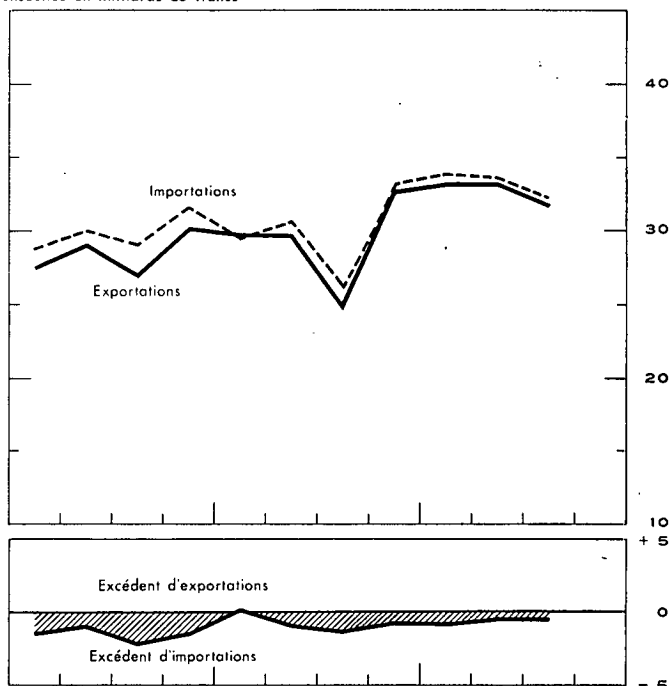
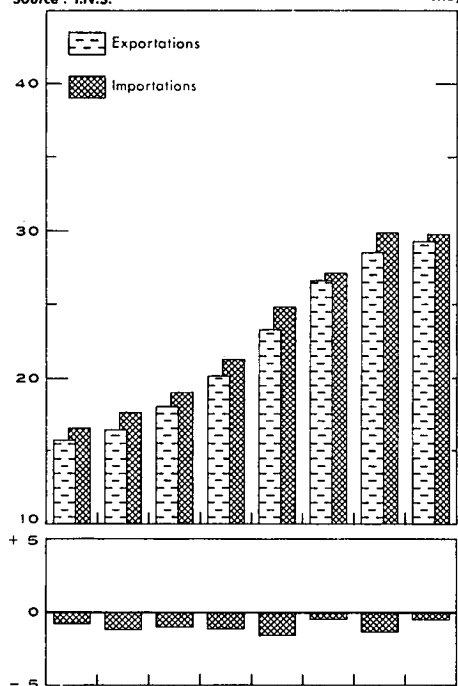
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financiële Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

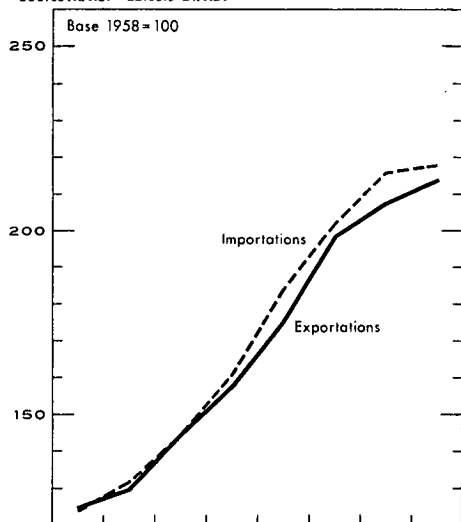
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

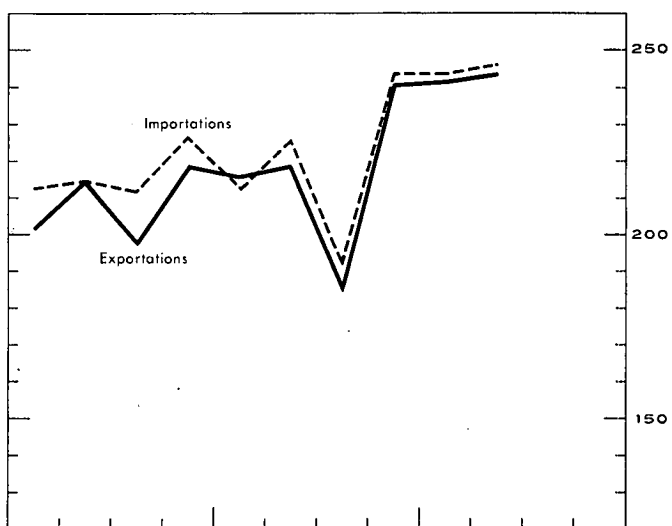
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

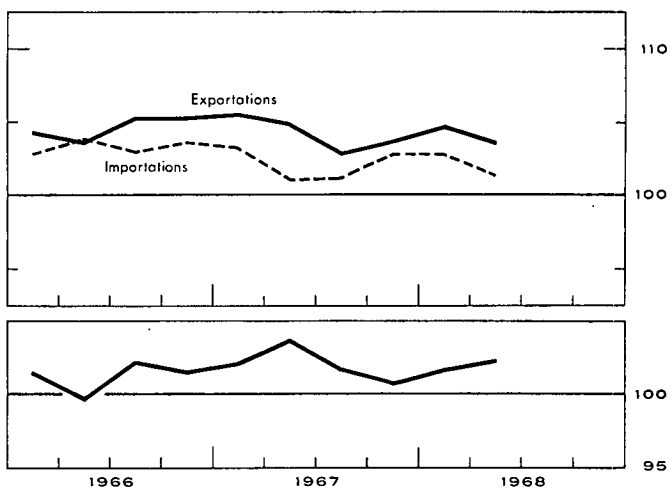
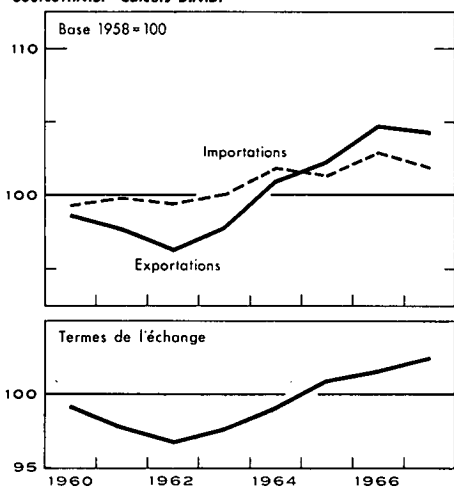


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 ^e trimestre	30,7	29,8	- 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	- 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre	33,2	32,6	- 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	- 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	- 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	- 0,7	98					
1967 Janvier-Novembre	29,6	29,0	- 0,6	98					
1968 Janvier-Novembre p	34,2	33,6	- 0,6	98					
1967 Septembre	25,7	26,4	+ 0,7	103					
Octobre	31,9	34,9	+ 3,0	109					
Novembre	34,6	30,8	- 3,8	89					
Décembre	32,6	32,2	- 0,4	99					
1968 Janvier	31,1	31,2	+ 0,1	100					
Février	35,1	33,5	- 1,6	96					
Mars	35,3	35,0	- 0,3	99					
Avril	32,3	35,0	+ 2,7	109					
Mai	35,2	33,1	- 2,2	94					
Juin	30,9	31,4	+ 0,5	102					
Juillet	31,3	34,3	+ 3,0	110					
Août	31,9	27,5	- 4,4	86					
Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre p	40,9	39,8	- 1,1	97					
Novembre p	35,3	35,2	- 0,1	100					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N B — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1967 1 ^{er} trimestre .	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre .	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre .	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre .	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
1967 Décembre	4,06	8,40	3,32	4,14	2,73	0,12	0,63	0,73	1,61	1,79	4,62	32,15
1968 Janvier	4,61	8,88	2,88	4,02	2,73	0,11	0,68	0,73	1,31	1,70	4,02	31,17
Février	5,10	8,03	3,73	4,22	3,02	0,09	0,86	0,73	1,72	1,73	4,28	33,51
Mars	4,74	9,20	3,70	4,28	3,08	0,07	0,92	0,71	1,86	1,89	4,56	35,01
Avril	4,80	9,04	3,89	4,27	3,10	0,11	0,84	0,72	1,75	1,74	4,76	35,02
Mai	4,54	8,46	3,11	4,12	2,84	0,10	0,72	0,75	2,27	1,71	4,52	33,14
Juin	4,53	8,41	2,69	4,02	2,78	0,08	1,00	0,67	1,34	1,55	4,36	31,43
Juillet	4,97	8,33	3,43	4,21	3,30	0,12	0,89	0,66	2,11	1,64	4,67	34,33
Août	4,36	5,84	2,57	3,51	2,95	0,10	0,98	0,65	1,11	1,46	3,95	27,48
Septembre ...	4,57	8,69	3,13	4,23	3,11	0,11	1,16	0,79	1,77	1,60	4,58	33,74

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1967 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. I, no 6, juin 1968.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9	autres produits 10					alimentaires	autres 11	durables 12	
													liquides 8	autres												produits animaux	produits végétaux	autres 11
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1966 4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
2 ^e trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
3 ^e trimestre	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

4 Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1968, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966		1967				1968	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	101,3	101,2	100,7	98,4	98,3	100,3	100,1	98,9
Biens de consommation	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	104,8	106,8	106,4	103,0	103,7	104,9	104,3	102,5
Biens d'équipement	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	109,5	113,2	112,9	113,1	114,1	114,8	116,5	113,7
Ensemble ...	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	103,0	103,7	103,3	101,1	101,2	102,9	102,9	101,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	92,1	92,7	91,9	91,7	91,3	90,6	89,9	89,8
Fabrications métalliques	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	106,3	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1	109,3	108,3
Métaux non ferreux	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	178,9	169,4	169,5	155,6	153,6	159,9	181,2	175,7
Textiles	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	106,5	107,4	108,1	105,0	104,2	102,0	101,7	99,0
Produits chimiques	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	95,7	95,2	94,2	94,2	94,1	93,5	92,4	93,8
Industrie houillère	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	70,2	73,9	68,1	71,7	72,1	75,9	76,6	73,8
Industrie pétrolière	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	73,6	71,0	72,1	71,7	76,7	77,3	80,0	77,1
Verres et glaces	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	100,6	101,4	102,6	98,8	102,4	102,4	103,6	103,1
Produits agricoles	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	110,8	119,2	116,6	119,0	112,2	110,7	111,8	111,4
Ciments	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	99,7	99,9	101,6	100,8	100,7	100,1	99,4	100,0
Carrières	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	96,2	97,5	103,6	99,5	98,6	100,6	104,0	100,2
Céramiques	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,3	113,2	114,3	115,0	119,6	115,2	115,4	118,0
Bois et meubles	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	110,1	112,1	112,5	113,4	112,4	113,9	112,4	111,6
Peaux, cuirs et chaussures	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	129,6	123,5	124,7	119,5	119,3	112,9	113,2	112,3
Papier et livre	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	100,8	97,6	99,1	96,1	98,9	99,8	100,7	96,8
Tabacs manufacturés	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	118,6	117,9	112,0	119,2	127,9	120,6	128,0	127,8
Caoutchouc	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	86,2	87,4	82,9	80,5	82,9	83,9	79,7	83,0
Industries alimentaires	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	99,0	95,7	97,8	98,7	96,0	98,0	95,0	94,0
Divers	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	82,3	79,8	86,7	78,4	73,2	78,8	80,7	82,1
Ensemble ...	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	105,4	105,4	105,6	104,9	103,0	103,8	104,8	103,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	102,3	101,6	102,2	103,8	101,8	100,9	101,8	102,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966		1967				1968	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
										IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits							
Biens de production	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	203,4	220,7	204,3	211,5	179,4	243,2	243,8	241,9
Biens de consommation	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	228,1	236,9	238,8	260,1	232,0	255,2	257,8	275,8
Biens d'équipement	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	238,2	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9	230,9	231,2
Ensemble ...	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	212,2	226,9	213,4	225,7	192,8	244,1	244,1	246,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	158,7	161,0	178,8	183,0	148,4	183,5	199,4	193,7
Fabrications métalliques	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	225,2	280,3	262,9	277,2	213,7	286,0	288,8	298,9
Métaux non ferreux	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	182,1	174,1	181,5	176,4	157,6	200,7	206,4	199,4
Textiles	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	196,7	214,1	201,0	199,3	172,0	231,2	224,1	227,3
Produits chimiques	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	193,0	217,2	241,1	214,4	241,2	252,8	232,2	212,6	279,8	295,6	284,5
Industrie houillère	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	46,4	51,0	50,7	57,4	50,4	47,9	33,2	36,9
Industrie pétrolière	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	201,8	166,6	158,5	184,2	166,7	172,4	191,5	206,2
Verres et glaces	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	172,5	208,5	206,1	212,1	173,2	239,7	230,2	228,1
Produits agricoles	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	236,7	256,7	283,9	259,1	250,0	349,5	338,7	313,3
Ciments	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	119,9	107,0	90,3	117,1	105,7	112,5	91,3	133,1
Carrières	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	220,4	215,3	188,3	240,7	213,8	245,5	207,7	231,0
Céramiques	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	243,8	253,9	231,1	226,8	203,7	270,0	222,0	240,9
Bois et meubles	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	445,1	533,4	523,1	532,8	447,2	589,6	546,6	599,3
Peaux, cuirs et chaussures	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	197,8	231,2	221,1	216,2	214,0	266,3	254,0	242,2
Papier et livre	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	253,2	308,9	295,5	294,7	256,3	330,3	320,3	340,4
Tabacs manufacturés	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	338,1	346,2	326,4	373,2	369,6	429,6	366,3	382,4
Caoutchouc	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	257,2	284,9	277,5	326,2	274,7	327,0	337,9	375,2
Industries alimentaires	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	290,5	330,8	273,8	328,9	285,2	374,4	324,8	384,9
Divers	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	199,6	233,2	208,5	194,9	193,4	241,1	230,0	217,9
Ensemble ...	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	197,5	218,8	216,0	219,1	186,1	241,3	242,2	243,9

* Voir 2° du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1967 2 ^e trimestre	6,38	5,89	- 0,49	4,25	5,27	+ 1,02	4,76	6,58	+ 1,82
3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
1967 Octobre	7,01	6,84	- 0,17	5,28	5,77	+ 0,49	4,96	7,25	+ 2,29
Novembre	7,20	7,06	- 0,14	4,81	5,47	+ 0,66	4,94	6,44	+ 1,50
Décembre	6,91	6,28	- 0,63	4,89	5,86	+ 0,97	4,33	6,76	+ 2,43
1968 Janvier	6,44	6,37	- 0,07	4,54	5,74	+ 1,20	4,61	6,46	+ 1,85
Février	6,89	6,14	- 0,75	5,24	5,80	+ 0,56	4,80	6,80	+ 2,00
Mars	7,50	7,18	- 0,32	5,50	6,20	+ 0,70	4,98	7,62	+ 2,64
Avril	6,99	7,08	+ 0,09	5,16	6,29	+ 1,13	4,92	8,15	+ 3,23
Mai	7,15	7,02	- 0,13	4,35	5,41	+ 1,06	5,14	7,14	+ 2,00
Juin	6,35	6,52	+ 0,17	3,54	4,80	+ 1,26	4,73	7,43	+ 2,70
Juillet	6,64	7,12	+ 0,48	5,26	7,09	+ 1,83	3,97	6,61	+ 2,64
Août	6,30	6,38	+ 0,08	4,37	4,49	+ 0,12	5,08	5,19	+ 0,11
Septembre	6,92	7,56	+ 0,64	4,74	6,55	+ 1,81	5,37	7,49	+ 2,12
Octobre	8,66	8,96	+ 0,30	6,46	7,85	+ 1,39	5,88	8,48	+ 2,60
Novembre		7,57			7,24			7,15	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes (O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1967 2 ^e trimestre	1,38	1,18	- 0,20	16,77	18,92	+ 2,15	20,97	22,81	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
1967 Octobre	1,53	1,24	- 0,29	18,78	21,10	+ 2,32	22,81	26,05	+ 3,24
Novembre	1,44	1,17	- 0,27	18,39	20,14	+ 1,75	22,93	24,14	+ 1,21
Décembre	1,31	1,33	+ 0,02	17,44	20,23	+ 2,79	21,65	24,71	+ 3,06
1968 Janvier	1,27	1,11	- 0,16	16,86	19,68	+ 2,82	21,34	23,85	+ 2,51
Février	1,56	1,09	- 0,47	18,49	19,83	+ 1,34	23,29	24,69	+ 1,40
Mars	1,46	1,31	- 0,15	19,44	22,31	+ 2,87	24,27	26,73	+ 2,46
Avril	1,49	1,32	- 0,17	18,56	22,84	+ 4,28	22,62	27,26	+ 4,64
Mai	1,41	1,38	- 0,03	18,05	20,95	+ 2,90	23,00	25,19	+ 2,19
Juin	1,38	1,26	- 0,12	16,00	20,01	+ 4,62	20,57	24,17	+ 3,60
Juillet	1,65	1,32	- 0,33	17,52	22,14	+ 4,62	21,74	26,50	+ 4,76
Août	1,37	0,86	- 0,51	17,12	16,92	- 0,20	21,44	20,45	- 0,99
Septembre	1,39	1,10	- 0,29	18,42	22,70	+ 4,28	22,59	26,58	+ 3,99
Octobre	1,68	1,53	- 0,15	22,68	26,82	+ 4,14	28,08	31,54	+ 3,46
Novembre		1,50			23,46			27,32	

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1967 2 ^e trimestre	2,60	2,53	- 0,07	2,27	1,33	- 0,94	1,72	1,04	- 0,68
3 ^e trimestre	2,22	2,06	- 0,16	1,92	1,07	- 0,85	1,46	0,85	- 0,61
4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
1967 Octobre	2,35	3,29	+ 0,94	1,58	1,87	+ 0,29	1,67	1,37	- 0,30
Novembre	2,69	2,55	- 0,14	2,19	1,41	- 0,78	2,75	0,96	- 1,79
Décembre	3,14	2,69	- 0,45	2,15	1,61	- 0,54	1,74	1,07	- 0,67
1968 Janvier	2,64	3,11	+ 0,47	2,42	1,46	- 0,96	1,30	0,96	- 0,34
Février	2,98	3,85	+ 0,87	2,62	1,87	- 0,75	1,96	1,31	- 0,65
Mars	3,00	3,93	+ 0,93	2,56	1,63	- 0,93	2,21	1,12	- 1,09
Avril	2,66	3,02	+ 0,36	1,87	1,52	- 0,35	1,91	1,08	- 0,83
Mai	3,21	3,36	+ 0,15	2,77	1,48	- 1,29	1,70	1,16	- 0,54
Juin	2,58	2,98	+ 0,40	2,48	1,45	- 1,03	1,56	0,92	- 0,64
Juillet	2,48	3,08	+ 0,60	2,43	1,47	- 0,96	2,12	1,07	- 1,05
Août	2,85	2,61	- 0,24	2,50	1,14	- 1,36	1,76	1,15	- 0,61
Septembre	2,59	3,24	- 0,65	2,16	1,29	- 0,87	2,12	0,76	- 1,36
Octobre	3,51	3,10	- 0,41	3,05	1,45	- 1,60			
Novembre		3,19			1,42				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1967 2 ^e trimestre	1,40	0,62	- 0,78	1,38	0,28	- 1,10	0,53	0,69	+ 0,16
3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
1967 Août	1,70	0,58	- 1,12	1,49	0,23	- 1,26	0,64	0,60	- 0,04
Septembre	0,67	0,42	- 0,25	0,49	0,20	- 0,29	0,59	0,46	- 0,13
Octobre	1,24	1,04	- 0,20	1,60	0,24	- 1,36	0,52	0,93	+ 0,41
Novembre	1,14	0,56	- 0,58	1,22	0,24	- 0,98	0,67	0,80	+ 0,13
Décembre	1,24	0,97	- 0,27	1,39	0,18	- 1,21	0,67	0,75	+ 0,08
1968 Janvier	1,58	0,60	- 0,98	1,36	0,39	- 0,97	0,55	0,65	+ 0,10
Février	1,33	0,81	- 0,52	1,97	0,25	- 1,72	0,63	0,62	- 0,01
Mars	1,26	0,60	- 0,66	1,55	0,27	- 1,28	0,73	0,65	- 0,08
Avril	1,59	0,93	- 0,66	0,60	0,30	- 0,30	0,64	0,65	+ 0,01
Mai	1,49	0,67	- 0,82	1,32	0,27	- 1,05	0,57	0,70	+ 0,13
Juin	1,07	0,71	- 0,36	1,80	0,34	- 1,46	0,58	0,63	+ 0,05
Juillet	1,02	0,67	- 0,35	0,84	0,40	- 0,44	0,53	0,60	+ 0,07
Août	1,30	0,66	- 0,64	1,28	0,33	- 0,95	0,56	0,47	- 0,09
Septembre	1,28	0,59	- 0,69	1,29	0,27	- 1,02	0,55	0,52	- 0,03

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la P.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	283,3	287,2	- 3,9
1.12 Travail à façon	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	10,9	3,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	5,4	—	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	0,5	2,9	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	14,3	12,7	+ 1,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	5,5	4,9	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	12,1	18,5	- 6,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	16,4	15,2	+ 1,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	9,8	6,1	+ 3,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	5,9	1,6	+ 4,3
1.82 Autres	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	25,2	24,5	+ 0,7
Total 1 ...	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	389,3	376,7	+ 12,6
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	7,8	6,3	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	0,3	4,3	- 4,0
Total 2 ...	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	8,1	10,6	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	—	1,9	- 1,9
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	2,8	6,8	- 4,0
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	0,1	0,5	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	0,5	- 0,5
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	2,9	9,7	- 6,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	...	1,3	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	4,0	1,8	+ 2,2
4.3 Secteur privé ⁴ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements Belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	—	5,3	- 5,3
4.312 Investissements directs	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 2,0	- 0,4	—	2,6	- 2,6
4.313 Immeubles	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	—	1,5	- 1,5
4.314 Autres	- 0,8	- 4,0	- 5,4	...	- 0,3	1,3	—	+ 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	2,8	—	+ 2,8
4.322 Investissements directs	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	11,5	—	+ 11,5
4.323 Immeubles	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	—	0,2	- 0,2
4.324 Autres	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3
Total 4 ...	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	20,8	12,7	+ 8,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	0,9	—	+ 0,9
Total 1 à 5 ...	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	422,0	409,7	+ 12,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	—	—	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	—	—	+ 12,4
6.22 Autres	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	—	—	- 2,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1966		1967				1968		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p	3e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 5,0	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,4	- 3,4	- 3,3
1.12 Travail à façon	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,7	...	- 0,5	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,5	+ 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,3	...
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1
1.82 Autres	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,5
Total 1 ...	- 2,0	- 0,7	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,5	+ 1,7	- 1,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,6	- 0,7	- 0,8
Total 2 ...	- 0,3	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,8	- 0,2	- 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5
3.112 Autres opérations	- 0,9	+ 1,3	- 1,9	- 2,0	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,2
3.12 Avoirs	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	...	...	- 0,4	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,4	+ 0,7	- 2,9	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,1	- 0,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,3	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	...	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,0	- 3,0	- 3,4
4.312 Investissements directs	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 1,2	+ 0,2	- 0,1
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2
4.314 Autres	- 0,3	- 0,3	...	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,2
4.322 Investissements directs	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,1
4.323 Immeubles	- 0,1	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,1	...	...
4.324 Autres	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,4	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...
Total 4 ...	+ 0,1	- 1,4	+ 1,7	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 0,7	+ 0,3	- 3,2
5. Erreurs et omissions	- 0,2	+ 0,8	- 0,1	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	- 0,2
Total 1 à 5 ...	- 3,8	- 0,8	+ 3,0	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 0,2	+ 0,9	- 6,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,4	- 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 4,5
6.22 Autres	- 2,0	- 3,9	+ 3,2	- 4,7	...	- 1,3	+ 1,4	+ 1,4	- 1,2

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1968			1968			1967	1968
	2e trimestre			3e trimestre			10 premiers mois	P
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	77,0	80,4	- 3,4	77,9	81,2	- 3,3	- 2,3	-10,5
1.12 Travail à façon	2,9	0,6	+ 2,3	2,9	0,7	+ 2,2	+ 6,4	+ 7,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	2,5	—	+ 2,5	—	0,1	- 0,1	+ 4,9	+ 3,1
1.2 Or non monétaire	0,4	0,5	- 0,1	0,2	0,2	...	- 1,1	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,8	3,5	+ 0,3	4,4	3,8	+ 0,6	+ 1,3	+ 1,3
1.4 Autres frais de transport	1,4	1,3	+ 0,1	1,5	1,4	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	3,5	5,6	- 2,1	4,9	8,4	- 3,5	- 6,0	- 6,2
1.6 Revenus d'investissements	4,8	5,3	- 0,5	5,0	4,4	+ 0,6	+ 0,9	+ 1,3
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,8	1,5	+ 1,3	2,0	2,0	...	+ 2,7	+ 2,9
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,4	0,5	+ 0,9	1,5	0,4	+ 1,1	+ 3,5	+ 3,4
1.82 Autres	6,8	6,4	+ 0,4	7,4	6,9	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,2
Total 1 ...	107,3	105,6	+ 1,7	107,7	109,5	- 1,8	+11,2	+ 3,0
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,0	1,5	+ 0,5	2,4	1,7	+ 0,7	+ 1,2	+ 2,1
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,8	- 0,7	0,1	0,9	- 0,8	- 2,6	- 3,5
Total 2 ...	2,1	2,3	- 0,2	2,5	2,6	- 0,1	- 1,4	- 1,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,6	- 0,6	—	0,5	- 0,5	- 1,6	- 1,9
3.112 Autres opérations	0,3	0,8	- 0,5	3,0	3,2	- 0,2	- 6,5	- 1,3
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,5	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,3	1,4	- 1,1	3,0	3,8	- 0,8	- 8,7	- 3,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,1	...	0,1	0,4	- 0,3	- 1,2	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,1	1,1	...	0,2	1,1	- 0,9	+ 2,2	- 0,1
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	3,0	- 3,0	—	3,4	- 3,4	- 4,8	-10,2
4.312 Investissements directs	0,2	—	+ 0,2	—	0,1	- 0,1	- 1,7	- 0,7
4.313 Immeubles	—	0,4	- 0,4	—	0,2	- 0,2	- 1,3	- 1,0
4.314 Autres	0,6	—	+ 0,6	0,6	—	+ 0,6	+ 1,3	+ 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	—	0,3	- 0,3	—	0,2	- 0,2	+ 1,0	- 0,5
4.322 Investissements directs	2,8	—	+ 2,8	1,1	—	+ 1,1	+ 9,1	+ 8,8
4.323 Immeubles .....	...	—	...	...	...	...	- 0,1	- 0,1
4.324 Autres	0,4	—	+ 0,4	0,2	—	+ 0,2	+ 1,0	- 0,6
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	—	...	...	—	...	+ 0,3	...
Total 4 ...	5,2	4,9	+ 0,3	2,2	5,4	- 3,2	+ 5,8	- 3,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,2	—	+ 0,2	—	0,2	- 0,2	+ 1,1	+ 0,4
Total 1 à 5 ...	115,1	114,2	+ 0,9	115,4	121,5	- 6,1	+ 8,0	- 5,0
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 1,4	—	—	- 0,4	+ 2,7	- 0,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	+ 0,9	—	—	- 4,5	+ 7,3	-10,3
6.22 Autres	—	—	+ 1,4	—	—	- 1,2	- 2,0	+ 5,9

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963].

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIII^e année, vol. I, n° 5, page 601 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1967 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	138,65 ⁴ 119,68 ⁵	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ⁴ 6,65 ⁵	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ⁴ 71,35 ⁵
1967 2 ^e trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
3 ^e trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre	49,64	10,12	138,12 ⁴ 119,68 ⁵	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	7,15 ⁶ 6,65 ⁵	46,127	46,125	172,50	192,05	82,80 ⁶ 71,35 ⁵
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
2 ^e trimestre	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41
3 ^e trimestre	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88
1967 Septembre	49,63	10,12	138,17	13,80	11,43	12,40	7,97	9,62	6,94	7,16	46,148	46,149	172,23	192,23	82,89
Octobre	49,63	10,12	138,13	13,80	11,43	12,40	7,97	9,60	6,94	7,16	46,233	46,232	172,20	192,05	82,80
Novembre	49,63	10,13	138,12 ² 120,17 ³	13,80	11,49	12,45	7,97	9,59	6,94	7,15 ² 6,65 ³	46,171	46,169	172,06	191,87	82,80 ² 71,31 ³
Décembre	49,65	10,12	119,48	13,81	11,50	12,46	7,95	9,61	6,95	6,66	45,965	45,962	173,28	192,24	71,36
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37
Février	49,64	10,09	119,63	13,76	11,42	12,40	7,95	9,61	6,95	6,66	45,656	45,656	173,29	191,91	71,20
Mars	49,65	10,09	119,15	13,77	11,46	12,45	7,96	9,61	6,96	6,67	45,772	45,770	173,48	191,86	71,19
Avril	49,73	10,09	119,46	13,75	11,46	12,48	7,96	9,62	6,96	6,67	46,041	46,041	173,86	192,45	71,39
Mai	49,73	10,06 ⁷	118,80	13,74	11,50	12,49	7,99	9,63	6,96	6,66	46,138	46,137	173,69	192,40	71,35
Juin	49,86	10,03	118,91	13,77	11,59	12,48	8,00	9,65	6,98	6,67	46,303	46,303	174,17	193,06	71,50
Juillet	49,96	10,05	119,40	13,80	11,63	12,47	8,03	9,67	7,00	6,66	46,523	46,522	174,57	193,60	71,70
Août	50,04	10,06	119,67	13,80	11,62	12,47	8,05	9,69	7,01	6,66	46,652	46,651	174,70	193,79	71,86
Septembre	50,21	10,10	119,89	13,81	11,68	12,64	8,07	9,73	7,03	6,69	46,796	46,795	175,21	194,28	72,08
Octobre	50,33	10,12	120,30	13,84	11,71	12,64	8,08	9,73	7,05	6,71	46,916	46,915	175,60	194,79	72,23
Novembre	50,15	10,09	119,68	13,82	11,66	12,61	8,04	9,69	7,02	6,68	46,741	46,741	175,16	193,88	71,96

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 au 30 novembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

⁵ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁶ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

⁷ Moyenne du 1^{er} au 24 mai 1968.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 décembre 1968

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
			vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
					en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50	CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,—	C. isl.	+ 0,113	- 0,113	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40	£ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1966 11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,4	+ 2,0	0,3	18,1	- 17,8	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptables ³ et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges	en monnaies étrangères	Total (7) = (5) + (6)	Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	en francs belges				en monnaies étrangères (14)	Total (15) = (8) à (14)				
									Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)			Office des chèques postaux (13)			
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)	(18)	
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1966 11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8
3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1
4 premiers mois	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9
5 premiers mois	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1
6 premiers mois	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2
7 premiers mois	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8
8 premiers mois	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3
9 premiers mois	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7
10 premiers mois	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7
11 premiers mois	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+21,6	...	+21,6	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+ 5,3	+37,0
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8
3 premiers mois	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4
4 premiers mois	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3
5 premiers mois	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2
6 premiers mois	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3
7 premiers mois	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	+ 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9
8 premiers mois	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paratétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tisse- ments de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total (9) = (6) à (8)	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1966 11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,1	+ 3,4	- 1,7
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,7	+ 11,0	- 3,4
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,2	+ 13,6	- 4,2
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,7	+ 17,2	- 4,4
5 prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 15,9	+ 22,0	- 5,3
6 prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,2	+ 20,6	- 2,6
7 prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,1	+ 16,6	- 3,5
8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,3	+ 20,1	- 3,8
9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2
2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8
5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2
6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8
7 prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1
8 prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1967 9 mois	66,8	+ 0,5	27,2	+ 0,7	63,4	- 1,1	157,4	+ 0,1
1968 9 mois	72,0	+ 0,2	29,1	+ 0,2	67,8	- 1,3	168,9	- 0,9
1967 Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
1968 Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2
Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6
Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1967 ²		Exercice 1967 : novembre		Exercice 1968 : novembre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	87,2	85,3	5,8	5,4	6,2	6,3
précompte immobilier	1,1	1,1	0,3	0,3	0,1	0,1
précompte mobilier	8,1	7,6	0,7	0,7	0,8	0,8
précompte professionnel	38,7	37,7	2,8	2,7	3,2	3,4
versements anticipés	17,5	18,0	0,1	...	...	0,1
impôts des personnes physiques (rôles)	11,5	10,2	1,3	1,1	1,4	1,1
impôts des sociétés (rôles)	2,6	3,0	0,4	0,5	0,4	0,4
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6,3	6,5	0,1	...	0,2	0,2
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,0	0,1	0,1	0,1	0,2
II. Douanes et accises	37,1	35,7	3,2	3,1	3,2	3,4
dont : douanes	8,5	8,7	0,7	0,7	0,6	0,8
accises	27,1	26,7	2,4	2,4	2,5	2,6
taxes spéciales de consommat.	1,2		0,1		0,1	
III. Enregistrement	86,0	87,7	7,5	7,4	7,8	7,9
dont : enregistrement	6,6	7,2	0,6	0,6	0,7	0,7
successions	3,4	3,5	0,4	0,3	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	75,1	76,2	6,5	6,5	6,7	6,9
Total ...	210,3	208,7	16,5	15,9	17,2	17,6
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,6		+ 0,6		- 0,4

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N B : Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

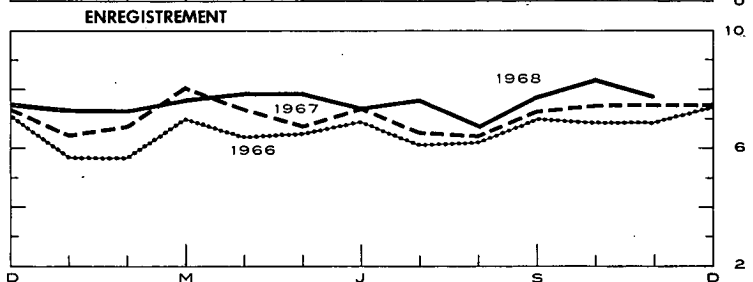
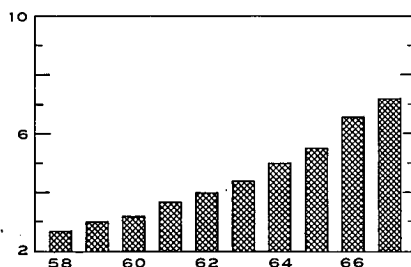
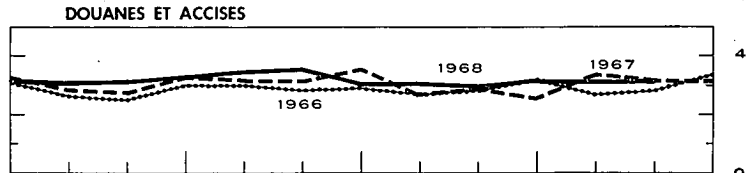
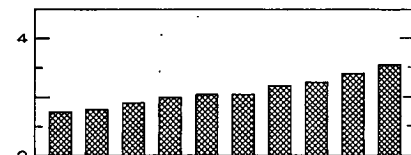
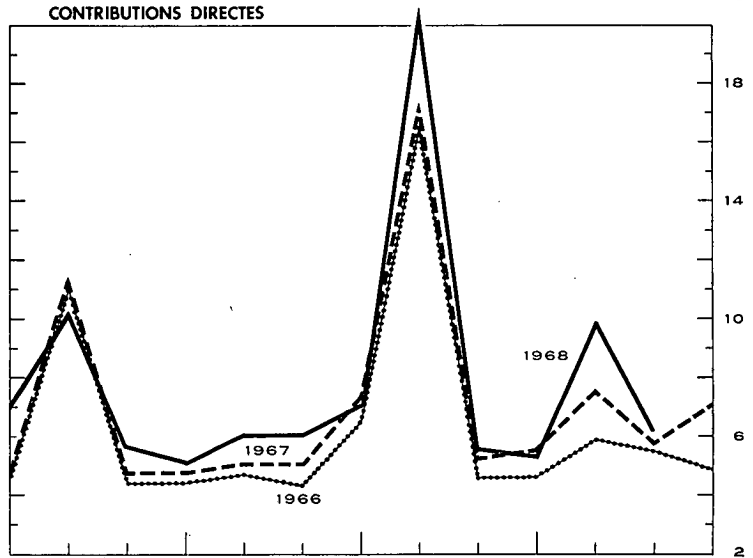
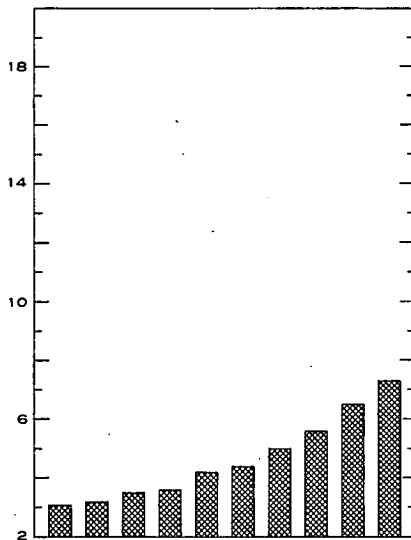
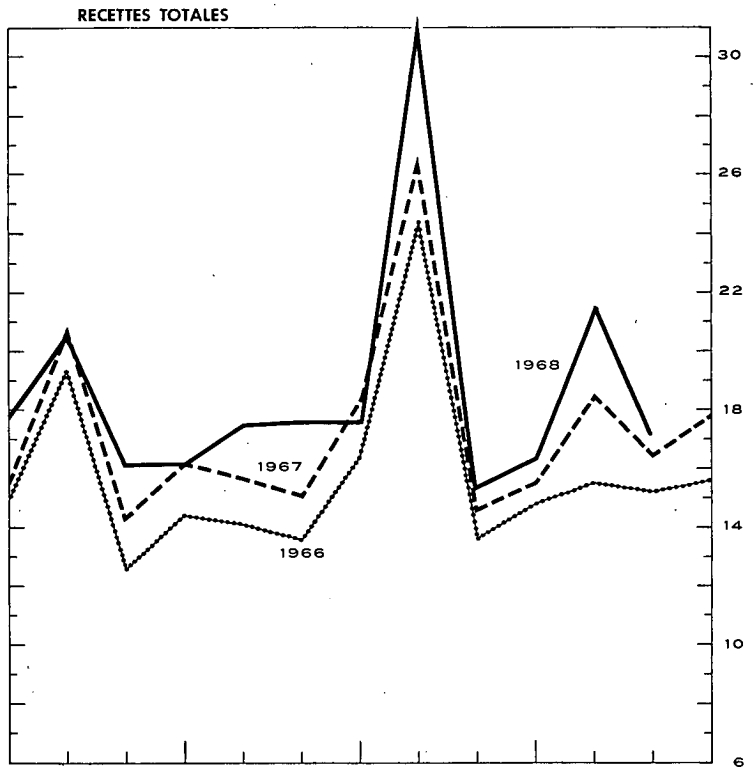
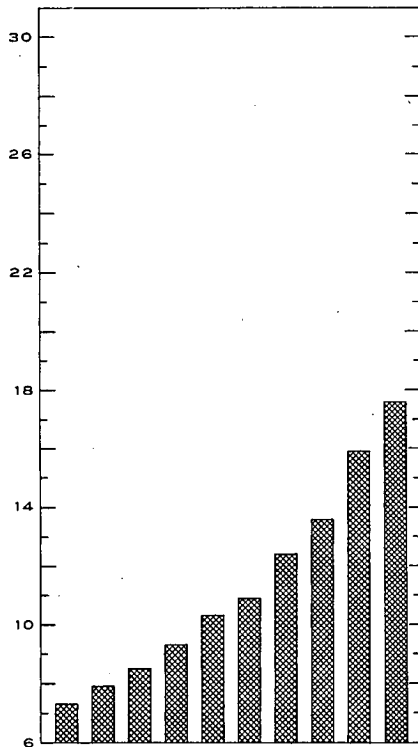
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1966 9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1967 Juillet	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76
Août	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06
Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62
Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27
Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1967 : « Les budgets de 1967 et 1968 » et XLII^e année, vol. I, n^o 8, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données »

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,1	—			...	49,2	—	4,3		1,3	5,0	59,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,4					...	47,5	—	0,2		0,9	...	57,0	
	Obligations ...	12,6	...	...	...	...	...	—	—	1,0	15,6	...	...	24,2
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1				...	—	—	107,2	35,2	103,2	...	254,6	
	Divers ...	...	1,5	1,7	0,1	18,0	...	—	—	1,6	4,1	0,6	...	27,7
(Actions et parts) ...	(190,9)	(0,8)	(...)		(0,3)		(0,6)	(—)	(1,2)	(4,5)	(—)	(...)	(198,3)		
	Total ...	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1		96,7	—	114,3	54,9	106,0	5,0	428,5	
Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	0,2	...	...	0,3	...	...	0,1	0,5
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5					0,1	1,2	—	...	...	0,3	...	2,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						0,4	0,2	—	...	...	0,1	...	0,6
	Obligations accessibles à tout placeur ...	15,9	0,5	...	...	...	4,0	2,0	0,8	3,7	5,0	0,6	...	32,5
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	...	0,1	...	0,7	2,6	...	0,5	4,2	...	0,3	8,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...				0,1	...	0,4	...	...	...	0,2	8,8	...	9,5
	Divers ...	6,3	...	6,5	0,2	...	1,7	0,1	—	...	...	0,1	0,3	15,2
(Actions et parts) ...	(0,9)		(14,7)	(5,5)	(...)		(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(22,7)		
	Total ...	22,7	0,7	6,5	0,4	..	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	0,7	69,0	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	...	—	0,8	...	...	45,6	...	...	...	0,1	3,5	54,1
	Certificats à court terme ...	...	0,5	—	0,2	...	16,9	36,8	4,1	4,3	...	6,0	1,5	70,4
	Obligations accessibles à tout placeur ...	118,3	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	1,3	260,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	—	...	...	19,9	58,6	...	3,5	2,1	1,0	— 0,1	85,1
	Divers ...		0,7	—	...	1,6	6,0	...	...	...	0,6	0,2	...	9,1
	Total ...	122,5	3,7	—	2,6	3,3	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	6,2	479,4	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...							4,8	—	...	...	...	...	4,8
	Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	...	0,1	...	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	...	27,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	1,1	0,2	...	10,7	2,4	...	...	14,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		5,0	...	...	...	...	—	—	0,7	...	57,8	...	63,4
Divers ...	2,1	0,5	2,2	...	...	...	—	—	...	...	0,3	2,3	7,3	
	Total ...	16,5	6,1	2,2	0,1	...	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	2,3	117,0	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	0,7	...	0,6	...	1,3	9,0	...	1,6	13,2
	Divers ...	13,2	...	1,1	...	3,6	...	...	...	...	0,1	...	2,9	21,0
	Total ...	26,9	...	1,1	...	4,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	4,5	48,2	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	0,1	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations et effets commerciaux ...							12,9	—	1,0	...	1,7	1,5	17,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...							4,1	—	0,2	...	...	...	4,3
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...							129,2	—	...	...	...	...	129,2
	Obligations ...	7,8	...	0,9	...	...	—	0,7	0,9	0,3	3,7	0,2	...	14,5
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	11,5	—	...	—	8,7	—	—	—	—	—	20,2	
	Divers ...		0,9	7,4	...	...	—	...	—	...	0,8	0,2	...	9,3
	(Actions et parts) ...		(0,2)	(0,4)	—	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,2)
	Total ...	7,8	0,9	19,8	...	...	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	1,5	194,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	273,4	3,0	3,6	11,2	0,6	—	—	—	3,5	1,8	0,3	...	297,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,5	1,2	...	...	...	...	...	2,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	66,2
	Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1
	Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6
	Dépôts à terme des résidents	29,5	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	29,5
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	—	...	...	15,5
Engagements (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	10,9	11,2	
(Actions et parts)	(9,2)	—	(0,2)	...	...	...	(0,7)	...	...	(0,1)	...	...	(10,2)	
Total ...	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	10,9	474,7	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	7,4	—	—	—	—	...	7,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	...	0,4
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	—	—	...	0,6	0,2	...	...	7,0
	Dépôts sur livrets	148,1	...	—	0,1	0,2	—	—	...	...	...	...	...	148,4
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,5	—	—	...	0,1	...	0,2	...	6,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,6	—	...	...	—	—	—	...	0,4	...	...	...	12,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,7	9,5
	(Actions et parts)	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)
Total ...	171,1	1,0	...	0,8	6,0	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	2,9	183,6	
Organ. d'assur-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3
	Réserves mathématiques	155,1	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	169,5
	Divers	2,7	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	2,0	...	5,1
Total ...	180,1	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	196,9	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	...	0,2	—	...	...	...	...	3,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	0,2	...	...	0,1	0,3	...	0,7
	Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	7,0
	Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	...	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
	Divers	3,5	...	11,6	0,1	...	2,5	...	—	0,4	...	...	4,1	22,2
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
Total ...	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	5,8	190,7	
Secteurs indétermi- nés et ajustements (12)		— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	—	22,8
	(13) = (1) à (12)	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	42,0	2.416,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutaires d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	56,4	—	4,3	—	4,7	3,4	69,0	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	54,7	—	1,0	—	1,0	...	65,8	
		Obligations ...	14,7	...	...	...	...	...	—	1,0	17,5	...	...	33,2
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,7	0,1	...	...	0,3	...	—	117,8	37,5	110,9	...	277,4
		Divers ...	...	1,6	1,8	0,1	20,1	...	—	0,7	4,8	0,7	...	29,7
	(Actions et parts) ...	(203,1)	(1,0)	(...)	...	(...)	...	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(210,3)	
	Total ...	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	...	111,1	—	124,9	59,8	117,3	3,4	475,1	
Secteurs nationaux non financiers	Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	0,4	...	...	...	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	...	—	...	...	0,2	1,2	0,2	...	0,1	...	2,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	0,1	...	...	0,4	0,1	...	...	...	...	0,6
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,4	...	...	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	31,8
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	...	0,1	...	2,0	2,4	...	1,0	5,3	0,4	11,5	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	0,6	...	...	...	0,2	10,0	...	10,8
	Divers ...	8,2	...	5,2	0,2	...	1,8	...	...	...	...	...	0,3	15,7
	(Actions et parts) ...	(0,9)	...	(15,0)	(6,0)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(23,9)	
	Total ...	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	0,3	73,2	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	...	—	1,1	...	45,3	...	...	...	0,1	3,5	53,8
		Certificats à court terme ...	...	0,9	—	0,2	...	14,3	39,6	2,7	4,3	...	3,4	76,8
		Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	279,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	—	...	...	19,0	60,7	...	3,0	2,2	0,7	86,2
		Divers ...	...	0,6	—	...	1,9	...	...	...	...	0,3	0,3	3,1
	Total ...	129,4	4,0	—	3,2	4,6	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	8,7	499,4	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	6,5	...	...	...	...	...	6,5
		Obligations accessibles à tout placeur ...	16,7	0,6	...	0,1	...	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	30,7	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	1,4	0,2	...	11,6	2,4	...	0,1	15,6
		Autres emprunts à moyen et long terme	5,4	0,8	...	62,4	...	68,6
	Divers ...	2,2	0,5	3,0	...	...	...	...	...	...	0,4	2,7	...	8,9
	Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	...	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	2,8	130,2	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,4	...	0,8	...	1,3	10,1	...	2,3	15,0
		Divers ...	17,1	...	1,5	...	4,0	0,8	...	3,8	27,2
		Total ...	32,8	...	1,5	...	4,4	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	6,1	58,2
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	1,5	...	...	...	...	...	1,5
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	...	—	...	...	—	16,4	—	1,1	...	2,1	2,2	21,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	—	...	...	—	6,6	—	0,2	...	...	...	6,8
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	—	135,7	—	...	...	...	...	135,7
	Obligations ...	8,7	...	0,8	...	...	—	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	...	15,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	8,3	—	—	—	12,2	—	—	—	—	—	20,5	
	Divers ...	...	0,9	7,6	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	...	9,7
	(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,4)	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)
Total ...	8,7	0,9	16,7	...	...	...	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	2,2	211,9

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires													
		Fonds des Rentes													
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension													
		Organismes publics de crédit non monétaires													
		Secteurs indéterminés et ajustements													
		(1) à (12)													
	(7)	Monnaie	293,9	3,1	3,7	12,1	1,0	—	—	—	2,4	2,1	0,3	—	318,6
		Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,5	1,5	—	0,1	—	0,1	—	4,2
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	—	—	76,6
		Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4
		Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0
		Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,4
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	14,3	0,1	—	—	—	—	14,3
		Obligations (y compris les bons de caisse)	11,3	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	11,4
		Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,7
		(Actions et parts)	(10,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(11,6)
		Total ...	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	11,4	518,6
	(8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	4,7	—	0,8	—	0,4	—	5,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
		Total ...	—	—	2,8	—	—	—	4,7	—	0,8	—	0,4	—	8,7
	(9)	Dépôts à vue	4,3	—	—	0,1	2,0	—	—	—	0,4	0,1	—	—	6,9
		Dépôts sur livrets	165,4	—	—	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—	165,8
		Dépôts à terme	1,3	1,0	—	0,1	3,3	—	—	—	0,1	—	0,5	—	6,3
		Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	13,4
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
		Divers	4,8	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	—	8,5
		(Actions et parts)	(2,0)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,0)
		Total ...	189,2	1,0	—	0,4	5,4	—	0,1	—	0,2	1,0	0,1	4,0	201,5
	(10)	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4
		Réserves mathématiques	167,0	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	—	182,2
		Divers	3,8	—	0,3	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	6,5
		Total ...	195,2	—	0,3	—	0,1	15,2	—	—	—	—	—	2,2	213,1
	(11)	Dépôts à vue	3,2	—	—	0,1	—	—	0,2	—	—	—	—	—	3,5
		Argent à très court terme	—	—	—	0,5	—	1,1	0,2	—	0,3	—	—	—	2,6
		Dépôts sur livrets	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0
		Dépôts à terme	2,5	0,7	—	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,1	—	—	12,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,2	—	1,5	—	0,2	—	1,9
		Obligations accessibles à tout placeur	85,6	0,3	—	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	21,7	0,7	—	132,3
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,9	3,3	0,8	—	4,0	19,1	—	—	29,8
		Divers	3,9	—	12,2	—	—	2,5	—	—	0,4	—	—	—	23,8
		(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
		Total ...	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	7,1	214,2
	(12)		—	2,7	3,2	—	1,2	—	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	—	30,8
	(13) = (1) à (12)	Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	48,2	2.634,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
							(1)						(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—				+ 7,2	—	+ 0,1		+ 3,3	- 1,6	+ 9,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,7						+ 7,1	—	+ 0,9		+ 0,1		+ 8,8
		Obligations ...	+ 2,1							—		+ 1,9			+ 3,9
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 1,8							—	+ 10,6	+ 2,3	+ 7,8		+ 22,8
		Divers ...		+ 0,1	+ 0,1		+ 0,3	+ 2,1	+ 8,9		- 0,9	+ 0,7			+ 11,0
		(Actions et parts) ...	(+ 9,4)	(+ 0,2)	(...)		(- 0,3)	(+ 0,5)	(+ 0,1)	(-)	(- 0,3)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(+ 9,8)
	Total ...	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1		+ 2,4	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	- 1,6	+ 55,6	
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—		—				- 0,1		+ 0,2			- 0,1	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1								+ 0,1		- 0,2		+ 0,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...			+ 0,1					- 0,1					
Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,5	- 0,1					- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,1		- 0,7	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—						+ 1,3	- 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,4	- 0,3	+ 2,9	
Autres emprunts à moyen et long terme ...								+ 0,2				+ 1,2		+ 1,4	
Divers ...	+ 1,9		- 1,3				+ 0,1	- 0,1					- 0,1	+ 0,5	
(Actions et parts) ...	(+ 0,1)		(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)		(...)	(-)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)		
Total ...	+ 1,5	- 0,1	- 1,2			+ 1,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	- 0,4	+ 4,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,4		—	+ 0,3			- 0,3						- 0,3	
	Certificats à court terme ...		+ 0,3					+ 0,3	+ 2,8	- 1,4		+ 5,5		+ 7,5	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 7,3		—	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,5	+ 7,6	- 0,2	+ 1,3	+ 0,4	- 0,6		+ 16,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—		—				+ 2,2		- 0,5		- 0,3	+ 0,6	+ 2,6	
	Divers ...			—			+ 0,3				- 0,2	+ 0,1		+ 0,2	
	Total ...	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	- 4,8	+ 12,3	- 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 0,6	+ 21,2	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—		—											
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 2,3						+ 1,7	—					+ 1,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...							+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,8			+ 3,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—						+ 0,2		+ 0,9			+ 0,1	+ 1,1	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		+ 0,4							+ 0,1		+ 4,6		+ 5,1	
	Divers ...	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,8								+ 0,1		+ 1,6	
Total ...	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8			+ 0,2	+ 2,0	- 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 0,5	+ 13,3		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...														
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—				- 0,2		+ 0,2			+ 1,1		+ 0,7	+ 1,8	
	Divers ...	+ 3,9		+ 0,4		+ 0,3					+ 0,7		+ 0,9	+ 6,2	
Total ...	+ 5,9		+ 0,4		+ 0,1		+ 0,2			+ 1,8		+ 1,6	+ 10,0		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—		—				+ 1,4						+ 1,4	
	Acceptations et effets commerciaux ...			—				+ 3,4	—	+ 0,1		+ 0,4	+ 0,7	+ 4,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...							+ 2,5	—					+ 2,5	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...														
	Obligations ...							+ 6,6	—					+ 6,6	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...							+ 0,8				- 0,2		+ 0,6	
	Divers ...	—		+ 0,3	—	—	—	+ 3,5	—	—	—	—	- 3,5	+ 0,3	
	(Actions et parts) ...	(+ 2,4)	(...)	+ 0,2							+ 0,2			+ 3,8	
	Total ...	+ 3,4		+ 0,5				+ 18,2		+ 0,1		+ 0,4		+ 19,0	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	—	—	— 1,1	+ 0,3	...	+ 21,1		
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,0	+0,3	...	+ 0,1	...	+ 1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+10,4	—	—	—	—	+ 10,4		
	Dépôts en devises des résidents	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7		
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,4		
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,9	—	—	...	—	—	—	—	—	—	+ 5,9		
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	-1,2	+ 0,1	—	—	—	+ 1,1	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	—	...	+ 0,1	
	Divers	+ 0,6	+ 0,6	
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	...	(...)	(...)	(...)	...	(+ 0,9)	
Total ...	+32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+11,4	-0,9	+ 0,1	- 1,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 44,0	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	-2,6	—	+ 0,8	—	+ 0,3		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	-0,4	—	...	...	...
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	...	-3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	— 1,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,5	- 0,1	- 0,3	...	—	...	- 0,2	- 0,1	
	Dépôts sur livrets	+17,3	...	—	+ 0,2	- 0,1	...	—	...	...	...	+ 17,5
	Dépôts à terme	...	...	...	+ 0,1	- 0,2	...	—	...	...	+ 0,4	+ 0,2
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,3	...	...	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	+ 1,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
	Divers	- 1,1	- 0,5	...	- 0,2	+ 0,7	- 1,1	
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	(+ 0,4)	
Total ...	+18,1	...	...	- 0,3	- 0,6	- 0,2	...	...	- 0,1	...	+ 1,1	+ 17,9
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1		
	Réserves mathématiques	+11,9	—	—	—	—	+ 0,8*	—	—	—	—	+ 12,7		
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,5	
	Total ...	+15,1	...	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,3	+ 16,3	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	...	...	—	...	...	...	+ 0,4
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,5	...	+ 1,1	...	...	+ 0,3	...	+ 1,9
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	—	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,2	...	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,3	+0,2	- 0,4	+ 0,2	...	+ 3,5		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	+0,1	—	+ 0,7	...	+ 0,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	+ 1,4	...	+1,6	...	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	+ 12,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	+ 0,1	- 0,2	+0,1	...	+ 0,3	+ 1,2	...	+ 1,9	
	Divers	+ 0,3	...	+ 0,6	- 0,1	—	+ 0,1	+ 1,6	
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
	Total ...	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 1,2	+1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 23,5
Secours indénités et ajustements (12)		...	+ 0,5	+ 0,1	- 3,5	+0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	—	+ 2,7
	Total des créances	+99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+15,5	+45,1	- 1,8	+18,3	+13,4	+23,6	+ 1,0	+226,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 * Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.
 * Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	51,5	.....	96,7	—	114,3	54,9	106,0	371,9	5,0	428,5
2. Paraétatiques d'exploitation	22,7	0,7	6,5	0,4	.....	30,3	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	30,7	0,7	69,0
3. Etat (Trésor)	122,5	3,7	—	2,6	3,3	132,1	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	288,8	6,2	479,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,2	0,1	.....	24,9	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	88,3	2,3	117,0
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	11,1	4,5	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	218,5	12,2	11,5	3,2	25,7	271,1	61,5	288,8	9,8	174,3	127,1	190,8	790,8	18,7	1.142,1
7. Etranger	7,8	0,9	19,8	.....	.....	28,5	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	164,7	1,5	194,7
8. Organismes monétaires	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	22,3	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,1	1,0	...	0,8	6,0	178,9	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	1,5	2,9	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	180,1	...	0,2	...	0,1	180,4	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	196,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	113,1	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	5,8	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	800,0	4,7	18,4	15,3	10,5	848,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,6	1,0	97,2	21,7	1.056,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	18,2	—	22,8
15. Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	1.149,2	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	1.070,7	42,0	2.416,1
16. Solde des créances et des dettes	+ 593,6	— 49,0	— 428,3	— 98,4	— 10,8	+ 7,1	— 40,5	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 20,6	+ 4,2	+ 14,2	+ 19,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	58,7	.....	111,1	—	124,9	59,8	117,3	413,1	3,4	475,1
2. Paraétatiques d'exploitation	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	30,6	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	33,4	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,2	4,6	141,2	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	305,2	8,7	499,4
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	.....	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	97,0	2,8	130,2
5. Sécurité sociale	32,8	...	1,5	...	4,4	38,7	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	13,1	6,1	58,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	239,8	13,1	11,6	3,8	29,5	297,8	55,2	317,2	7,9	188,0	135,8	212,9	861,8	21,3	1.236,1
7. Etranger	8,7	0,9	16,7	.....	.....	26,3	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,9
8. Organismes monétaires	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	407,2	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	21,0	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	.....	0,1	...	0,2	1,0	0,1	1,4	4,0	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,2	...	0,3	...	0,1	195,6	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	127,7	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	72,2	7,1	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,6	5,0	19,2	16,9	13,6	929,3	101,6	33,9	0,3	19,4	45,1	1,8	100,5	24,7	1.156,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	3,2	...	1,2	7,1	.....	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	23,7	—	30,8
15. Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	1.260,5	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	1.169,4	48,2	2.634,9
16. Solde des créances et des dettes	+ 648,0	- 51,5	- 448,7	- 109,5	- 13,9	+ 24,4	- 55,1	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	- 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 17,4	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	.....	+ 2,4	+ 7,3	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	+ 41,0	— 1,6	+ 55,6
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,5	— 0,1	— 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 1,5	— 0,5	— 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,8	— 0,4	+ 4,2
3. Etat (Trésor)	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 8,9	— 4,8	+ 12,3	— 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 16,4	+ 0,6	+ 21,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	.....	.....	+ 3,8	+ 0,2	+ 2,0	— 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 8,8	+ 0,5	+ 13,3
5. Sécurité sociale	+ 5,9	...	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 6,4	...	+ 0,2	...	...	+ 1,8	...	+ 2,0	+ 1,6	+ 10,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,4	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,7	+ 26,6	+ 5,8	+ 28,3	— 1,9	+ 13,7	+ 8,7	+ 22,2	+ 71,0	+ 0,7	+ 104,3
7. Etranger	+ 3,4	.....	+ 0,5	.....	.....	+ 3,9	—	+ 18,2	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 18,7	— 2,8	+ 19,8
8. Organismes monétaires	+ 32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+ 33,4	+ 11,4	— 0,9	+ 0,1	— 1,0	+ 0,4	+ 0,1	— 1,3	+ 0,6	+ 44,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	— 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	— 1,9	...	— 1,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 18,1	...	...	— 0,3	— 0,6	+ 17,2	— 0,2	.....	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 1,1	+ 17,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 15,2	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 14,5	+ 1,2	+ 1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 6,5	+ 1,2	+ 23,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 74,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 3,0	+ 80,3	+ 13,2	— 2,0	+ 0,1	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,2	+ 3,2	+ 99,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,5	...	...	+ 0,1	+ 0,6	— 3,5	+ 0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	+ 5,6	—	+ 2,7
15. Total des créances	+ 99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+ 111,5	+ 15,5	+ 45,1	— 1,8	+ 18,3	+ 13,4	+ 23,6	+ 98,6	+ 1,0	+ 226,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 43,8	— 2,5	— 19,8	— 11,2	— 3,1	+ 7,2	— 4,3	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,4	— 2,9	+ 0,1	— 1,2	— 1,7	—

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres intermédiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
1962 Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin 5	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
1964 Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,6	p 227,5	p 13,1	168,0	182,3	7,8	p 20,9	-15,8	p -17,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	—	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) sur les banques de dépôts	0,3	—	—	—	0,2	—	—	—	—	0,5	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ⁴ :																					
a) à un an au plus	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	1,7	—	0,9	0,6	0,1	—	0,2	—	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	—	0,8	—	0,9	0,4	
b) effets commerciaux	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	0,1	0,2	0,2	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—	—	—	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,8	—	—	1,8	—	2,0	0,5	0,3	—	0,2	—	0,8	—	—	1,4	2,0	0,3	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	46,6	52,2	
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,0	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,3	—	0,7	0,1	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	52,4	
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1
2. F.M.I. — Participation	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	18,2
— Prêts ¹	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0
b) en francs belges	1,7	0,2	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	0,7
c) sur les banques de dépôts	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	0,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ² :																				
a) à un an au plus	9,3	9,9	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,3	3,6	6,3	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,6	2,7	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	0,4	...	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3
b) effets commerciaux	2,5	2,0	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	5,0	4,3	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	4,0
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	2,0	2,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	1,1	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,0	43,3	51,4	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,8	52,7	50,4	51,3	51,7	54,1	46,6	42,0	46,0	52,2	49,5	44,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges ¹	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,0	6,6	6,1
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,2	6,8	6,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,5	3,8	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	4,1	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,6	168,1	168,7	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	0,3	0,2	0,6	—	2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	39,9	46,7	54,2	54,7	56,6	58,1	58,1	59,4	56,8	55,7	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	52,4	52,0	47,0
TOTAL DU PASSIF ...	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	80-9-63	81-12-63	81-3-64	80-6-64	80-9-64	81-12-64	81-3-65	80-6-65	80-9-65	81-12-65	81-3-66	80-6-66	80-9-66	81-12-66	81-3-67	80-6-67	80-9-67	81-12-67	81-3-68	80-6-68	80-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
c) sur les banques de dépôts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	54,8
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	6,1
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	0,5	0,5	0,1	0,4	0,1	0,4	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1
b) effets commerciaux	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	0,9
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	0,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	2,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	71,6

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	0,1	0,1	0,1	—	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	—	0,1	—	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	
b) détenue par les pouvoirs publics	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,2	—	—	—	—	—	—	—	1,0	0,2	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	0,3	—	0,3	—	0,2	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	0,9	0,4	—
TOTAL DU PASSIF ...	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	
b) en francs belges	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	
c) sur les banques de dépôts	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ¹ :																						
a) à un an au plus	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	p33,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,5	45,6	46,3	p52,3	
— autres	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	p33,3	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	2,5	2,6	4,0	p 3,8	
— autres	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3	2,2	2,6	p 2,7	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,1	
b) effets commerciaux	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	
c) avances	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	3,1	3,8	p 3,8	
— autres	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,7	3,8	3,4	p 3,4	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	p 2,0
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	p16,8	
— autres	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	p 2,2	
D. Autres	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	57,0	62,3	p60,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7
b) en francs belges ¹	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4
— dépôts en devises	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	—	—	—
b) envers les parastatiques de crédit	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,4	80,5
TOTAL DU PASSIF ...	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁵	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	
3. Obligations	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	
b) en francs belges	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	
c) sur les banques de dépôts	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat : ³																						
a) à un an au plus	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	p 98,9	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	p 61,2	(7)
— autres	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	p 67,3	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8	2,8	3,1	4,5	p 4,3	(8)
— autres	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,2	2,2	2,6	p 2,7	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,6	(9)
b) effets commerciaux	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	(9)
c) avances	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	3,2	4,0	p 4,0	(14)
— autres	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,2	4,1	3,6	p 3,5	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	—	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	2,0	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	p 16,9	(12)
— autres	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	p 2,3	(12)
D. Autres	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	112,9	113,6	p 115,7	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».⁵ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	
b) en francs belges ¹	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,3	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	
— dépôts en devises	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	
b) détenues par le Trésor
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,3	0,5	1,5	0,1	3,0	0,2	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	131,4	127,8	133,3	
TOTAL DU PASSIF ...	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

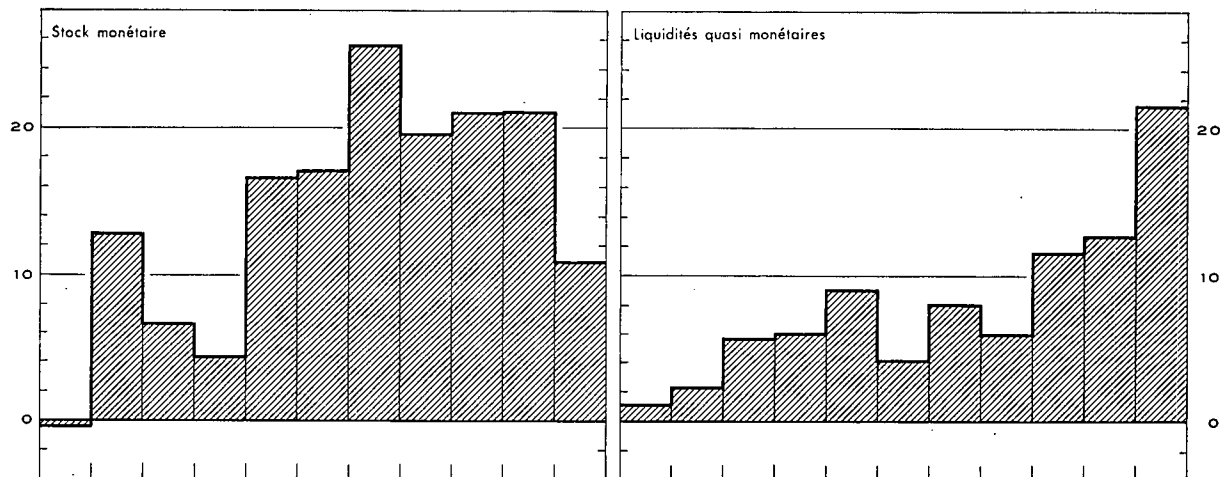
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

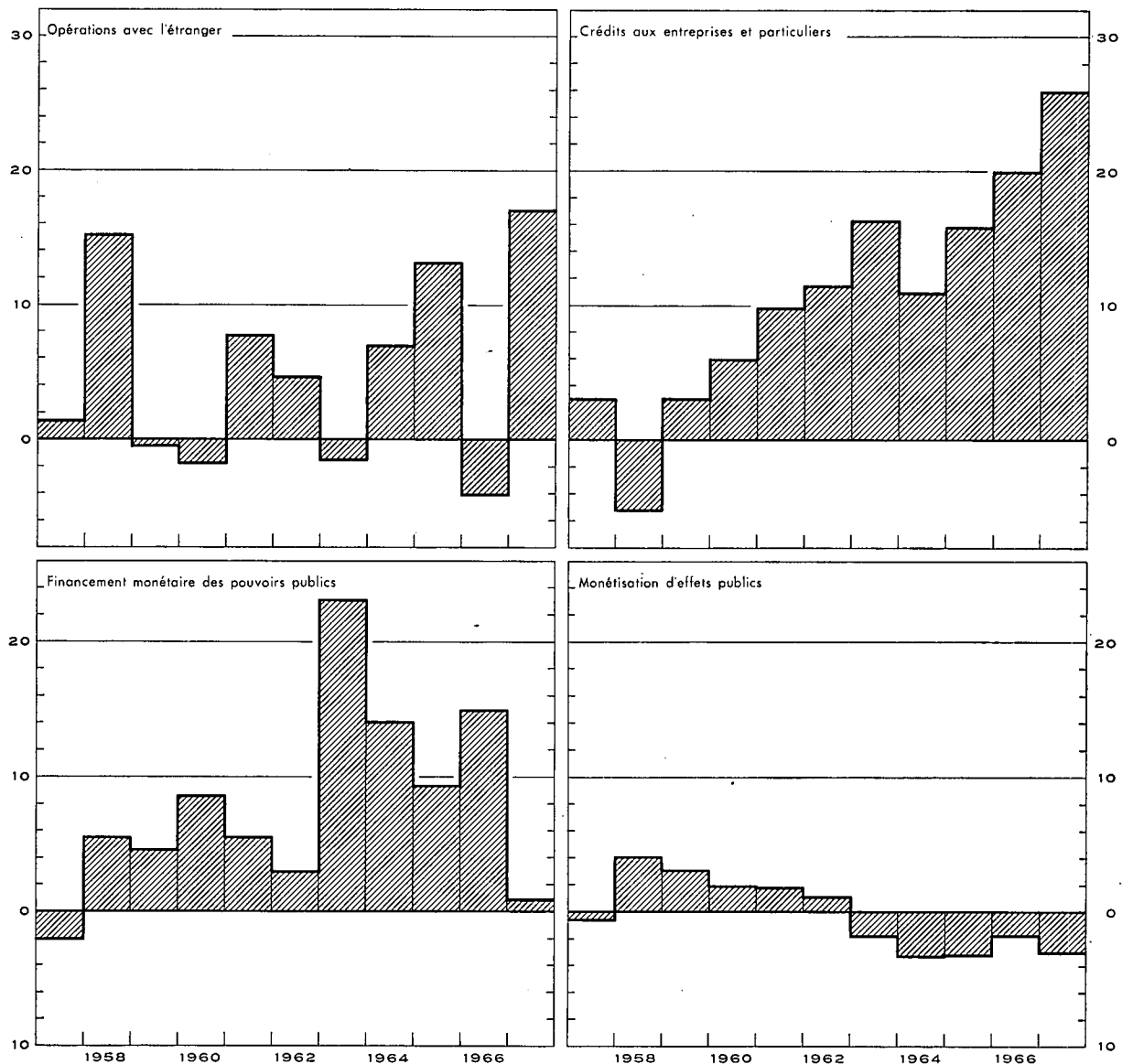
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers 1 (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat 3 (8)	Autres pouvoirs publics 4 (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 4,0
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,3	+ 0,8	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,3	+ 23,5	- 0,3	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,8	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	+ 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,5	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,1	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,7	+ 25,4	+ 2,6	+ 6,1	+ 1,4	+ 0,5	+ 17,9	- 0,3	+ 0,2	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	p- 5,9	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	p- 2,4	p+ 0,5	p- 0,5	+ 2,1	p+ 1,5	- 0,5	p- 2,0

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris à partir du 3^e trimestre 1963, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mo ^s au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Septembre	7,3	176,0	179,3	15,8	0,3	39,6	108,2	148,1	163,9	343,2	52,2
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,6	105,9	148,9	162,5	338,5	52,0
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,2	40,3	110,7	151,2	166,5	341,1	51,2
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	43,7	107,6	151,6	166,5	341,0	51,2
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,0	106,8	147,1	162,8	337,9	51,8
Mars	6,9	174,2	176,6	18,4	0,4	39,3	115,3	155,0	173,4	350,0	50,5
Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	50,4
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	51,5
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	50,5
Octobre	6,9	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Ordonances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution		
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1959 Année	72,3 ⁶⁷	- 1,6	70,7 ⁶⁷	- 6,1 ⁶⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁶⁷	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	- 14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 12,2	- 10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	- 10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (c)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série ⁹												
2 ^e trimestre	98,6	- 15,4	83,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3 ^e trimestre	99,6	- 18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	- 23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	- 23,5	78,3	+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	- 23,8	79,4	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
3 ^e trimestre	105,2	- 24,2	81,0	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
4 ^e trimestre	114,8	- 26,8	88,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
				+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+ 10,7
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	- 29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	- 28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+ 13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	- 26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	123,0	- 29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre	121,8	- 32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre	124,5	- 35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre	124,0	- 33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre	129,3	- 36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre	130,0	- 39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre	136,9	- 39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+ 12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+ 17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre	133,4	- 38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	p + 0,5	p - 2,1
2 ^e trimestre	134,5	- 37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,3	...	+ 1,4	+ 2,6	p - 0,4	p + 2,3
3 ^e trimestre	129,8	- 39,2	90,6	- 4,7	- 1,7	- 6,4	p - 0,9	p	+ 0,4	p - 5,9	p + 0,7	p - 5,7

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2. et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne 7, Etat, et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 des variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) = (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
Septembre	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre 3	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre 3	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre 3	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars 3	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin 3	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
B. Crédits à l'étranger												
1964 Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre 3	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre 3	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre 3	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars 3	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin 3	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
C. Total												
1964 Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
Septembre	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre 3	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre 3	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre 3	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars 3	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin 3	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Récompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (3) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1964 Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
B. Crédits à l'étranger										
1964 Juin .....	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
Septembre .....	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
Décembre .....	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars .....	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin .....	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre .....	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars .....	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin .....	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre .....	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹ .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹ .....	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
C. Total										
1964 Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. 11, no 8, septembre 1987, p. 241.

ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1			Crédits logés en dehors des organismes monétaires dans les organismes monétaires 2					Total
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (4) + (7)	(9) = (8) + (9)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1964 Juin	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	48,7	44,8	92,2	—
1964 Septembre	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	94,3	—
1964 Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	98,2	—
1965 Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	102,4	—
1965 Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	106,9	—
1965 Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	114,0	—
1966 Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	119,0	—
1966 Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	64,7	125,2	—
1966 Décembre	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	136,3	0,1
1967 Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	73,3	140,4	0,1
1967 Septembre	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	145,5	0,1
1967 Décembre	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	156,8	0,2
1968 Mars	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	159,3	0,1
1968 Juin	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	166,0	0,1
1968 Septembre	10,9	80,6	86,2	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	166,4	1,6

B. Crédits à l'étranger

1964 Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	4,3	15,1	—
1964 Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	16,1	—
1964 Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	17,0	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	5,1	16,7	—
1965 Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	20,3	—
1965 Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	17,6	—
1965 Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,1	4,9	11,3	4,6	23,6	0,1
1966 Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	23,6	0,1
1966 Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	24,5	0,1
1966 Décembre	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	6,2	24,5	0,1
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	24,5	0,1
1967 Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	27,1	0,1
1967 Septembre	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	24,2	0,1
1967 Décembre	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	27,4	0,1
1968 Mars	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	28,5	0,1
1968 Juin	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	32,8	0,1
1968 Septembre	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	34,6	0,1

C. Total

1964 Juin	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	107,3	—
1964 Septembre	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	48,2	110,4	—
1964 Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	15,5	15,0	48,4	115,2	—
1965 Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	115,2	—
1965 Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	122,7	—
1965 Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	124,5	—
1965 Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	19,4	19,4	53,0	137,6	0,1
1966 Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	142,6	0,1
1966 Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	149,7	0,1
1966 Décembre	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	160,8	0,2
1967 Juin	28,4	80,1	80,5	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	167,5	0,2
1967 Septembre	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	169,7	0,2
1967 Décembre	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	184,2	0,3
1968 Mars	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	187,8	0,1
1968 Juin	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	198,8	0,2
1968 Septembre	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	201,0	1,6

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4)] du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8)] du tableau XIII-8].
 2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Récompte et de Garantie.
 3 Il s'agit d'effets commerciaux.
 4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
 N. B. - Pour la méthode de fabrication : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963
Monnaies étrangères	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	3.509	413	251	118	62	7	—	—
b) A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736
— Prêts	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875
d) autres accords	—	—	—	—	—	6	—	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521
Effets de commerce	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834
Avances sur nantissement	51	74	3.022	1.655	625	34	338	345
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650
Monnaies divisionnaires et d'appoint	617	490	326	247	397	455	302	320
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux	1	2	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672
PASSIF								
Billets en circulation	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482
Comptes courants :								
Banques belges : compte ordinaire ...	24	1	5	3	5	18	12	2
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	185	25	27	17	12	14	13	10
Trésor public } compte spécial liquidation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	308	445	387	309	329	394	390	316
Comptes courants divers	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	249	200	185	126	161	262	128	271
b) autres accords	263	365	413	333	383	217	325	326
Total des engagements à vue ...	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	1.253	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	18.644	25.376	15.271	32.000	32.707	31.151	42.800	48.218
Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672

N. P. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1967 4 septembre	1968 9 septembre	1967 9 octobre	1968 7 octobre	1967 6 novembre	1968 4 novembre	1967 4 décembre	1968 9 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	75.776	75.881	75.671	76.153	75.519	76.127	75.506	76.118
Monnaies étrangères	34.435	21.812	35.742	20.424	36.014	19.216	36.792	20.383
Monnaies étrangères et or à recevoir	14.750	12.639	14.770	21.454	15.162	14.926	13.205	13.403
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	3.000	—	3.000	—	3.000	3.000	3.000
Accords internationaux : (Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	15.146	18.185	15.291	18.140	15.136	18.241	14.236	13.240
— Prêts ¹	1.875	5.475	1.875	5.475	1.875	5.475	1.875	4.975
c) autres accords .....	...	...	171	46	225	46	...	109
Débiteurs pour change et or, à terme ...	33.613	22.183	34.747	21.820	35.116	24.945	36.467	24.841
Effets de commerce	5.840	10.701	6.776	12.083	5.612	15.736	2.972	19.288
Avances sur nantissement	2.517	2.227	2.524	3.079	2.158	62	1.472	55
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	7.525	9.650	3.300	10.400	3.450	13.925	7.125	13.425
Effets publics luxembourgeois	—	200	—	...	—	...	—	250
Monnaies divisionnaires et d'appoint	286	360	601	379	406	391	394	365
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	1	1	2	1	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.367	3.514	3.366	3.514	3.363	3.512	3.366	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.909	1.998	1.909	1.998	1.909	1.998	1.909	1.998
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	2.144	2.464	2.163	2.469	2.163	2.488	2.164	2.481
Divers	2.012	2.100	2.110	2.384	2.007	2.478	2.215	2.407
	235.197	226.390	235.017	236.819	234.117	236.567	236.699	233.854
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	856	766	703	560	1.253	1.155	1.770	1.737
PASSIF								
Billets en circulation	176.017	180.810	174.953	180.907	173.119	178.799	173.042	178.568
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	23	7	11	6	19	14	2	15
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	12	9	13	9	12	9	10	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	342	319	298	2.088	320	6.393	337	5.859
Comptes courants divers	1.612	800	1.167	785	1.220	1.582	4.145	853
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	125	138	125	151	79	145	188	228
b) autres accords	148	231	110	193	103	185	145	180
Total des engagements à vue ...	178.279	182.314	176.677	184.139	174.872	187.127	177.869	185.712
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	48.524	35.021	49.704	43.427	50.498	40.032	49.887	38.370
Caisse de Pensions du Personnel	2.144	2.464	2.163	2.469	2.163	2.488	2.164	2.481
Divers	2.833	3.076	3.106	3.269	3.217	3.405	3.412	3.776
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115
	235.197	226.390	235.017	236.819	234.117	236.567	236.699	233.854
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	856	766	703	560	1.253	1.155	1.770	1.737

¹ Fonds spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1968).

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte.

¹ Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) ³	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	998	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1966 4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	998	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
1967 Juin	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet	996	68,0	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93
Août	998	58,7	41,0	83,4	185,4	86,1	185,4	540,2	93
Septembre	1.001	57,6	41,0	80,1	174,6	79,0	174,6	508,3	93
Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94
Février	1.004	62,1	42,3	86,8	200,2	92,7	200,2	579,9	94
Mars	1.004	59,4	42,0	89,4	190,2	86,1	190,2	555,8	93
Avril	1.004	62,4	42,6	98,6	204,2	96,1	204,2	603,1	94
Mai	1.003	62,4	43,3	100,5	219,2	105,6	219,2	644,4	93
Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93
Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1964	1965	1966	1967	1967	1968	1967	1968
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 septembre	30 septembre	31 octobre	31 octobre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	1.252	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	9.683	10.493	10.491	10.583	4.755	5.423	4.973	5.693
Prêts au jour le jour	1.650	3.253	4.743	5.559	4.635	7.769	2.604	2.463
Banquiers	22.926	29.786	41.276	49.380	41.369	65.539	46.852	70.139
Maison-mère, succursales et filiales	6.379	3.203	9.235	10.353	9.532	14.318	9.424	14.579
Autres valeurs à recevoir à court terme	9.559	10.746	15.465	16.506	19.011	19.805	16.816	21.716
Portefeuille-effets	84.885	91.587	106.751	118.984	126.889	124.476	122.542	125.997
a) Effets publics	32.375	34.175	39.162	41.099	52.211	40.578	48.304	42.801
b) Effets commerciaux ²	52.510	57.412	67.589	77.885	74.678	83.898	74.238	83.196
Reports et avances sur titres	1.149	1.348	1.245	1.516	1.377	1.853	1.479	1.613
Débiteurs par acceptations	21.292	26.938	28.785	29.484	27.222	28.067	26.055	29.635
Débiteurs divers	50.802	60.186	68.329	82.733	79.583	99.678	81.857	101.492
Portefeuille-titres	74.789	86.447	94.289	110.154	104.814	127.417	108.581	130.346
a) Valeurs de la réserve légale	605	705	789	833	832	904	833	904
b) Fonds publics belges	69.307	80.181	87.264	102.140	96.776	115.369	100.636	118.182
c) Fonds publics étrangers	601	1.354	1.896	2.384	2.425	5.687	2.275	5.774
d) Actions de banques	1.868	1.912	1.904	2.195	2.161	2.654	2.161	2.644
e) Autres titres	2.408	2.295	2.436	2.602	2.620	2.803	2.626	2.842
Divers	3.040	3.184	4.021	5.356	4.756	4.622	4.483	5.817
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	287.406	327.171	384.630	440.608	423.943	498.967	425.666	509.490
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	43	68	56	114	71	134	98	136
Immeubles	2.134	2.714	3.021	3.300	3.103	3.450	3.120	3.480
Participations dans les filiales immobilières	73	260	258	283	262	448	262	449
Créances sur les filiales immobilières	60	89	115	77	130	82	131	87
Matériel et mobilier	341	375	457	455	479	454	485	473
Total de l'immobilisé ...	2.651	3.506	3.907	4.229	4.045	4.568	4.096	4.625
Total de l'actif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	427.988	503.535	429.762	514.115

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques

(millions de francs)

1964 31 décembre	10.973	1966 31 décembre	17.328	1967 30 septembre	18.824	1967 31 octobre	19.680
1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	28.946	1968 30 septembre	24.680	1968 31 octobre	27.132

XIII - 12. — SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

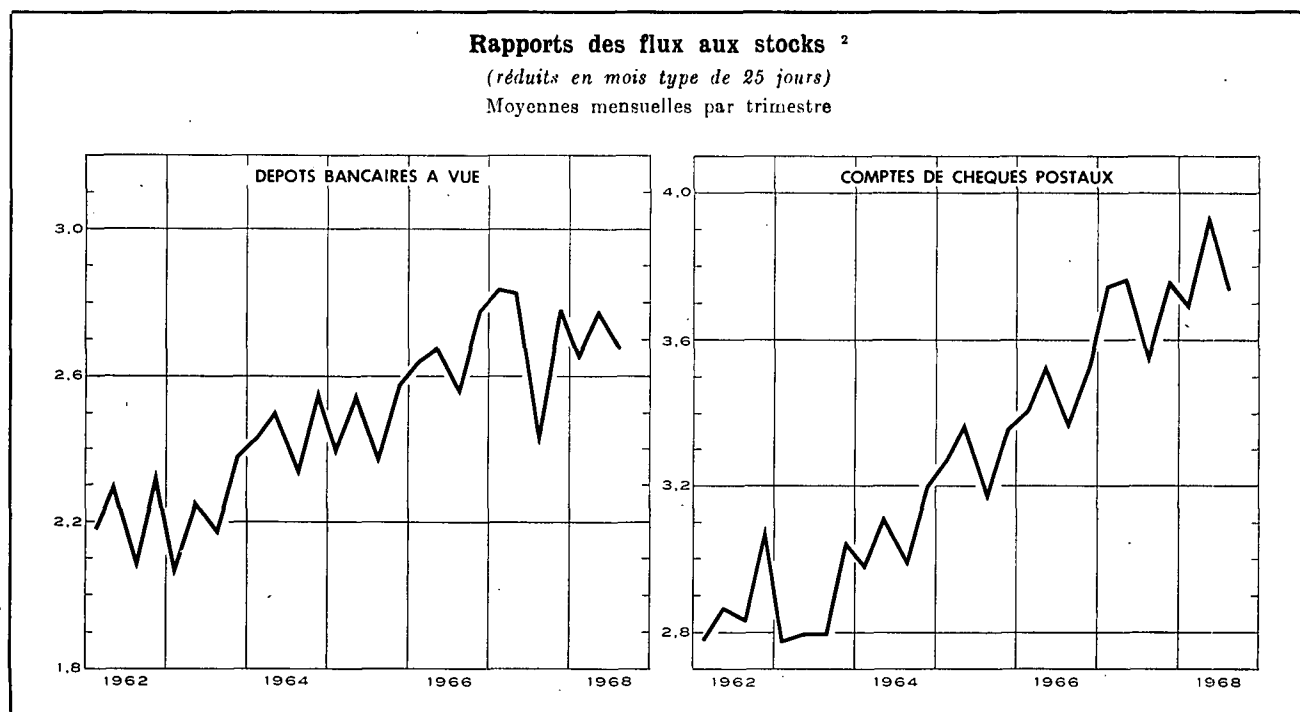
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1964	1965	1966	1967	1967	1968	1967	1968
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 septembre	30 septembre	31 octobre	31 octobre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	698	589	835	784	718	587	425	918
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	431	494	493	280	302	237	243
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	158	341	291	438	285	188	675
Emprunts au jour le jour	2.420	3.433	3.365	5.733	6.638	10.175	6.310	14.511
a) Garantis par des sûretés réelles	1.214	815	666	1.354	2.150	2.771	2.608	3.984
b) Non garantis par des sûretés réelles	1.206	2.618	2.699	4.379	4.488	7.404	3.702	10.527
Banquiers	51.301	57.426	79.174	94.222	87.100	116.049	91.774	116.022
Maison-mère, succursales et filiales	7.065	6.062	10.297	9.963	9.135	8.215	8.389	7.627
Acceptations	21.292	26.937	28.786	29.486	27.222	28.069	26.055	29.639
Autres valeurs à payer à court terme	5.287	6.578	8.012	7.891	10.799	12.239	11.298	15.126
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.254	1.413	1.107	1.320	1.318	1.824	1.356	1.657
Dépôts et comptes courants	164.568	189.447	213.093	244.383	235.993	270.555	233.836	268.916
a) A vue	86.118	92.774	98.921	109.385	104.394	117.590	101.588	115.395
b) A un mois au plus	9.034	11.847	15.035	16.778	15.878	14.743	15.741	14.573
c) A plus d'un mois	29.915	38.487	46.034	50.820	50.506	57.982	51.149	58.284
d) A plus d'un an	731	1.106	1.364	4.364	4.519	6.778	4.470	6.622
e) A plus de deux ans	3.020	3.031	3.016	3.493	3.426	4.708	3.419	4.810
f) Carnets de dépôts	33.743	40.179	46.800	57.739	55.418	66.845	55.635	67.310
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.007	2.023	1.923	1.804	1.852	1.909	1.834	1.922
Obligations et bons de caisse	11.380	11.371	11.978	13.546	13.069	15.852	13.153	16.140
Montants à libérer sur titres et participations	991	977	955	941	941	1.125	941	1.124
Divers	7.752	8.030	10.350	13.108	13.095	13.806	13.439	17.388
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>274.008</i>	<i>312.263</i>	<i>367.952</i>	<i>421.377</i>	<i>406.028</i>	<i>478.496</i>	<i>406.976</i>	<i>489.068</i>
C. Non exigible :								
Capital	9.814	11.245	12.461	14.610	13.208	16.004	13.999	16.004
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.245	1.949	2.298	2.368	2.298	2.314	2.323	2.314
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	607	705	789	833	832	904	833	904
Réserve disponible	4.197	4.306	4.803	5.425	5.404	5.535	5.413	5.543
Provisions	186	209	234	224	218	282	218	282
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>16.049</i>	<i>18.414</i>	<i>20.585</i>	<i>23.460</i>	<i>21.960</i>	<i>25.039</i>	<i>22.786</i>	<i>25.047</i>
Total du passif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	427.988	503.535	429.762	514.115

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	réduit en mois type de 25 jours		
				brut	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
1967 Septembre	183,4	145,6	329,0	2,40	2,31	3,30
Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07
Décembre	234,3	162,4	396,7	2,87	2,87	3,58
1968 Janvier	221,2	178,4	399,6	2,82	2,71	3,91
Février	215,3	165,6	380,9	2,66	2,66	3,73
Mars	214,4	157,4	371,8	2,72	2,62	3,47
Avril	241,7	176,9	418,6	2,90	2,90	3,84
Mai	239,6	194,2	433,8	2,80	2,80	4,30
Juin	233,2	172,4	405,6	2,52	2,63	3,69
Juillet	250,0	180,9	430,9	2,96	2,85	3,92
Août	212,6	160,8	373,4	2,56	2,47	3,65
Septembre	241,2	163,6	404,8	2,72	2,72	3,65
Octobre	242,5	177,6	420,1	2,95	2,73	3,99

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n° 4, octobre 1960, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

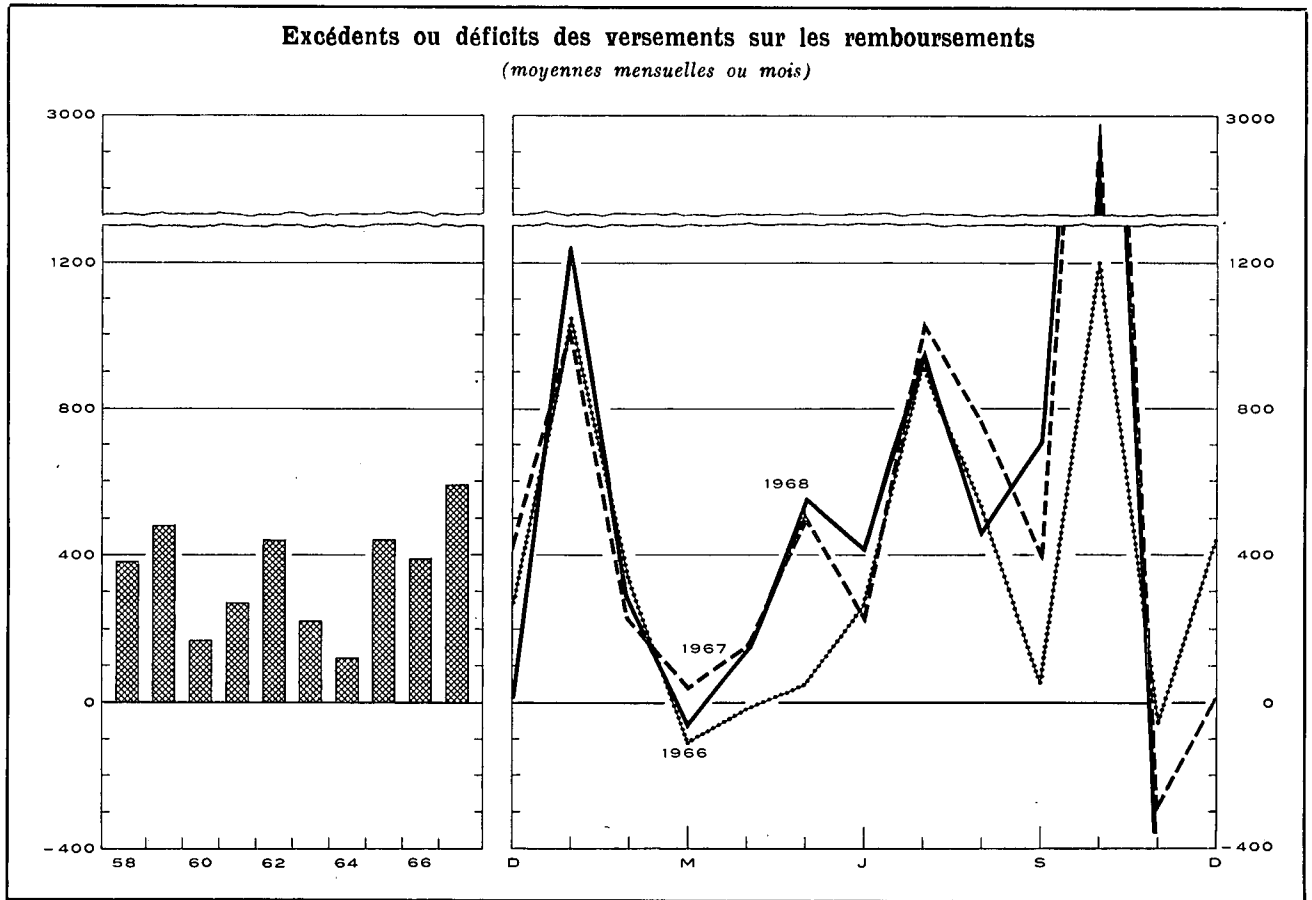
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	1967	1968	1967	1968
1957	16.783	14.455	2.328	60.144				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967	45.363	38.295	7.069	131.137				
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	4.318	4.558	3.283	3.305	1.035	1.253	121.357	132.389
Février	3.282	3.732	3.090	3.439	192	293	121.549	132.682
Mars	3.506	3.763	3.446	3.808	60	- 45	121.609	132.637
Avril	3.443	3.917	3.293	3.761	150	156	121.759	132.793
Mai	3.503	4.342	3.007	3.779	496	563	122.255	133.356
Juin	3.702	3.971	3.476	3.546	226	425	122.481	133.781
Juillet	3.976	4.733	2.946	3.777	1.030	956	123.511	134.737
Août	3.523	3.682	2.768	3.210	755	472	124.266	135.209
Septembre	3.447	4.270	3.034	3.545	413	725	124.679	135.934
Octobre	6.399	6.919	3.421	3.998	2.978	2.931	127.657	p138.865
Novembre	2.862	p3.245	3.145	p3.608	- 283	p -363	127.374	p138.502
Décembre	3.402		3.385		17		131.137	

1 A partir de 1968, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1967, les intérêts capitalisés s'élevèrent à 8.746 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	3	3
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers			Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public		
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat ³	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique		Autres organismes parastataux	Total des créances sur le secteur public
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 ²	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1967 Mars	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
1967 Juin	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
1967 Juin NS ²	47,9	16,1	18,0	82,0												
1967 Juillet	48,4	16,1	18,3	82,8	8,7	52,6	0,7	62,0	14,5	1,2	...	0,5	0,6	12,9	29,7	91,7
1967 Août	49,5	16,4	18,6	84,5												
1967 Septembre	49,8	16,5	19,0	85,3												
1967 Octobre	49,9	16,7	19,3	85,9												
1967 Novembre	50,3	16,9	19,8	87,0												
1967 Décembre	51,8	17,3	20,1	89,2												
1968 Janvier	52,6	17,5	20,3	90,4	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
1968 Février	53,5	17,6	20,9	92,0												
1968 Mars	53,2	17,9	21,5	92,6												
1968 Avril	53,3	17,7	21,8	92,8												
1968 Mai	53,9	17,8	22,1	93,8												
1968 Juin	54,6	18,1	22,4	95,1												
1968 Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2												
1968 Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
1968 Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2												
1968 Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

² A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

³ Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2
2° garantis par banques et organismes financiers	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6
3° dont le risque est à charge de l'Institution	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	0,3	0,5	0,3
Crédits commerciaux	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0
Placements divers à court terme	10,7	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0
PASSIF						
Obligations	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4
Bons de caisse	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5

¹ Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	à fin de période	créditeurs (12)			débiteurs (13)		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)							Total (6) + (7) = (8)	
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)														
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.850	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	289	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1966															
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291	
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205	
1967															
Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250	
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824	
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912	
Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603	
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560	
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315	
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126	
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370	
Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177	
Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076	
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491	
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287	
1968															
Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821	
Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682	
Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742	
Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073	
Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589	
Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.346	3.581	
Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.300	
Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750	
Septembre	7.398	1.218	374	224	1.816	46	1.467	1.513	7.701	95.004	11.036	4.440	3.920	4.648	
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624	
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,1	3,5	3,7	4,2	5,1	1,6	1,7	2,0	2,4	2,5
Prêts hypothécaires	11,4	12,1	14,2	15,4	16,7	3,2	3,6	4,2	4,4	4,8
Prêts sur police	1,3	1,4	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,7	5,9	6,2	6,6	7,4	3,6	3,7	3,8	3,9	4,3
Valeurs étrangères	1,5	1,9	1,9	2,0	2,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	4,6	5,0	5,1	6,0	6,3	0,8	0,8	0,9	1,1	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,6	1,9	1,9	2,2	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,8	1,9	1,8	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	8,1	9,0	9,2	10,8	11,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,9	3,0	3,2	3,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7
Total des valeurs mobilières ...	25,7	28,3	29,2	32,1	34,5	7,7	7,9	8,0	8,2	8,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Réserves mathématiques ¹	41,7	45,3	49,1	54,1	59,2	12,6	13,6	14,7	15,4	16,5

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98
2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1966*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	- 0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	- 1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge										
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	Rendement pour le porteur	
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale
1967	Janvier	9	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	6,75 — 7,00 ³	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,92	6,85	6,97
	Avril	17	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	10	6,75 — 7,00 ⁵	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	15	6,75 — 7,00 ⁶	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	7,00	99,50	14 ans 7 ½ mois	5.330	7,08	—	7,06
	Août	28	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	5 ou 10 ans	800	n.d.	6,99	7,10
	Septembre	18	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	7,00	99,50	12 ans	2.000	n.d.	—	7,12
	Décembre	4	6,75	99,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
						65.100			
1968	Janvier	8	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	6,50 — 6,75 ⁹	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	6,50 — 6,75 ¹⁰	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86

¹ Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.

³ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁴ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

⁵ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

⁶ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 8 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁷ Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

⁸ Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.

⁹ Intérêts : 6,50 % pendant 7 ans, ensuite 6,75 % pendant les 8 dernières années.

¹⁰ Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, ensuite 6,75 % pendant les 6 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1965	Janvier	29	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dettes reprises du Congo ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966													
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967													
Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	522,6
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	526,5
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	531,8
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968													
Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	533,9
Février	324,3	8,5	62,7	43,6	439,1	12,7	42,2	54,9	494,0	40,4	534,4	3,4	537,8
Mars	323,7	8,5	67,0	44,1	443,3	12,5	42,2	54,7	498,0	40,2	538,2	3,3	541,5
Avril	322,7	8,5	67,1	48,8	447,1	12,3	42,2	54,5	501,6	40,5	542,1	3,3	545,4
Mai	322,1	8,5	77,6	43,6	451,8	12,3	42,2	54,5	506,3	40,4	546,7	3,3	550,0
Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	552,7
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	542,3
Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2
Septembre	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5
Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
Etat 2	231,8	238,8	250,8	268,0	277,1	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³
Organismes publics de crédit non monétaires 4	106,1	113,2	120,0	132,3	144,5	21,9	23,1	25,0	27,0	29,3	128,0	136,3	145,0	159,3	173,8
Paraétatiques d'exploitation	26,5	28,3	28,3	27,6	29,8	6,5	6,2	6,5	7,9	9,1	33,0	34,5	34,8	35,5	38,9
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8
Secteur public non compris ailleurs	26,8	27,2	26,5	30,3	36,5	10,6	11,1	13,1	14,1	14,5	37,4	38,3	39,6	44,4	51,0
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	10,1	10,1	11,4	11,5	0,8	0,8	0,8	—	—	10,9	10,9	10,9	11,4	11,5

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	212,2	214,2	229,0	245,5	265,0	5,8	5,4	6,0	6,9	8,7	218,0	219,6	235,0	252,4	273,7
Paraétatiques d'exploitation	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	3,6	4,0	3,6	3,7	3,8
Secteur public non compris ailleurs 6	1,7	1,9	1,9	2,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,0	2,2	2,2
Sécurité sociale	1,7	1,5	2,6	4,8	6,7	0,8	1,2	1,5	1,3	1,6	2,5	2,7	4,1	6,1	8,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	49,3	51,7	52,3	61,5	64,7	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,9 ³	62,0 ³	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,4 ³	126,7 ³
Fonds des Rentes	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5	—	—	—	—	—	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	44,1	48,1	47,0	50,0	51,4	15,8	17,7	19,9	20,9	22,2	59,9	65,8	66,9	70,9	73,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	62,4	69,1	73,6	75,4	78,7	30,7	31,7	34,4	37,8	39,6	93,1	100,8	108,0	113,2	118,3
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,7	10,0	9,9	10,0	10,2	2,3	1,3	0,6	0,7	1,1	12,0	11,3	10,5	10,7	11,3
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,3 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964, 1965 et 1966.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; années 1965 et 1966 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

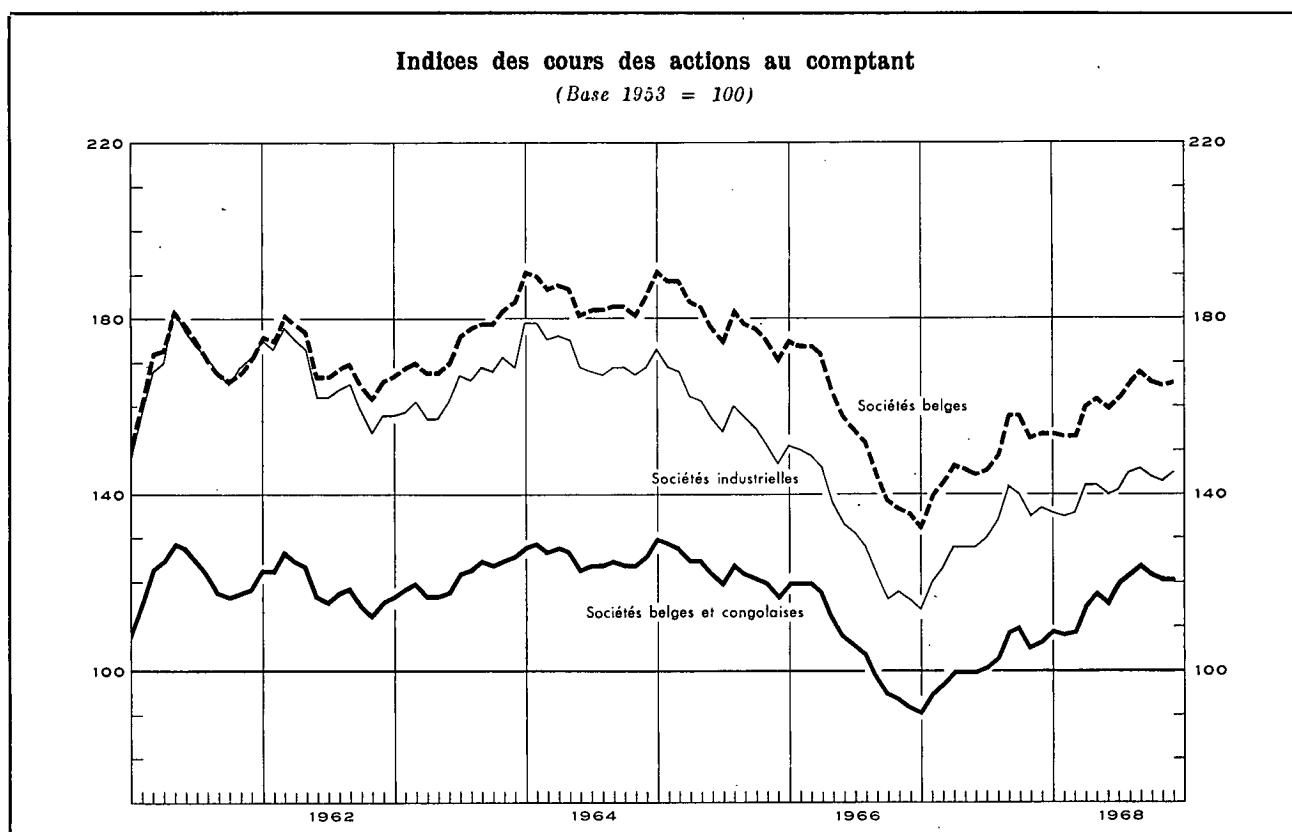
6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Économiques belges 1961-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5					
	moyennes par séances (millions de francs) 1 5		Au comptant				A terme	Valeurs belges						
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles	en %			
				Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1953 = 100) 2 4														
1958 Moyenne mensuelle ...	70		135	145	137	117	4,6	5,3						
1959 Moyenne mensuelle ...	105		137	166	156	129	3,4	3,4						
1960 Moyenne mensuelle ...	93		121	162	156	116	3,4	3,2						
1961 Moyenne mensuelle ...	103		120	169	168	115	3,5	3,4						
1962 Moyenne mensuelle ...	82		119	171	166	113	3,5	3,4						
1963 Moyenne mensuelle ...	88		121	174	164	116	3,4	3,3						
1964 Moyenne mensuelle ...	91		126	185	172	115	3,2	3,0						
1965 Moyenne mensuelle ...	83		123	181	159	114	3,4	3,5						
1966 Moyenne mensuelle ...	71		107	156	132	102	4,1	4,2						
1967 Moyenne mensuelle ...	81		102	148	130	105	4,2	4,0						
		1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	
Janvier	53	119	91	109	133	154	114	136	89	114	4,7	3,9 ⁶	4,8	4,0 ⁶
Février	68	95	95	108	140	153	120	135	93	120	4,4	4,0	4,5	4,0
Mars	66	144	97	109	143	153	123	136	95	123	4,4	3,8	4,3	3,8
Avril	79	123	100	115	147	160	128	142	98	129	4,3	3,9	4,1	3,8
Mai	84	161	100	118	146	162	128	142	100	139	4,4	3,9	4,1	3,8
Juin	79	143	100	116	145	160	128	140	102	136	4,3	3,9	4,0	3,7
Juillet	65	156	101	120	146	162	130	141	104	145	4,3	3,8	4,0	3,6
Août	75	128	103	122	149	166	134	145	108	146	4,1	3,7	3,8	3,6
Septembre	114	144	109	124	158	168	142	146	113	150	3,9	3,7	3,6	3,6
Octobre	92	129	110	122	158	166	140	144	118	146	4,1	3,8	3,8	3,7
Novembre	89	134	106	121	153	165	135	143	115	144	4,1	3,8	3,8	3,7
Décembre	109		107	121	154	166	137	145	114	148	4,1	3,9 ⁶	3,8	3,9 ⁶

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.618	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	n.d.	n.d.	540

Sociétés financières et immobilières ⁵

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.727	1.353
1967	1.862	44.376	26.180	4.395	398	2.824	n.d.	n.d.	n.d.

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.075	113
1967	1.390	23.438	19.235	4.003	1.365	1.307	n.d.	n.d.	139

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	n.d.	n.d.	404

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	321	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	n.d.	n.d.	20

Noter voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vic au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	894	61
1967	729	12.907	10.847	2.140	307	793	n.d.	n.d.	59
Industrie chimique									
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.839	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	584	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	633	1.492	n.d.	n.d.	38
Electricité									
1959	41	17.422	6.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	n.d.	n.d.	865
Industrie du charbon									
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	n.d.	n.d.	19
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.415	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	60.964	3.790
1967	15.021	242.232	157.585	28.866	7.431	13.233	n.d.	n.d.	n.d.

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.818	60
1967	278	40.306	32.720	2.711	5.165	2.335	n.d.	n.d.	n.d.

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.125
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.512	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.782	3.850
1967	15.299	282.538	190.305	31.577	12.596	15.568	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ ⁵

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1

C. — Total général ⁴

1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ²).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	<i>p</i> 13.940	3.126	2.143	983	1.928	2.911	<i>p</i> 16.851	15.987
1967	33.471	n.d.	<i>p</i> 3.057	<i>p</i> 2.722	<i>p</i> 335	<i>p</i> 3.728	<i>p</i> 4.063	n.d.	<i>p</i> 24.023

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	<i>p</i> 10	764	40	724	...	724	<i>p</i> 734	734
1967	86	n.d.	<i>p</i> 86	<i>p</i> 57	<i>p</i> 29	...	<i>p</i> 29	n.d.	<i>p</i> 44

Total général

1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	<i>p</i> 13.950	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	<i>p</i> 17.585	16.721
1967	33.557	n.d.	<i>p</i> 3.143	<i>p</i> 2.779	<i>p</i> 364	<i>p</i> 3.728	<i>p</i> 4.092	n.d.	<i>p</i> 24.067

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquat d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : *Commission bancaire + B.N.B.*

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1965 9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	<i>p</i> 3.057	<i>p</i> 13.156	86	15	<i>p</i> 86	<i>p</i> 101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	958	...	...	...
1966 Décembre	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier	895	326	31	357	...	...	...	...
Février	835	358	26	384	...	...	...	...
Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	431	36	467	15	15	...	15
Juillet	2.243	593	...	593	...	...	...	...
Août	638	105	...	105	...	...	...	...
Septembre	1.580	1.220	...	1.220	...	...	...	...
Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	1.584	500	...	500	...	...	...	...
Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	2.403	404	400	804	900	...	...	...
Avril	<i>p</i> 4.495	2.156	...	2.156	...	...	...	...
Mai	<i>p</i> 6.203	713	150	863	525	...	...	...
Juin	<i>p</i> 17.283	965	...	965	36	...	2.000	2.000
Juillet	<i>p</i> 479	174	...	174	...	...	...	...
Août	<i>p</i> 668	229	15	244	...	...	...	...
Septembre	<i>p</i> 3.313	3.048	...	3.048	...	...	...	...
Octobre	<i>p</i> 853	400	400	800	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
1967 Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.822	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...
Octobre	1.186	2.019	2.523	2.511	79	1.780	1.358	5.728	...
Novembre	1.732	1.177	3.237	2.660	118	2.174	1.194	6.146	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole. Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêtés par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Réescompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1963	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1963 4 ^e trimestre	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1967 2 ^e trimestre	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	430	1.650	701	829	143	2.479	844
1967 Avril	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	230	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865
Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50
19 décembre .	4,50	4,50	4,00 ³	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25

* Quotité de l'avance au 31 décembre 1968

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

3 A partir du 1-1-1969 le taux d'escompte pour les acceptations visées représentatives d'exportation vers des pays de la C.E.E. a été porté à 4,50 %.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7				
		1 mois	2 mo's	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois		
1961	2,56											
1962	2,14											
1963	2,31	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65	
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50	
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25	
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15	
1967	3,19											
1967 Décembre	2,54	1967 Déc. ...	3,80	4,10	4,40	4,90	4,86	1968 9 janv.	5,00	5,10	5,10	
1968 Janvier	2,57	1968 Janv. .	3,70	4,00	4,35	4,75	4,82	13 fév.	4,90	5,00	5,00	
Février	2,63	Févr. ..	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	12 mars	4,75	4,90	4,90	
Mars	2,45	Mars .	3,20	3,55	3,95	4,40	4,40	9 avril	4,65	4,75	4,80	
Avril	2,73	Avril .	2,95	3,35	3,75	4,20	4,26	14 mai	4,70	4,75	4,75	
Mai	2,78	Mai ...	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	11 juin	4,70	4,75	*	
Juin	2,64	Juin ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	9 juillet	4,70	4,75	4,75	
Juillet	3,22	Juillet .	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	13 août	4,70	*	*	
Août	2,79	Août ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	10 sept.	4,75	*	4,75	
Septembre	2,80	Sept. ..	3,00	3,40	3,80	4,35	4,32	8 oct.	4,85	4,90	4,90	
Octobre	3,04	Oct. ...	3,10	3,60	4,10	4,50	4,43	12 nov.	5,00	5,10	5,10	
Novembre	3,23	Nov. ...	3,50	4,00	4,50	4,80	4,71	10 déc.	5,25	5,30	5,30	

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 81-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1958 27 mars	0,50	1,10	2,05	2,45	2,85
5 juin	0,50	1,00	1,80	2,20	2,60
3 juillet	0,50	0,95	1,55	1,95	2,35
28 août	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15
1959 8 janvier	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1958 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	—
1959 1 ^{er} janvier	3,00	—	2,00	—
1960 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	0,20
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dette unifiée (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré ²
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes			
									3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %		4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 à 6,75 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1967 Septembre	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	—	—	6,64	6,72	6,70
Octobre	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	—	—	6,66	6,76	6,72
Novembre	4,06	5,62	5,63	5,81	5,69	5,68	—	—	6,57	6,74	6,66
Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	—	—	6,54	6,69	6,63
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	—	—	6,60	6,68	6,65
Mars	4,06	5,59	5,26	5,54	5,61	5,53	—	—	6,51	6,61	6,57
Avril	4,06	5,46	5,20	5,48	5,56	5,46	6,56	—	6,51	6,60	6,57
Mai	4,06	5,40	5,12	5,46	5,62	5,42	6,51	—	6,47	6,56	6,53
Juin	4,06	5,35	5,15	5,50	5,69	5,42	6,54	6,47	6,44	6,57	6,52
Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52
Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60
Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62
Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63
Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels. — ² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis †		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet			17	3,50												
Août													11	4,—		
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet ...															10	3,—
Septembre .													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet ...					4	5,—							2	7,—		
Juillet ...													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50									20	6,50		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

† Federal Reserve Bank of New York.

‡ Entre le 1-11-1960 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	} 12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1967 9 novembre	1968 7 novembre	1967 7 décembre	1968 5 décembre
ACTIF					
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	24.463	16.543	25.528	15.388
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	4.885	1.249	4.665	1.224
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	4.607	1.216	4.385	1.216
<i>Autres opérations</i>	260	278	33	280	8
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.380	1.290	1.380	1.290
Monnaies divisionnaires	7	31	32	29	25
Comptes courants postaux	1.194	1.108	1.229	1.048	1.450
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	4.003	3.855	4.003	3.745
Portefeuille d'escompte	25.185	25.252	37.073	26.437	38.009
Mobilisation de créances sur la France					
Effets représentatifs de crédits à court terme :					
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	2.111	2.030	2.270	2.191
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	1.679	1.547	1.863	2.026
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	8.098	10.606	8.086	11.074
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :					
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	2.828	5.660	3.215	6.031
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	1.741	4.923	2.200	3.859
Mobilisation de créances sur l'étranger					
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	4.756	7.499	4.684	7.878
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	4.039	4.808	4.119	4.950
Effets négociables achetés en France ⁵ .	3.443	2.166	7.460	26	12.008
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	385	—	384	—
Avances sur titres	86	87	142	87	146
Effets en cours de recouvrement	1.638	991	1.513	883	1.297
Divers	1.815	1.375	4.508	1.785	6.171
Total ...	78.186	75.898	84.666	76.027	90.525

PASSIF

Engagements à vue :					
Billets au porteur en circulation	70.508	68.930	71.450	68.483	70.473
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	3.404	3.497	3.702	7.447
Autres comptes créditeurs	1.761	1.431	4.093	1.549	5.305
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	152	2.622	173	3.835
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.279	1.470	1.376	1.469
Capital de la Banque	250	250	250	250	250
Divers	2.061	1.883	5.376	2.043	7.050
Total ...	78.186	75.898	84.666	76.027	90.525

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1936.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1965 February 28	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1967 November 8	1968 November 6	1967 December 6	1968 December 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.638	2.788	2.888	3.038	3.038	3.138	3.138	3.238
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.650	2.800	2.900	3.050	3.050	3.150	3.150	3.250
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.050	3.150	3.150	3.250

Notes Issued :								
In Circulation	2.604	2.784	2.869	3.016	2.998	3.129	3.094	3.209
In Banking Department	46	16	31	34	52	21	56	41
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.050	3.150	3.150	3.250

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	233	380	458	526	448	584	488	546
Other Securities :								
Discounts and Advances	72	70	93	88	106	76	83	73
Securities	26	28	27	31	27	31	28	35
Notes	46	16	31	34	52	21	56	41
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	378	495	610	680	634	713	656	696

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	11	13	12	13	10	12	11	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	97	201	218	212	223	213	224
Other Deposits :								
Bankers	262	272	268	302	279	326	296	307
Other Accounts	86	94	110	128	115	134	118	137
Total ...	378	495	610	680	634	713	656	696

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1964 December 31	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1967 November 8	1968 November 6	1967 December 6	1968 December 4
ASSETS								
Gold certificate account	15.075	13.436	12.674	11.481	12.408	10.026	11.915	10.026
Cash	146	129	298	360	358	283	349	242
Discounts and advances	186	137	173	141	169	534	124	121
Acceptances :								
Bought outright	59	75	69	75	54	59	69	60
Held under repurchase agreement	35	112	124	89	...	...	49	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	34	38	...	26	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	6.044	9.100	11.803	15.975	14.894	19.294	15.848	18.465
Certificates .....	...	...	4.351	...	...	...	...	...
Notes	25.188	24.828	21.302	26.918	26.198	28.424	26.918	28.706
Bonds	5.274	6.550	6.199	6.087	6.621	5.757	6.087	5.475
Total bought outright ...	36.506	40.478	43.655	48.980	47.713	53.475	48.853	52.646
Held under repurchase agreement	538	290	627	132	...	148	...	...
Total U.S. Government securities ...	37.044	40.768	44.282	49.112	47.713	53.623	48.853	52.646
Total loans and securities	37.324	41.092	44.682	49.455	47.936	54.242	49.095	52.827
Cash items in process of collection	7.190	6.915	7.879	8.465	6.921	8.512	7.631	9.215
Bank premises	102	103	107	112	111	114	111	114
Other assets	552	977	1.418	2.153	1.801	2.154	1.505	2.808
Total assets ...	60.389	62.652	67.058	72.026	69.535	75.331	70.606	75.232
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	34.659	37.074	39.339	41.642	40.406	43.100	41.319	44.155
Deposits :								
Member bank reserves	18.086	18.447	19.794	20.999	20.402	21.671	19.924	21.148
U.S. Treasurer - general account	820	668	416	1.123	599	1.044	1.030	649
Foreign	229	150	174	135	137	136	145	225
Other	321	355	588	663	474	434	440	446
Total deposits ...	19.456	19.620	20.972	22.920	21.612	23.285	21.539	22.468
Deferred availability cash items	4.584	4.667	5.369	5.972	5.836	7.034	6.042	6.703
Other liabilities and accrued dividends ...	642	189	238	296	289	406	317	412
Total liabilities ...	59.341	61.550	65.918	70.830	68.143	73.825	69.217	73.738
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	524	551	570	598	590	623	591	625
Surplus	524	551	570	598	570	598	570	598
Other capital accounts .....	...	...	...	...	232	285	228	271
Total liabilities and capital accounts ...	60.389	62.652	67.058	72.026	69.535	75.331	70.606	75.232
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	122	144	191	156	164	118	144	113

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1967 6 november	1968 4 november	1967 4 december	1968 9 december
ACTIVA								
Goud	6.080	6.327	6.234	6.166	6.237	6.113	6.237	6.115
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.435	1.096	1.119	2.023	1.826	649	1.872	868
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	31	44	53	50	34	264	35	258
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	7	78	203	120	66	97	118
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	346	704	1.139	895	965	1.519	895	1.391
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	16	157	234	283	98	636	162	342
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	14	30	22	20	22	29	20	27
Belegging van kapitaal en reserves	173	164	162	183	191	229	190	229
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	17	15	20	24	20	13	26	13
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.513	9.518	9.534	9.361

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	6.927	7.682	8.245	8.558	8.142	8.482	8.269	8.330
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	853	525	437	873	1.001	613	884	598
's Rijks schatkist	665	394	326	775	942	566	818	531
Banken in Nederland	138	91	76	43	13	13	14	8
Andere ingezetenen	50	40	35	55	46	34	52	59
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	79	64	56	57	44	49	48	58
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	73	57	50	48	36	37	37	53
Andere niet-ingezetenen	6	7	6	9	8	12	11	5
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	13	13	13	11	8	11	7
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	165	163	171	209	171	209	171	209
Diverse rekeningen	54	77	119	117	124	137	131	139
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.513	9.518	9.534	9.361

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

65	71	72	34	37	25	36	24
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1967 settembre	1968 settembre	1967 ottobre	1968 ottobre
Oro in cassa	1.000	1.502	1.509	1.500	1.500	1.740	1.498	1.740
Cassa ¹	22	24	35	44	36	24	45	33
Portafoglio ²	764	720	939	1.243	792	973	819	902
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	285	311	664	1.209	657	660	742	1.052
Prorogati pagamenti	51	93	95	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.069	1.982	2.129	2.474	2.474	2.315	2.532	2.286
Disponibilita in divisa all'estero	64	...	—	—	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	519	405	619	747	500	687	594	639
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	305	211	241	365	268	406	271	403
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	410	377	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	558	913	537	166	398	599	68	252
Servizi diversi per conto dello Stato	29	33	59	61	52	69	39	65
Spese	88	102	133	157	87	106	90	110
Totale attivo ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.103	7.918	7.037	7.821
Circolazione dei biglietti ⁵	3.914	4.283	4.595	5.126	4.362	4.786	4.281	4.695
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	57	41	62	52	27	38	28	34
Conti correnti liberi	119	157	172	256	69	48	76	39
Conti correnti vincolati	1.459	1.738	1.933	2.162	2.160	2.345	2.157	2.372
Creditori diversi	517	340	391	537	383	579	390	555
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	6	7	8	9	8	9	8	9
Fondo di riserva straordinario	3	4	5	6	6	6	6	6
Rendite	89	103	133	157	88	107	91	111
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.103	7.918	7.037	7.821
Depositanti di titoli e valori	4.918	4.991	6.338	7.340	6.310	6.895	6.453	7.128
¹ Comprese monete di Stato	2	1	22	24	23	15	27	15
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	363	387	414	441	434	465	435	466
— istituti speciali	279	293	314	335	312	340	329	351
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	282	308	661	1.208	653	655	738	1.047
— privati	2	1	1	1	1	4	1	4
⁴ Compresi BOT	242	107	108	153	22	86	21	86
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	1	2	2	1	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	22	27	28	19	17	18	15

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1964 31. Dezember	1965 31. Dezember	1966 31. Dezember	1967 31. Dezember	1967 7. November	1968 7. November	1967 7. Dezember	1968 6. Dezember
AKTIVA								
Gold	16.731	17.371	16.905	16.647	16.843	17.565	16.646	17.891
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.770	8.111	9.775	10.353	9.873	9.431	9.895	15.204
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	563	892	1.084	1.953	1.655	3.147	1.840	3.166
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	—	1.000	1.000	3.200	1.000	3.200
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.684	3.344	3.256	2.448	2.448	4.169	2.448	3.969
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	615	508	420	331	332	243	332	243
b) an Weltbank	1.343	1.446	1.446	1.447	1.446	1.644	1.446	1.644
c) an I.W.F.	720	1.390	1.390	670	670	2.282	670	2.082
Deutsche Scheidemünzen	116	130	166	200	229	230	202	198
Postcheckguthaben	377	409	425	418	257	235	199	207
Inlandswechsel	2.413	4.650	5.031	2.922	2.179	3.379	2.448	2.154
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	307	345	711	...	1	...	135	...
Lombardforderungen	646	696	938	950	56	48	138	84
Kassenkredite	1.212	1.408	1.164	2.220	603	15	1.869	103
Wertpapiere	1.176	1.151	1.095	2.317	1.975	2.011	2.147	1.825
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.081	7.617	7.804	6.438	5.217	6.764	5.570	6.319
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.016	3.001	3.741	3.639	3.758	4.112	3.575	4.178
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.953	2.285	2.462	1.534	2.051	1.286	2.051	1.286
Sonstige Aktiva	463	433	357	830	432	573	466	489
	49.508	51.843	54.914	53.869	48.577	56.165	50.629	60.273
PASSIVA								
Banknotenumlauf	27.692	29.455	30.770	31.574	28.633	30.193	31.039	33.135
Einlagen von	18.610	18.671	19.784	17.628	15.498	21.164	15.012	22.147
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	15.143	16.241	17.386	15.179	12.911	15.834	13.189	18.341
Öffentlichen Einlegern	3.215	2.165	2.109	2.115	2.314	5.039	1.534	3.501
Andere inländischen Einlegern	252	265	289	334	273	291	289	305
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	308	452	552	643	338	339	536	403
Einlagen ausländischer Einleger	257	418	494	506	297	296	491	369
Sonstige	51	34	58	137	41	43	45	34
Rückstellungen	1.260	1.475	1.690	1.925	1.925	2.110	1.925	2.110
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	776	861	963	1.080	1.080	1.180	1.080	1.179
Sonstige Passiva	572	639	863	729	813	889	747	1.009
	49.508	51.843	54.914	53.869	48.577	56.165	50.629	60.273

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 7 novembre	1968 7 novembre	1967 7 décembre	1968 6 décembre
ACTIF								
Encaisse or	11.794	13.164	12.297	13.370	12.281	11.366	11.848	11.360
Devises	1.679	853	2.060	1.987	1.271	1.534	1.736	2.331
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	431	429	519	174	174	144	174	108
Portefeuille effets sur la Suisse	163	139	158	142	101	89	132	103
<i>Effets de change</i>	138	130	141	142	101	89	132	103
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	25	9	17	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	78	39	109	86	17	38	57	27
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	432	432	1.442	432	1.442
Titres	65	93	182	182	182	181	182	181
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	2	...	9	4	17	9	17
<i>autres</i>	64	91	182	173	178	164	173	164
Correspondants :								
<i>en Suisse</i>	92	81	97	87	45	57	52	37
<i>à l'étranger</i>	75	66	82	72	28	20	19	18
<i>à l'étranger</i>	17	15	15	15	17	37	33	19
Autres postes de l'actif	29	33	68	59	77	86	75	92
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.580	14.937	14.688	15.681

PASSIF								
Fonds propres	56	57	58	59	59	60	59	60
Billets en circulation	9.722	10.043	10.651	11.327	10.138	10.723	10.688	11.378
Engagements à vue	3.271	3.215	3.431	4.145	2.662	3.208	2.197	3.279
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.908	3.005	2.982	3.811	1.867	2.709	1.904	2.855
<i>Autres engagements à vue</i>	363	210	449	334	795	499	293	424
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	—	690	—	690	—
Engagements à terme	433	602	389	550	600	375	600	375
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	3	20	2	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	243	291	356	438	431	571	454	589
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.580	14.937	14.688	15.681

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 octobre 1967	31 octobre 1968	30 novembre 1967	30 novembre 1968
I. Or en lingots et monnayé	2.583	2.720	2.721	4.060	3.150	4.116
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	975	38	38	41	34	43
III. Bons du Trésor réescomptables	70	1.335	675	67	439	67
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	75	72	75	62	75	62
V. Dépôts à terme et avances :	4.108	6.231	5.373	7.608	5.772	8.132
a) à 3 mois au maximum	3.282	5.755	4.267	3.570	5.036	4.125
b) à 3 mois au maximum (or)	3	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	509	440	1.028	} 4.038	639	} 4.007
d) de 6 à 9 mois	113	21	64			
e) de 9 à 12 mois	123	15	14			
f) à plus d'un an	78	—	—			
VI. Autres effets et titres :	1.285	1.941	1.387	1.948	2.103	1.687
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	293	295	292	295	306	299
b) de 3 à 6 mois	10	20	13	} 121	27	} 117
c) de 6 à 9 mois	94	77	19			
d) de 9 à 12 mois	23	11	95			
e) à plus d'un an	—	—	—			
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	639	1.345	610	1.440	1.410	1.149
b) de 3 à 6 mois	57	83	260	} 92	162	} 122
c) de 6 à 9 mois	61	53	2			
d) de 9 à 12 mois	69	34	73			
e) à plus d'un an	39	23	23			
VII. Actifs divers	2	1	1	7	1	5
<i>Total actif</i> ...	9.098	12.338	10.270	13.793	11.574	14.112

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 octobre 1967	31 octobre 1968	30 novembre 1967	30 novembre 1968
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	45	45	75	45	75
1. Fonds de Réserve Légale	13	12	12	12	12	12
2. Fonds de Réserve Générale	13	23	23	38	23	38
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	—	—	15	—	15
III. Dépôts (or) :	4.303	5.032	4.238	5.315	4.411	5.328
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	34	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	238	183	103	217	131	264
c) de 6 à 9 mois	—	—	—			
d) de 3 à 6 mois	84	52	152	2.681	142	2.614
e) à 3 mois au maximum	1.163	3.172	2.033			
f) à vue	2.254	995	1.463	1.842	1.207	1.889
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	100	17	17			
c) de 6 à 9 mois	90	—	—	96	86	97
d) de 3 à 6 mois	86	55	59			
e) à 3 mois au maximum	86	375	107	479	252	97
f) à vue	168	183	305	—	133	464
IV. Dépôts (monnaies) :	4.056	6.228	5.021	6.516	6.052	6.813
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	19	13	12	2.072	13	2.028
b) de 9 à 12 mois	52	47	89			
c) de 6 à 9 mois	105	89	1	3.283	10	3.555
d) de 3 à 6 mois	325	377	252			
e) à 3 mois au maximum	3.177	5.273	3.859	16	4.453	3.555
f) à vue	139	99	101	—	135	17
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	8	—	93	8	89
b) de 6 à 9 mois	—	—	—			
c) de 3 à 6 mois	—	—	66	1.036	27	1.101
d) à 3 mois au maximum	209	305	612			
e) à vue	30	17	29	16	17	23
V. Effets :	284	573	539	1.458	604	1.463
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	980	—	983
b) de 6 à 9 mois	—	—	—			
c) de 3 à 6 mois	4	—	—	473	—	480
d) à 3 mois au maximum	280	573	539			
VI. Divers	78	104	71	66	106	71
VII. Comptes de profits et pertes	10	—	—	—	—	—
VIII. Provision	216	231	231	238	231	237
<i>Total passif ...</i>	9.098	12.338	10.270	13.793	11.574	14.112

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Dueroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
III. — Agriculture et pêche.		3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
1. Production agricole	III - 1	X. — Marché des changes.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
IV. — Industrie.		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
5. Construction : données annuelles	IV - 5	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1965 ...	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1965 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VII. — Prix et indices des prix.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Stock monétaire	XIII - 4
4. a) Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4a	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
b) Indices des prix à la consommation en Belgique ..	VII - 4b	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situations globales des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans des Caisses d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans de la Caisse de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme ..	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 2. — Demandes et offres d'emploi
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5

